

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[C – 2013/27128]

13 JUIN 2013. — Arrêté du Gouvernement wallon déterminant les conditions sectorielles relatives aux bassins de natation couverts et ouverts utilisés à un titre autre que purement privatif dans le cadre du cercle familial, lorsque la surface est supérieure à 100 m² et la profondeur supérieure à 40 cm

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement, les articles 4, 5, 6, 7, 8 et 9;

Vu l'arrêté royal du 3 août 1976 portant règlement général relatif aux déversements des eaux usées dans les eaux de surface ordinaires, dans les égouts publics et dans les voies artificielles d'écoulement des eaux pluviales;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 13 mars 2003 portant conditions sectorielles relatives aux bassins de natation;

Vu l'avis 51.775/2/V du Conseil d'Etat, donné le 20 août 2012, en application de l'article 84,

§ 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1^o, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Considérant que les prescriptions de l'arrêté royal du 3 août 1976 portant le règlement général relatif aux déversements des eaux usées dans les eaux de surface ordinaires, dans les égouts publics et dans les voies artificielles d'écoulement des eaux pluviales, qui, à l'origine, ont été prises en exécution de la loi du 26 mars 1971 sur la protection des eaux de surface contre la pollution, aujourd'hui abrogée, trouvent désormais leur fondement légal dans les dispositions du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement qui habilite le Gouvernement à arrêter des conditions générales au sens du chapitre I^{er}, section III, de ce décret;

Considérant qu'en vertu de l'article 5, § 2, alinéa 3, du décret du 11 mars 1999, le Gouvernement ne peut, lorsqu'il arrête des conditions sectorielles, s'écarter des conditions générales, qu'à la condition de motiver cette dérogation;

Considérant que certaines dispositions de l'arrêté royal du 3 août 1976 ont été insérées dans le Livre II du Code de l'Environnement, contenant le Code de l'Eau pour les eaux usées domestiques et dans l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 fixant les conditions générales d'exploitation des établissements visés par le décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement;

Considérant que certains paramètres visés par l'arrêté royal du 3 août 1976 ne sont aujourd'hui plus pertinents, ne trouvent pas à s'appliquer à l'ensemble des secteurs d'activités; que l'arrêté royal se réfère à des méthodes d'analyse aujourd'hui interdites, dont notamment :

- le test de putréfaction au bleu de méthylène;
- les hydrocarbures extractibles au tétrachlorure de carbone;

Considérant, enfin, que la non-application de l'arrêté royal du 3 août 1976 permet de limiter le nombre de textes réglementaires applicables à un établissement, répondant ainsi à la volonté du Gouvernement wallon d'adopter un programme de rationalisation et de simplification administrative;

Sur la proposition du Ministre de l'Environnement, de l'Aménagement du Territoire et de la Mobilité;

Après délibération,

Arrête :

Titre I^{er}. — Dispositions communes

CHAPITRE I^{er}. — Définitions et champ d'application

Article 1^{er}. Les présentes conditions sectorielles s'appliquent aux bassins de natation couverts et ouverts utilisés à un titre autre que purement privatif dans le cadre du cercle familial lorsque la surface est supérieure à 100 m² et la profondeur supérieure à 40 cm visés par la rubrique 92.61.01.02 de l'annexe I^{re} de l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 arrêtant la liste des projets soumis à étude d'incidences et des installations et activités classées.

Les bassins de natation couverts, à toiture escamotable, sont assimilés à des bassins couverts.

Art. 2. Au sens du présent arrêté, on entend par :

1^o bassin de natation : un bassin artificiel essentiellement conçu pour la pratique de la natation et de toute autre activité aquatique thérapeutique, récréative ou sportive;

2^o bassin de natation existant : le bassin de natation dûment autorisé avant l'entrée en vigueur du présent arrêté. Le bassin de natation pour lequel une demande de permis a été introduite avant l'entrée en vigueur du présent arrêté est assimilé à un bassin de natation existant. La transformation ou l'extension d'un bassin de natation que l'exploitant a, avant l'entrée en vigueur du présent arrêté, consignée dans le registre prévu par l'article 10, § 2, du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement est assimilée à un bassin de natation existant;

3^o pataugeoire : un bassin peu profond réservé à la baignade des enfants;

4^o aérosol : la nébulisation de particules extrêmement fines distribuées dans l'air;

5^o point d'usage à risque : tout point d'usage accessible au public pouvant produire des aérosols d'eau chaude sanitaire susceptible d'être contaminée par les *Legionella pneumophila* dont notamment les douches, douchettes, bains à remous ou à jets;

6^o réseau d'eau chaude sanitaire : le réseau comprenant l'ensemble des installations collectives de production, de stockage et de distribution d'eau chaude sanitaire qui est alimenté par un ou plusieurs systèmes de production d'eau chaude sanitaire centralisés;

7^o mesures de prévention : la partie des méthodes d'exploitation impliquant des mesures structurelles et des mesures de gestion visant à restreindre le risque de légionellose;

8^o laboratoire accrédité : le laboratoire disposant d'une attestation formelle délivrée par l'organisme national d'accréditation selon laquelle un organisme d'évaluation de la conformité satisfait aux critères définis par les normes harmonisées et, si d'application, à toute autre exigence supplémentaire, notamment celles fixées dans les programmes sectoriels pertinents, requis pour effectuer une opération spécifique d'évaluation de la conformité telle que définie par la réglementation concernant l'accréditation des organismes d'évaluation de la conformité.

CHAPITRE II. — Implantation et construction

Art. 3. Les locaux de l'établissement sont construits en matériaux durs et imputrescibles et ont une hauteur sous plafond d'au moins 2,5 mètres.

Le sol, les plafonds et les parois des locaux de l'établissement sont pourvus d'un revêtement imperméable, résistant à la corrosion et facilement lavable.

Les sols des locaux de l'établissement accessibles aux baigneurs ont une pente minimale d'un pour cent qui dirige les eaux vers un dispositif d'évacuation relié au réseau d'égouttage interne.

Tous les équipements et aménagements internes, tels les mains courantes, sont réalisés en matériaux imputrescibles, résistant à la corrosion, facilement lavables et ne présentant pas de risque de blessure.

Jusqu'à une hauteur de deux mètres à partir du sol, les angles vifs et éléments saillants sont munis d'une protection amortissante.

Les cabines et les vestiaires collectifs sont disposés de telle sorte que les zones "pieds nus" et "pieds chaussés" sont nettement séparées.

Les cabines et les vestiaires collectifs sont réalisés en matériaux durs et sont munis d'un revêtement imperméable, imputrescible, facilement lavable et ne présentant pas de risque de blessure.

L'établissement comporte un local de premiers soins facilement accessible aux services de secours venant de l'extérieur et est conçu pour permettre l'évacuation aisée et rapide d'une personne sur une civière.

Art. 4. Un interrupteur de type coup de poing permettant la coupure générale de la circulation d'eau est à proximité immédiate des quais du bassin de natation.

Art. 5. Un compteur spécifique mesure l'apport en eau provenant du système de distribution d'eau pour chaque bassin de natation.

Art. 6. § 1^{er}. Le fond du bassin de natation est muni d'un revêtement antidérapant jusqu'à une profondeur minimale de 1,35 mètres.

Les parois et le fond du bassin de natation sont réalisés en matériaux durs et sont munis d'un revêtement imperméable, imputrescible, facilement lavable et ne présentant pas de risque de blessure.

Les parois du bassin de natation dont la profondeur excède un mètre sont pourvues d'un appui pour les mains ou d'un appui pour les pieds.

§ 2. Le point le plus profond du bassin de natation comporte un dispositif d'évacuation de l'eau pour vidanger le bassin de natation.

Une pente d'au moins un pour cent dirige les eaux à évacuer vers ce dispositif.

L'arrivée et l'évacuation de l'eau dans le bassin de natation sont réalisées de manière à en limiter la stagnation.

§ 3. Les bouches d'arrivée et d'évacuation notamment d'eau, d'air ou autres dans le bassin de natation sont conçues de façon à ne présenter aucun danger, notamment de coupure ou d'aspiration pour les baigneurs.

§ 4. Les caillebotis, paillasons ou autres objets similaires sont interdits dans le circuit utilisé par les personnes déchaussées.

Art. 7. § 1^{er}. La profondeur de l'eau du bassin de natation est adaptée à l'usage des plongeurs, toboggans nautiques et autres équipements récréatifs.

§ 2. L'échelle et la plate-forme d'accès des toboggans nautiques, des plongeurs et d'autres équipements récréatifs sont munies de dispositifs de sécurité conçus de manière à éviter toute chute. Leur revêtement est antidérapant et facilement lavable.

§ 3. Le revêtement interne des toboggans nautiques est lisse de façon continue pour une glissade naturelle. Aucun moyen chimique n'est utilisé pour favoriser celle-ci.

La zone de réception de descente d'un toboggan nautique de plus de deux mètres de hauteur est dégagée dans un rayon d'au moins 2,5 mètres. Elle est balisée.

Art. 8. § 1^{er}. Tous les accès menant aux quais du bassin de natation comportent au moins un pédiluve ou une douche pour pieds installé(e) de façon à ce que les baigneurs les traversent obligatoirement pour rejoindre les quais du bassin de natation.

Les pédiluves et les douches pour pieds sont alimentés avec de l'eau désinfectante.

§ 2. Les couloirs, les portes et les cages d'escaliers des voies d'accès et de sortie sont conçus de façon à permettre une circulation aisée.

§ 3. L'accès direct menant aux quais du bassin de natation et provenant des cabines ou des zones récréatives se situe à l'endroit de la plus petite profondeur.

§ 4. Les quais du bassin de natation sont disposés de telle sorte qu'ils permettent une évacuation rapide et facile de tous les baigneurs.

Les quais du bassin de natation sont construits de telle sorte que leurs eaux usées ne puissent pas s'écouler dans le bassin de natation ou dans les dispositifs de recyclage de l'eau du bassin.

Les quais ont une largeur d'au moins 1,5 m et une pente de 1 à 2 % qui dirige les eaux vers un dispositif d'évacuation relié au réseau d'égouttage interne.

§ 5. Des prises d'eau sont prévues afin de permettre le nettoyage des quais du bassin de natation à la lance d'eau.

§ 6. Les eaux usées sont dirigées vers les dispositifs d'évacuation d'eau reliés au réseau d'égouttage interne. Ceux-ci sont munis d'une grille de filtration.

§ 7. Les sols des quais du bassin de natation sont réalisés en matériaux antidérapants, résistants aux produits chimiques utilisés, facilement lavables et ne présentant pas de risque de blessure.

Art. 9. L'établissement est raccordé à un réseau de distribution d'eau potable.

Lorsque l'eau utilisée pour les douches et les lavabos n'est pas de l'eau de distribution, elle répond aux normes fixées pour l'eau de distribution et l'exploitant fait contrôler la qualité de cette eau par un laboratoire accrédité conformément à la réglementation en vigueur ou agréé en vertu des articles R.101 et suivants du Livre I^{er} du Code de l'Environnement, pour l'analyse de l'eau.

Art. 10. L'établissement comporte des installations sanitaires distinctes réservées aux baigneurs et aux visiteurs chaussés.

Pour les cabinets d'aisance, il y a au moins un lavabo.

Il y a au moins une cabine et un WC conçus pour les personnes à mobilité réduite.

Les cuvettes des WC pour baigneurs pieds nus sont accrochées au mur et non posées sur le sol.

Les canalisations des douches situées à portée de main sont protégées.

Art. 11. S'il est fait usage de chlore pour la désinfection de l'eau et de pompes d'injection de désinfectant et de correcteur de pH, leur fonctionnement est directement et automatiquement interrompu lors de l'arrêt des pompes assurant la circulation de l'eau ou lors d'une baisse de débit inférieure à 40 pour cent de la valeur normale. Dans le cas où l'injection du chlore et celle du correcteur de pH s'effectuent dans la même conduite, les endroits de ces injections sont situés à plus de deux mètres de distance.

Des robinets de puisage d'accès facile sont installés à des fins de prélèvement :

1° avant la filtration et l'injection des réactifs;

2° après la filtration et avant toute autre installation;

3° après la filtration et l'injection des réactifs, le plus près possible de l'arrivée de l'eau dans chaque bassin.

Art. 12. La ventilation des locaux de stockage des produits dangereux s'effectue uniquement vers l'extérieur et est éloignée des prises d'air extérieur du bassin de natation.

S'il échet, le bac tampon est équipé d'un système de ventilation.

CHAPITRE III. — *Exploitation*

Section 1^{re}. — Mode de fonctionnement

Art. 13. § 1^{er}. Les locaux de l'établissement, les aménagements ainsi que le matériel sont maintenus dans un parfait état de propreté et de fonctionnement.

§ 2. L'établissement dispose d'un règlement d'ordre intérieur et de procédures écrites de fonctionnement normal et en cas d'urgence. Ils indiquent les mesures à prendre pour assurer, en toutes circonstances, le bon fonctionnement de l'exploitation en toute sécurité.

Le règlement d'ordre intérieur et les procédures sont mis à jour au moins une fois par an. Chaque membre du personnel concerné en reçoit une copie avec accusé de réception.

Le règlement d'ordre intérieur est affiché de manière lisible en des endroits visibles et situés sur le parcours obligé des visiteurs.

Le règlement d'ordre intérieur indique au minimum que :

1° la direction de l'établissement interdit l'accès :

a) de l'établissement à toute personne qui présente un danger pour la santé, l'hygiène et la sécurité des usagers tels que notamment chaussures, équipements divers, accessoires ludiques;

b) du bassin de natation à toute personne qui n'utilise pas les douches et les pédiluves ou les douches pour pieds;

2° durant les heures d'ouverture au public, les baigneurs portent un maillot de bain, exclusivement réservé à cet effet, compatible avec l'hygiène;

3° les enfants de moins de 8 ans sont sous la surveillance d'un adulte;

4° les animaux ne sont pas admis dans les enceintes réservées aux baigneurs.

Une copie du règlement d'ordre intérieur et des procédures ainsi que les accusés de réception visés au deuxième alinéa sont gardés par l'exploitant au même endroit que ses permis, registres, etc.

Art. 14. Les douches disposent soit d'eau tiède soit d'eau chaude et froide.

Elles sont actionnées par un dispositif de bouton poussoir temporisé.

L'eau chaude et tiède des douches provient d'une installation de chauffage de l'eau portant la température de celle-ci à au moins 65 °C. Le mélange éventuel avec l'eau froide s'effectue le plus près possible de la distribution d'eau des douches.

Art. 15. § 1^{er}. L'eau du bassin de natation est entièrement recyclée en un temps maximum de 4 heures.

L'eau des patageoires est entièrement recyclée en un temps maximum de 30 minutes.

Le dispositif de recyclage d'eau des bassins reprend au moins 50 pour cent d'eau en surface.

§ 2. Le fond du bassin de natation est nettoyé et aspiré au moins tous les deux jours avant l'ouverture du bassin.

Les parois du bassin de natation sont nettoyées au moins une fois par semaine, en dehors des heures d'ouverture.

§ 3. Le bassin de natation est vidangé au moins une fois tous les 2 ans.

§ 4. S'il existe, le bac tampon est nettoyé au moins une fois par an.

§ 5. S'il est de nature à entraver le fonctionnement correct de l'installation, le travail d'entretien ou de réparation du circuit de traitement de l'eau et de ses annexes n'est pas effectué pendant les heures d'ouverture du bassin de natation.

Art. 16. § 1^{er}. Lorsque l'eau de remplissage du bassin de natation et l'eau de supplément ne sont pas de l'eau de distribution, elles répondent aux normes fixées pour l'eau de distribution.

L'exploitant fait contrôler la qualité de cette eau par un laboratoire accrédité conformément à la réglementation en vigueur ou agréé en vertu des articles R. 101 et suivants du Livre I^{er} du Code de l'Environnement, pour l'analyse de l'eau.

§ 2. Pour assurer la conformité de la qualité de l'eau exigée par les dispositions de l'article 19 et, le cas échéant, des articles 50 et 57, une quantité suffisante d'eau fraîche est ajoutée journalièrement.

§ 3. Le procédé de traitement de l'eau de bassin de natation comporte une pré-filtration, une filtration, une désinfection et un système d'apport d'eau fraîche.

Pour les bassins de natation désinfectés au chlore, le procédé comporte aussi une correction du pH.

§ 4. L'équipement affiche en continu les mesures automatiques et fiables de la teneur en désinfectant et du pH et pour les bassins de natation utilisant le chlore comme produit de désinfection, il corrige automatiquement ces paramètres.

§ 5. L'introduction de produits chimiques ne peut pas se faire directement dans le bassin de natation.

§ 6. Le débit est mesuré après la filtration et avant l'entrée dans chaque bassin de natation pour assurer le contrôle du temps de recyclage de l'eau.

§ 7. L'exploitant veille à entretenir régulièrement les installations techniques du bassin de natation.

§ 8. L'eau du bassin ne contient aucun élément ou germe en présence telle qu'il y a un risque pour la santé des baigneurs.

§ 9. L'éclairage naturel et l'éclairage artificiel sont aménagés de telle manière que leurs reflets dans l'eau sont limités au maximum.

L'éclairage est réalisé de telle sorte que le fond du bassin de natation est visible sous n'importe quel angle.

Art. 17. § 1^{er}. Les locaux techniques et de stockage sont facilement accessibles pour la livraison des produits sans l'être du public.

§ 2. Les récipients de produits chimiques, les locaux de stockage et les tuyauteries sont étiquetés ou identifiés.

§ 3. Un membre compétent du personnel de l'établissement désigné par l'exploitant effectue une vérification journalière de toute l'installation.

§ 4. Un membre compétent du personnel de l'établissement désigné par l'exploitant assiste à chaque livraison de produits dangereux.

§ 5. Des moyens de protection individuels comprennent notamment un appareil respiratoire, des lunettes et des gants. A proximité immédiate des locaux techniques et de stockage, sont disposés un évier et une douche oculaire raccordés au circuit d'eau potable.

Ces équipements sont accessibles et opérationnels à tout moment pour assurer la sécurité en cas de fuite ou d'incident.

§ 6. Le stockage en vrac des produits dangereux s'effectue dans des locaux exclusivement réservés à cet usage.

Les produits en vrac, susceptibles de réagir entre eux sont stockés dans des locaux distincts exclusivement réservés au stockage de ces produits.

Un tuyau sans raccord intermédiaire est utilisé entre la cuve du camion de livraison de produits chimiques en vrac et l'entrée de l'installation de stockage de l'établissement. Des tuyaux spécifiques munis d'embouts incompatibles sont utilisés.

Par produit dangereux, un tuyau muni d'un embout spécifique au type de produit et incompatible avec l'embout d'autres produits, est utilisé.

Les produits dangereux stockés en vrac, le sont en réservoirs d'au moins 1 500 litres, fermés, placés chacun dans un bac de rétention conçu pour cet usage et dont la capacité est d'au moins 110 pour cent du réservoir qu'il contient. Ces réservoirs sont munis d'un indicateur de niveau clairement visible et d'un système de dégazage avec « évent laveur », pour empêcher les exhalations toxiques. Ces réservoirs ne peuvent être percés que dans leur partie supérieure.

Les réservoirs intermédiaires dits « bacs journaliers » à partir desquels les produits dangereux sont dosés ne contiennent pas plus que la quantité nécessaire à deux jours d'exploitation.

Les réservoirs intermédiaires sont placés, chacun, dans un bac de rétention conçu pour cet usage et dont la capacité est d'au moins 110 pour cent du réservoir qu'il contient.

§ 7. Le stockage en bidons des produits dangereux s'effectue dans un emplacement réservé à cet usage.

S'il s'agit d'un local, il est ventilé uniquement à l'air libre et est éloigné des prises d'air extérieur de la piscine.

§ 8. Les bidons ne sont pas empilés et sont stockés en cuve de rétention d'une capacité de 50 pour cent du volume total stocké ou en bacs de rétention individuels d'une capacité de 110 pour cent du volume du bidon stocké.

Les produits susceptibles de réagir entre eux sont stockés dans des bacs de rétention distincts.

Section 2. — Hygiène et qualité de l'eau

Art. 18. § 1^{er}. Les techniques et méthodes de désinfection qui ne sont pas uniquement basées sur la chloration peuvent être réglementées par le biais de conditions particulières.

§ 2. Pour les bassins de natation désinfectés au chlore, l'ajustement du pH est fait avec de l'acide chlorhydrique ou avec de l'acide sulfurique.

Art. 19. § 1^{er}. L'eau de chaque bassin de natation est désinfectante.

§ 2. Les produits chimiques utilisés pour le traitement de l'eau doivent être autorisés pour le traitement de l'eau de distribution publique.

§ 3. L'eau du bassin de natation répond aux normes de qualité fixées par le tableau A, dans le cas où la désinfection est exclusivement effectuée avec du NaOCl ou du Cl₂, par le tableau B et le tableau C, ci-après, ainsi que, le cas échéant, aux normes fixées par les tableaux E et G des articles 50 et 57 :

Types	Méthodes	Unités	Valeurs	
			guides	Limites
pH	Electrométrie		7,2	6,5
Limite inférieure				
Limite supérieure			7,4	7,6
Urée : limite supérieure	Berthelot ou diacétylmonoxime	mg/l		2
Oxydabilité à chaud et en milieu acide (KMnO ₄) : limite supérieure (O ₂)	Titrimétrie au permanganate de potassium	mg/l	5	
Chlore combiné : limite supérieure	Colorimétrie (DPD)	mg/l	0,3	0,8

Chlorures (si la correction du pH est effectuée avec de l'acide chlorhydrique et à l'exception des bassins salés) : limite supérieure (Cl)	Potentiométrie, titrimétrie ou chromatographie ionique	mg/l		800
Sulfates (si la correction du pH est effectuée avec de l'acide sulfurique) : limite supérieure	Méthode d'analyse en flux continu (CFA) ou chromatographie ionique	mg/l		500

Tableau B : PARAMETRES BACTERIOLOGIQUES

Types	Méthodes	Unités	Valeurs maximales admissibles
Germes aérobies totaux	Dénombrement après incorporation en gélose	nombre/ml	100
<i>Pseudomonas aeruginosa</i>	Dénombrement après filtration sur membrane	nombre/100 ml	0
Staphylocoques à coagulase positive	Dénombrement après filtration sur membrane	nombre/100 ml	0
Entérocoques intestinaux	Dénombrement après filtration sur membrane	nombre/100 ml	0

Tableau C : PARAMETRES PHYSIQUES

Types	Valeurs	
	Guides	Limites
Transparence		vision du fond (*)
Pollution visible		Absence
Couleur		Absence

(*) Un repère sombre de 30 cm de côté est placé à la plus grande profondeur.

§ 4. Le dépassement des valeurs limites du pH et des paramètres physiques du tableau C et, le cas échéant, des paramètres de terrain visés aux tableaux E et G ou le non respect des conditions particulières que l'autorité compétente peut édicter sur la base de l'article 18, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, impose la fermeture du bassin, si toutes les mesures correctrices ne peuvent être prises endéans la demi-heure.

Section 3. — Prévention contre la présence de bactéries « *Legionella pneumophila* » dans les installations sanitaires

Art. 20. L'exploitant élabore un plan de gestion pour toutes les alimentations en eau chaude sanitaire, en ce compris celles desservant toutes les autres installations lorsque leur réseau d'eau chaude sanitaire est commun à celui du bassin de natation.

Art. 21. Le plan de gestion comprend notamment :

1° les données d'identification et les coordonnées de l'exploitant;

2° un schéma général et une description technique des réseaux d'eau chaude et d'eau froide, en ce compris les points d'usage à risque et les points de prélèvements;

3° une évaluation de la présence de *Legionella pneumophila* dans l'eau chaude sanitaire en vue d'identifier les risques d'une contamination excessive et la formation des aérosols, notamment au niveau de la technique de construction, de distribution d'eau chaude et des matériaux utilisés;

4° des mesures de prévention concernant le circuit d'eau chaude sanitaire et, le cas échéant, en fonction de l'analyse de risque mentionnée ci-dessus, le circuit d'eau froide.

Lors de chaque modification du circuit d'eau chaude ou de toute autre intervention susceptible d'influencer le risque, le plan de gestion est réexaminé et éventuellement modifié.

Le plan de gestion est tenu à la disposition du fonctionnaire chargé de la surveillance.

Art. 22. Les mesures de prévention reposent notamment sur des mesures de température et des campagnes d'analyse des *Legionella pneumophila* dans chacun des réseaux d'eau chaude sanitaire et le cas échéant, en fonction de l'analyse de risque visée à l'article 21, le circuit d'eau froide.

Les mesures de prévention sont menées régulièrement par l'exploitant, même si la présence des *Legionella pneumophila* n'est pas détectée au sein de l'établissement

Art. 23. L'exploitant fait effectuer par un laboratoire accrédité ou agréé pour le prélèvement et le dénombrement des *Legionella pneumophila* dans les eaux sanitaires une campagne de prélèvements d'eau deux fois par an à 6 mois d'intervalle afin de dénombrier la bactérie *Legionella pneumophila* dans ses installations d'eau sanitaire. Les points de prélèvement sont déterminés selon une stratégie d'échantillonnage qui tient compte du nombre de points d'usage à risque. Les points de tirage d'eau les moins utilisés et les plus éloignés de la production d'eau chaude sanitaire seront prioritaires pour l'échantillonnage.

Une campagne de prélèvement et de dénombrement des *Legionella pneumophila* est en outre menée préalablement à l'ouverture du bassin de natation au public lorsque celui-ci n'a pas fonctionné plus d'un mois.

Les échantillons sont contrôlés par un laboratoire accrédité, ou agréé pour le prélèvement et le dénombrement des *Legionella pneumophila* dans les eaux sanitaires.

Deux séries de prélèvements sont effectués : la première série sans écoulement préalable et la seconde après un écoulement de l'eau de 2 à 3 minutes dans le but de surveiller l'état de contamination du réseau.

Art. 24. Le dénombrement des *Legionella pneumophila* dans l'eau des points d'usage à risque est inférieur au niveau de vigilance repris dans le tableau D, ci-après :

Tableau D : QUALITE DE L'EAU DES POINTS D'USAGE A RISQUE					
Paramètre	Méthode	Unité	Niveau de vigilance	Niveau d'intervention	Niveau de fermeture
Legionella pneumophila	Ensemencement en direct et après concentration par filtration; traitement acide et thermique	Nombre UFC/l	1 000	5 000	10 000

Art. 25. L'exploitant élabore d'un plan d'intervention reprenant les actions correctrices à mettre en place en cas de dépassement du niveau de vigilance.

Le plan d'intervention comporte au minimum les informations suivantes :

- 1° la date de mise à jour des informations du plan d'intervention;
- 2° l'identité et les coordonnées de l'auteur du plan d'intervention ainsi que du plan de gestion, en vue de les contacter rapidement;
- 3° les coordonnées du technicien habilité à intervenir sur les installations contaminées;
- 4° les mesures d'information du personnel technique, de la population et du personnel soignant, le cas échéant;
- 5° des schémas des circuits hydrauliques indiquant la position des vannes permettant d'isoler les circuits contaminés par la bactérie;
- 6° les actions à mettre en œuvre, telles les détartrages, purges, le réglage des températures, traitements chocs physiques ou chimiques, en fonction du degré de contamination du réseau;
- 7° les mesures de contrôle permettant d'évaluer l'efficacité des mesures mises en œuvre pour contenir la contamination.

Le plan d'intervention est tenu à la disposition du fonctionnaire chargé de la surveillance.

Art. 26. § 1^{er}. En cas de dénombrement des *Legionella pneumophila* égal ou supérieur au niveau de vigilance et inférieur au niveau d'intervention, l'exploitant prend les mesures correctrices prévues dans le plan d'intervention jusqu'à l'obtention d'un résultat inférieur à 1 000 UFC/l et revoit le plan de gestion, sa mise en œuvre et le réseau d'eau chaude sanitaire.

§ 2. En cas de dénombrement des *Legionella pneumophila* égal ou supérieur au niveau d'intervention et inférieur au niveau de fermeture, l'exploitant prend les mesures correctrices prévues dans le plan d'intervention jusqu'à l'obtention d'un résultat inférieur au niveau de vigilance de *Legionella pneumophila* et revoit le plan de gestion.

Dans les 10 jours suivant l'application des mesures prévues par le plan d'intervention, l'exploitant fait réaliser un nouveau prélèvement et une nouvelle analyse pour s'assurer de l'efficacité des mesures prises.

Si le dénombrement est toujours égal ou supérieur au niveau d'intervention, l'exploitant procède à la fermeture immédiate du bassin de natation ainsi que du réseau d'eau chaude sanitaire et avertit immédiatement par fax ou courrier électronique le fonctionnaire chargé de la surveillance ainsi que le bourgmestre de la commune où se situe l'établissement.

Le bassin de natation et le réseau d'eau chaude sanitaire peuvent être rouverts lorsqu'un retour à une valeur inférieure au niveau de vigilance est attesté par un prélèvement et une nouvelle analyse effectuée par un laboratoire accrédité ou agréé pour le dénombrement des *Legionella pneumophila* dans les eaux sanitaires.

L'exploitant communique sans délai, par fax ou par courrier électronique, au fonctionnaire chargé de la surveillance la date de la réouverture de l'établissement.

§ 3. En cas de dénombrement égal ou supérieur au niveau de fermeture, l'exploitant :

- 1° procède à la fermeture immédiate du bassin de natation ainsi que du réseau d'eau chaude sanitaire;
- 2° avertit immédiatement par fax ou courrier électronique le fonctionnaire chargé de la surveillance ainsi que le bourgmestre de la commune où se situe l'établissement;
- 3° met en œuvre les actions prévues par le plan d'intervention;
- 4° fait procéder au prélèvement et à une analyse effectuée par un laboratoire accrédité ou agréé pour le dénombrement des *Legionella pneumophila* dans les eaux sanitaires, 3 jours après la mise en œuvre des actions prévues par le plan d'intervention;
- 5° peut rouvrir le bassin de natation et le réseau d'eau chaude sanitaire lorsqu'un retour à une valeur inférieure au niveau de vigilance est attesté par un prélèvement et une nouvelle analyse effectuée par un laboratoire accrédité ou agréé pour le dénombrement des *Legionella pneumophila* dans les eaux sanitaires; il communique sans délai, par fax ou par courrier électronique, au fonctionnaire chargé de la surveillance la date de la réouverture de l'établissement;
- 6° s'assure qu'un prélèvement et une nouvelle analyse effectuée par un laboratoire accrédité ou agréé pour le prélèvement et le dénombrement des *Legionella pneumophila* dans les eaux sanitaires soient réalisés 10 jours après la réouverture du bassin de natation ainsi que du réseau d'eau chaude sanitaire. Il transmet le résultat immédiatement par fax ou courrier électronique au fonctionnaire chargé de la surveillance ainsi que le bourgmestre de la commune où se situe l'établissement.

CHAPITRE IV. — Prévention des accidents et incendies

Art. 27. Avant la mise en œuvre du projet et avant chaque modification des lieux et des circonstances, susceptible d'accroître le risque d'incendie ou de sa propagation, l'exploitant consulte le service d'incendie territorialement compétent sur les mesures à prendre et les équipements à mettre en œuvre en matière de prévention et de lutte contre les incendies et les explosions, dans le respect de la protection du public et de l'environnement.

L'exploitant met lesdites mesures en application sans délai.

Art. 28. Le bassin de natation est facilement accessible aux services de secours venant de l'extérieur et est conçu pour permettre l'évacuation aisée et rapide d'une personne sur une civière.

Art. 29. Un éclairage de secours est prévu dans les locaux accessibles au public, en ce compris les circuits d'évacuation, ainsi que dans les locaux techniques et leurs voies d'accès.

Art. 30. § 1^{er}. Les portes et parois transparentes sont rendues visibles et les dispositions sont prises pour éviter les blessures du public en cas de bris.

§ 2. Toutes les sorties, y compris les sorties de secours, sont accessibles aux personnes qui se trouvent dans les locaux de l'établissement.

§ 3. Toutes les sorties, y compris les sorties de secours sont indiquées par des pictogrammes réglementaires. Ces pictogrammes sont clairement visibles. Les pictogrammes sont éclairés par l'éclairage normal et par l'éclairage de secours.

Les portes s'ouvrent dans le sens de la sortie.

Art. 31. § 1^{er}. Les baigneurs sont sous la surveillance directe et constante d'au moins une personne responsable de leur sécurité.

Dans un bassin de natation d'une hauteur d'eau maximale supérieure à 1,4 mètre, les sauveteurs responsables de la sécurité des baigneurs sont en possession du brevet supérieur de sauvetage aquatique délivré ou homologué par l'autorité administrative compétente en vertu de la législation organisant le sport au sein des régions de langue française et de langue allemande ou de toute autre qualification reconnue équivalente par celle-ci.

Dans un bassin de natation d'une hauteur d'eau maximale inférieure ou égale à 1,4 mètre, les sauveteurs responsables de la sécurité des baigneurs sont en possession du brevet de base de sauvetage aquatique délivré ou homologué par l'autorité administrative compétente en vertu de la législation organisant le sport au sein des régions de langue française et de langue allemande ou de toute autre qualification reconnue équivalente par celle-ci.

§ 2. Les sauveteurs responsables de la sécurité des baigneurs reçoivent au moins une fois par an un entraînement obligatoire aux méthodes de premiers soins, de réanimation et de sauvetage.

Les modalités de cet entraînement sont reconnues par l'autorité administrative compétente visée au § 1^{er}, alinéas 2 et 3.

Une copie du brevet est conservée sur le lieu d'exploitation, à la disposition du fonctionnaire chargé de la surveillance.

§ 3. Le § 1^{er} ne s'applique pas :

1° aux bassins de natation d'hébergement touristique tels que les hôtels, les gîtes ruraux, les campings durant les périodes où l'accès est réservé aux seuls résidents de ceux-ci;

2° aux bassins thérapeutiques.

Art. 32. Le nombre maximum de baigneurs admis dans les bassins de natation ne dépasse jamais un baigneur par deux mètres carrés de surface du plan d'eau.

Pour des bassins réservés à l'apprentissage de la natation et à l'entraînement sportif, le nombre de baigneurs recommandé est d'un baigneur par trois mètres carrés de surface de plan d'eau.

Art. 33. La profondeur de l'eau et les endroits où il est interdit de plonger sont clairement indiqués pour les baigneurs à tous les endroits où la sécurité peut être mise en péril.

Tout changement brusque de profondeur est clairement signalé.

Art. 34. L'établissement est équipé d'au moins un poste téléphonique avec une ligne directe extérieure et facilement accessible en tout temps.

Art. 35. L'établissement comporte un local ou une armoire de premiers soins équipé d'un matériel de soins et de réanimation maintenus en parfait état de fonctionnement, directement et facilement accessible.

Le matériel de soins comprend en permanence au minimum le contenu repris à l'annexe 1^{re}.

En outre, et à l'exception des bassins de natation d'hébergements touristiques durant les périodes où l'accès est réservé aux seuls résidents de ceux-ci, le matériel de réanimation est composé d'un matériel d'oxygénothérapie comme suit :

1° un masque adulte;

2° un masque enfant;

3° un ballon compressible auto statique avec valve patient et valve d'admission;

4° une bonbonne d'oxygène médical munie d'un bloc manodétenteur et d'un débitmètre, raccordée au ballon. La bouteille doit subir une pression d'épreuve réalisée par un service externe de contrôles techniques agréé en vertu de l'agrément de services externes pour les contrôles techniques sur le lieu de travail.

Art. 36. § 1^{er}. Le fonctionnaire chargé de la surveillance est informé dans les 48 heures de tout accident corporel ayant entraîné un décès ou une hospitalisation et de tout incident technique ayant entraîné l'évacuation ou la fermeture de l'établissement.

§ 2. Chaque accident corporel significatif est consigné sur un formulaire dont un modèle figure en annexe 2.

§ 3. Chaque incident technique ayant entraîné l'évacuation ou la fermeture de la piscine est consigné sur un formulaire dont un modèle figure en annexe 3.

§ 4. Avant le premier avril de chaque année, l'exploitant envoie au fonctionnaire chargé de la surveillance un récapitulatif des accidents mentionnés au § 2 survenus au cours de l'année précédente.

Le récapitulatif est rédigé conformément au formulaire figurant en annexe 4.

CHAPITRE V. — *Rejet des eaux*

Art. 37. § 1^{er}. Les eaux usées issues du contre-lavage et du rinçage des filtres, les eaux de purge et les eaux de vidange des bassins sont assimilées à des eaux usées industrielles.

§ 2. Les établissements sont pourvus d'un réseau d'égouttage permettant une gestion séparée des eaux usées industrielles, des eaux usées domestiques et des eaux pluviales.

§ 3. Les bassins font l'objet d'un nettoyage mécanique, à l'aide d'une brosse ou d'un jet à haute pression.

Lorsque l'utilisation de produits chimiques s'avère nécessaire tels que notamment l'eau de Javel ou un détartrant, il est impératif de respecter le dosage prescrit par le fournisseur.

§ 4. En cas de vidange des bassins vers le réseau d'égouttage public, l'exploitant prend préalablement contact avec l'organisme d'assainissement compétent. L'exploitant respecte la période et le débit maximum de déversement en fonction de la capacité du réseau et des installations d'épuration éventuellement déterminés par l'organisme d'assainissement compétent.

En cas de vidange des bassins utilisant du chlore comme produit de désinfection vers une eau de surface ordinaire, une voie artificielle d'écoulement des eaux pluviales ou un dispositif d'infiltration par le sol, l'exploitant effectue au préalable une mesure de la teneur en chlore actif des eaux afin de s'assurer que celle-ci est conforme aux conditions de déversement fixées ci-après. Le cas échéant, les eaux de vidange transitent par une installation de déchloration avant rejet. Ladite installation fait l'objet d'un entretien régulier de manière à permettre le respect des conditions de déversement fixées ci-après.

§ 5. Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Le plan des réseaux de collecte des effluents fait apparaître notamment les secteurs collectés, les points de branchement, les regards, les avaloirs, les postes de relevage, les postes de mesure, les vannes manuelles et automatiques.

Ils sont tenus à la disposition du fonctionnaire chargé de la surveillance ainsi que des services d'incendie et de secours.

§ 6. Le déversement des eaux usées industrielles vers une eau de surface ordinaire, une voie artificielle d'écoulement ou un dispositif d'infiltration par le sol est soumis aux conditions suivantes :

- 1° le pH des eaux déversées ne peut être supérieur à 9 ou inférieur à 6,5;
- 2° la température des eaux déversées ne peut excéder 30 °C;
- 3° la teneur en matières en suspension des eaux déversées ne peut excéder 60 mg/l;
- 4° la teneur en détergents anioniques, cationiques et non ioniques des eaux déversées ne peut pas dépasser 3 mg/l;
- 5° pour les bassins de natation utilisant le chlore comme produit de désinfection, la teneur en chlore actif des eaux déversées ne peut dépasser 0,05 mg/l;
- 6° les eaux déversées ne peuvent contenir les substances visées aux articles R.131 à R.141 et annexes I^{er} et VII de la partie réglementaire du Livre II du Code de l'Environnement, contenant le Code de l'Eau.

En aucun cas, les eaux usées industrielles ne peuvent transiter par les dispositifs de traitement des eaux usées domestiques éventuellement en place.

§ 7. Le déversement des eaux usées industrielles vers un égout public est soumis aux conditions suivantes:

- 1° le pH des eaux déversées ne peut être supérieur à 9,5 ou inférieur à 6;
- 2° la température des eaux déversées ne peut excéder 45 °C;
- 3° la teneur en matières en suspension des eaux déversées ne peut excéder 1 000 mg/l;
- 4° les matières en suspension ne peuvent, de par leur structure, nuire au fonctionnement des stations de relèvement et d'épuration;
- 5° la dimension des matières en suspension ne peut dépasser 10 mm de diamètre;
- 6° les eaux déversées ne peuvent contenir des substances susceptibles de provoquer un danger pour le personnel d'entretien des égouts et des installations d'épuration, une détérioration ou une obstruction des canalisations, une entrave au bon fonctionnement des installations de refoulement et d'épuration;
- 7° les eaux déversées ne peuvent contenir des gaz dissous inflammables ou explosifs ou des produits susceptibles de provoquer le dégagement de tels gaz;
- 8° il est interdit de jeter ou déverser des déchets solides qui ont été préalablement soumis à un broyage mécanique ou des eaux contenant de telles matières;
- 9° les eaux déversées ne peuvent contenir les substances visées aux articles R.131 à R.141 et annexes I^{er} et VII de la partie réglementaire du Livre II du Code de l'Environnement, contenant le Code de l'Eau.

En aucun cas, les eaux usées industrielles ne peuvent transiter par les dispositifs de pré-traitement des eaux usées domestiques éventuellement en place.

CHAPITRE VI. — *Contrôle*

Art. 38. § 1^{er}. La transparence, la température et le pH de l'eau du bassin sont contrôlés par l'exploitant avant l'ouverture de l'établissement et, au minimum, deux fois pendant les heures d'ouverture à au moins 4 heures d'intervalle.

La mesure de pH s'effectue à partir d'un échantillon d'eau du bassin prélevé, toujours à la même place, à proximité du quai, dans les 30 centimètres à partir de la surface et en un endroit le plus éloigné possible de l'arrivée de l'eau traitée dans le bassin.

Les valeurs de pH mesurées sont immédiatement comparées aux valeurs affichées en continu.

§ 2. Pour les bassins de natation utilisant le chlore (NaOCl ou Cl₂) comme procédé de désinfection, le chlore libre disponible, le chlore actif et le chlore combiné sont contrôlés au minimum avant l'ouverture de l'établissement et deux fois pendant les heures d'ouverture par l'exploitant à partir d'un échantillon d'eau du bassin prélevé, toujours à la même place, à proximité du quai, dans les 30 centimètres à partir de la surface et en un endroit le plus éloigné possible de l'arrivée de l'eau traitée dans le bassin.

Les valeurs de chlore libre mesurées sont immédiatement comparées aux valeurs affichées en continu.

Le chlore actif est déterminé à partir du pH et du chlore libre grâce au tableau de l'annexe 5.

§ 3. Tous les mois au moins, l'exploitant fait contrôler la qualité de l'eau des bassins par un laboratoire accrédité conformément à la réglementation en vigueur ou agréé en vertu des articles R.101 et suivants du Livre I^{er} du Code de l'Environnement, pour l'analyse de l'eau. Ce laboratoire contrôlera les paramètres chimiques, bactériologiques et physiques visés à l'article 19, et, s'il échet, aux articles 50 et 57.

§ 4. L'exploitant ou son préposé veille à ce que les prélèvements d'eau pour analyse se fassent au moins deux heures après l'ouverture du bassin et toujours au même endroit le plus éloigné possible de l'arrivée de l'eau traitée dans le bassin, à proximité du quai et dans les 30 centimètres à partir de la surface.

La prise d'échantillons est effectuée par le laboratoire.

L'heure du prélèvement et le nombre de baigneurs sont signalés.

Le désinfectant est correctement neutralisé dans l'échantillon réservé à l'analyse microbiologique.

Le pH et, le cas échéant, le chlore libre et le chlore actif sont mesurés par le laboratoire au moment du prélèvement.

§ 5. L'exploitant veille à ce que les résultats des analyses bactériologiques lui soient fournis dans un délai de 10 jours à dater du jour suivant le prélèvement et qu'elles aient été effectuées dans les 24 heures du prélèvement.

§ 6. Un résultat bactériologique non conforme impose une nouvelle analyse immédiate et l'exploitant avertit immédiatement le fonctionnaire chargé de la surveillance et informe celui-ci des dispositions prises.

Si les résultats de cette nouvelle analyse sont à nouveau non conformes, le bassin est fermé jusqu'à normalisation de la situation. Le fonctionnaire chargé de la surveillance est immédiatement informé de la fermeture de l'établissement.

Un dépassement des valeurs maximales admissibles dans 10 pour cent des échantillons analysés les 10 mois précédents est toléré.

§ 7. Une copie des résultats d'analyse est tenue à la disposition de la clientèle et du fonctionnaire chargé de la surveillance.

§ 8. Le bulletin des analyses de l'eau réalisées par le laboratoire accrédité conformément à la réglementation en vigueur ou agréé en vertu des articles R.101 et suivants du Livre I^{er} du Code de l'Environnement, est affiché dans un endroit de passage obligé pour les baigneurs dont notamment à côté de la caisse et à l'entrée des vestiaires. Le bulletin d'analyse est daté de moins de 40 jours.

§ 9. Le fonctionnaire chargé de la surveillance peut toujours exiger des analyses supplémentaires aux frais de l'exploitant.

Art. 39. Avant la mise en exploitation d'un nouveau bassin ou après toute modification structurelle du bassin, un test, tel un test colorimétrique, permet de mettre en évidence la circulation de l'eau dans le bassin.

Art. 40. Les eaux déversées sont évacuées en passant par un dispositif de contrôle qui répond aux exigences suivantes :

1. permettre le prélèvement aisé d'échantillons des eaux déversées;
2. permettre, à la demande ou à l'initiative du fonctionnaire chargé de la surveillance, le prélèvement d'échantillons des eaux déversées;
3. être facilement accessible sans formalité préalable;
4. être placé à un endroit offrant toute garantie quant à la quantité et la qualité des eaux.

Art. 41. § 1^{er}. L'exploitant tient à jour un dossier de relevés où figurent les renseignements suivants :

- 1° les résultats des analyses journalières qu'il effectue à l'article 38, §§ 1^{er} et 2;
- 2° les résultats des analyses effectuées périodiquement par le laboratoire accrédité conformément à la réglementation en vigueur ou agréé, en vertu des articles R.101 et suivants du Livre I^{er} du Code de l'Environnement, visées à l'article 38, § 3;
- 3° les valeurs affichées de pH et du ou des désinfectants au moment du prélèvement d'échantillons par le laboratoire conformément à la réglementation en vigueur ou agréé en vertu des articles R.101 et suivants du Livre I^{er} du Code de l'Environnement;
- 4° les dates de rinçage des filtres, du remplacement ou de l'ajout du matériel de filtration, de vidange des bassins et, le cas échéant, du nettoyage du bac tampon;
- 5° la fréquentation journalière du bassin de natation;
- 6° les incidents éventuels ainsi que tous les entretiens, les vérifications, les pannes, les réparations ou les accidents;
- 7° le relevé mensuel des compteurs d'eau;
- 8° les observations relatives aux vérifications des installations techniques du bassin de natation, y compris l'étalonnage des appareils de contrôle et de mesure;
- 9° les noms des responsables des stocks et de la réception des produits dangereux et des produits chimiques ainsi que de leurs suppléants;
- 10° les noms des personnes responsables de la vérification journalière des installations ainsi que de leurs suppléants;
- 11° la copie des formulaires figurant dans les annexes 2, 3 et 4;
- 12° le nom, les quantités et les dates de livraison des produits chimiques utilisés dans l'établissement.

§ 2. Le dossier de relevés est tenu à la disposition du fonctionnaire chargé de la surveillance et conservé pendant 5 ans.

Art. 42. L'exploitant tient un registre pour consigner la mise en œuvre des mesures préventives et correctrices prévues par le plan de gestion et le plan d'intervention visés par la section 3 du Chapitre III du Titre I^{er}.

Le registre est tenu à la disposition du fonctionnaire chargé de la surveillance.

Art. 43. L'exploitant tient les rapports de contrôle des installations électriques à haute tension et les rapports de contrôle des installations électriques à basse tension à la disposition du fonctionnaire chargé de la surveillance.

TITRE II. — Dispositions applicables aux bassins de natation couverts

Art. 44. Les dispositions du présent titre s'appliquent aux bassins couverts sans préjudice des dispositions du Titre I^{er}.

CHAPITRE I^{er}. — Implantation et construction

Art. 45. Les systèmes de circulation et d'évacuation d'air, de vapeurs et de fumée sont disposés de manière à ne pas incommoder le public et les voisins.

CHAPITRE II. — Exploitation

Section 1^{re}. — Air

Art. 46. § 1^{er}. L'air neuf destiné à la ventilation de l'établissement est capté à l'air libre en dehors de toute autre source de pollution potentielle.

§ 2. Le débit de l'air neuf pulsé dans le hall des bassins de natation doit tendre vers la valeur de 15 m³ par heure et par m² de plan d'eau.

Le taux de brassage horaire correspond au nombre de fois où l'air équivalent au volume du hall du bassin est renouvelé pendant une période d'une heure. La valeur guide du taux de brassage horaire dans un hall des bassins est égale à 5 volumes par heure.

Art. 47. Le taux d'humidité relative de l'air est maintenu en-dessous de 65 %. Pour contrôler ce taux, l'exploitant dispose dans le hall de natation d'un hygromètre en bon état de fonctionnement placé entre 1,5 et 2 mètres de hauteur du sol.

Art. 48. Le hall de natation comporte un thermomètre en bon état de fonctionnement.

Pendant les heures d'ouverture au public, la température de l'air du hall de natation dépasse de 2 °C au moins celle de l'eau du plus grand bassin.

Section 2. — Hygiène et qualité de l'eau

Art. 49. La présente section est applicable dans le cas où le chlore est utilisé seul pour le traitement de l'eau des bassins.

Art. 50. § 1^{er}. Outre les normes de qualité visées à l'article 19, l'eau des bassins de natation couverts désinfectés exclusivement au chlore (NaOCl ou Cl₂) répond aux normes de qualité ci-après :

Tableau E (complément au tableau A) : PARAMETRES CHIMIQUES				
Types	Méthodes	Unités	Valeurs	
			guides	Limites
Chlore libre mesuré	Colorimétrie (DPD)	mg/l	0,5	0,5
Limite inférieure				
Limite supérieure		mg/l	1	1,5
Chlore actif	Calcul à partir du chlore libre mesuré et du pH (voir annexe 5)	mg/l		0,4
Limite inférieure				

Section 3. — Chloramines

Art. 51. La présente section est applicable dans le cas où le chlore est utilisé seul ou en combinaison avec un autre désinfectant pour le traitement de l'eau des bassins.

Art. 52. § 1^{er}. L'exploitant veille à ce que le contrôle du taux de trichloramine dans l'air du hall des bassins de natation soit réalisé par un laboratoire ou un organisme agréé pour les prélèvements, analyses et recherches dans le cadre de la lutte contre la pollution atmosphérique, une fois par an entre le 1^{er} septembre et le 30 avril, à un moment représentatif de la fréquentation du bassin et aux frais de l'exploitant.

§ 2. L'exploitant s'assure que le prélèvement d'air réalisé par le laboratoire ou l'organisme agréé pour les prélèvements, analyses et recherches dans le cadre de la lutte contre la pollution atmosphérique, soit effectué au niveau de la grande profondeur, au bord du bassin et à une hauteur de 1,5 mètres au-dessus du sol.

L'endroit de pompage (prélèvement) de l'air est le plus loin possible de tout équipement ou structure empêchant une circulation d'air correcte et des bouches d'extraction ou d'arrivée d'air dans le hall.

La durée de prélèvement est comprise entre une heure et demi et deux heures avec un débit d'aspiration de 1 litre par minute. La pompe reste, durant toute la durée du prélèvement, sous la surveillance du personnel du laboratoire d'analyse.

§ 3. L'exploitant s'assure que le rapport transmis par le laboratoire ou l'organisme agréé pour les prélèvements, analyses et recherches dans le cadre de la lutte contre la pollution atmosphérique indique la date, l'heure et la durée du prélèvement, le lieu précis du prélèvement à l'aide d'un schéma, ainsi que le taux de fréquentation au moment du prélèvement.

§ 4. L'air du bassin de natation répond aux normes de qualité suivantes :

Tableau F : QUALITE DE L'AIR				
Paramètre	Méthode	Unité	Valeur d'intervention	Valeur limite
Trichloramine	Dosage des chlorures après réduction des composés chlorés par du trioxyde de diarsenic et de carbonate de sodium	mg/m ³	0,5	1

L'exploitant dispose d'un plan d'intervention à mettre en œuvre en cas de dépassement de la valeur d'intervention pour la trichloramine (0,5 mg/m³).

§ 5. En cas de dépassement de la valeur d'intervention pour la trichloramine (0,5 mg/m³) l'exploitant met en œuvre le plan d'intervention. Une nouvelle analyse de la qualité de l'air est réalisée dans les 30 jours suivant l'analyse ayant indiqué un dépassement de la valeur d'intervention.

En cas de nouveaux résultats supérieurs à la valeur d'intervention, l'établissement est fermé jusqu'au retour à un taux de trichloramine inférieur à la valeur d'intervention. L'exploitant avertit le fonctionnaire chargé de la surveillance par fax ou courrier électronique ainsi que le bourgmestre de la commune où se situe l'établissement.

La piscine peut être rouverte lorsqu'un rapport établi par un laboratoire ou un organisme agréé pour les prélèvements, analyses et recherches dans le cadre de la lutte contre la pollution atmosphérique atteste que le taux de trichloramine est inférieur à la valeur d'intervention.

L'exploitant communique sans délai, par fax ou par courrier électronique, au fonctionnaire chargé de la surveillance la date de la réouverture de l'établissement.

§ 6. Le dépassement de la valeur limite de 1 mg/m³ entraîne la fermeture immédiate du bassin de natation.

L'exploitant avertit le fonctionnaire chargé de la surveillance par fax ou courrier électronique ainsi que le bourgmestre de la commune où se situe l'établissement.

Le bassin de natation peut être rouvert lorsqu'un rapport établi par un laboratoire ou un organisme agréé pour les prélèvements, analyses et recherches dans le cadre de la lutte contre la pollution atmosphérique atteste que le taux de trichloramine est inférieur à la valeur d'intervention.

L'exploitant communique sans délai, par fax ou par courrier électronique, au fonctionnaire chargé de la surveillance la date de la réouverture de l'établissement.

Art. 53. L'exploitant tient un registre pour consigner la mise en œuvre des mesures prévues par le plan d'intervention visé à l'article 51.

Le registre est tenu à la disposition du fonctionnaire chargé de la surveillance.

CHAPITRE III. — Prévention des accidents et incendies

Art. 54. § 1^{er}. Les structures portantes de stabilité ou les matériaux d'aménagement ainsi que leurs pièces d'assemblage sont par nature ou par traitement non sujets à la corrosion et accessibles pour un examen visuel.

§ 2. L'examen visuel des structures portantes de stabilité ou des matériaux d'aménagement ainsi que de leurs pièces d'assemblage a lieu pour la première fois moins de 10 ans après la mise en exploitation du bâtiment et ensuite au minimum tous les cinq ans.

Un bureau spécialisé en stabilité du bâtiment réalise cet examen et rédige un rapport qui est tenu à la disposition du fonctionnaire chargé de la surveillance. Ce rapport conclut sans ambiguïté quant à la stabilité du bâtiment.

L'exploitant tient les rapports de contrôle à la disposition du fonctionnaire chargé de la surveillance.

Si un problème grave de stabilité du bâtiment est mis en évidence par le bureau spécialisé, l'exploitant ferme l'établissement jusqu'à résolution du problème et le fonctionnaire chargé de la surveillance en est averti par écrit.

TITRE III. — Dispositions applicables aux bassins de natation ouverts

Art. 55. Les dispositions du présent Titre s'appliquent aux bassins ouverts sans préjudice des dispositions du Titre premier.

CHAPITRE I^{er}. — Contrôle

Art. 56. Par dérogation à l'article 38, § 3, pendant la période d'ouverture, deux fois par mois au moins, un laboratoire accrédité conformément à la réglementation en vigueur ou agréé en vertu des articles R.101 et suivants du Livre Ier du Code de l'Environnement, pour l'analyse de l'eau vérifie les paramètres chimiques, bactériologiques et physiques visés aux articles 19 et 57.

Avant l'ouverture de la saison, l'exploitant fait effectuer une analyse de l'eau selon les modalités de l'alinéa précédent.

L'exploitant informe par écrit le fonctionnaire chargé de la surveillance de la date d'ouverture de la saison. Il joint à son envoi une copie des résultats d'analyse d'eau.

Le bassin n'est ouvert que si les résultats sont conformes aux normes fixées par les articles 19 et 57.

Art. 57. § 1^{er}. Outre le respect des normes de qualité de l'article 19, l'eau des bassins de natation désinfectés exclusivement au chlore (NaOCl ou Cl₂) répond aux normes de qualité ci-après :

Tableau G (complément au tableau A) : PARAMETRES CHIMIQUES				
Types	Méthodes	Unités	Valeurs	
			guides	Limites
<u>Quand il n'est pas fait usage de chloroïsoocyanurates</u>				
Chlore libre mesuré	Colorimétrie (DPD)	mg/l	1	0,8
Limite inférieure				

Limite supérieure		mg/l	2	3
Chlore actif Limite inférieure	Calcul à partir du chlore libre mesuré et du pH (voir annexe 5)	mg/l		0,6
Quand il est fait usage de chloroïsocyanurates				
Chlore disponible : Hypochlorite + ac. hypochloreux + chloroïsocyanu- rates	Colorimétrie DPD1 (Diéthyl Paraphé- nylène Diamine) ou « FREE »			
Limite inférieure		mg/l		3
Limite supérieure		mg/l		5
Acide Isocyanurique	Test à la mélanine			
Limite inférieure		mg/l		25
Limite supérieure		mg/l		75

Titre IV. — Dispositions pour la gestion du chlore liquéfié sous pression

Art. 58. Les dispositions du présent Titre s'appliquent aux bassins ouverts et couverts utilisant du chlore liquéfié sous pression comme moyen de désinfection.

CHAPITRE I^{er}. — *Implantation et construction*

Art. 59. § 1^{er}. Tous les récipients en service ou en réserve sont stockés à l'abri des rayonnements solaires et des agents atmosphériques, dans un emplacement clos, spécialement aménagé, réservé à cet effet n'ouvrant pas sur une zone accessible au public. L'inscription « dépôt de chlore » est apposée lisiblement sur la porte de l'emplacement.

§ 2. Le stockage est constitué par une niche ou un placard. Sa hauteur, sa profondeur et sa largeur sont telles que le personnel ne puisse y pénétrer.

La séparation entre la niche ou le placard et le bassin de natation est étanche au gaz et possède une résistance au feu d'au moins une heure.

§ 3. Si le stockage a lieu dans un local, il est installé au rez-de-chaussée le plus loin possible de la chaufferie.

Tous les éléments du local de stockage (murs, cloisons, planchers, plafonds, portes) séparant celui-ci de tout autre local sont étanches au gaz et possèdent une résistance au feu d'au moins une heure.

Le local est équipé d'une seule porte ayant un accès direct vers l'extérieur.

La porte donnant accès au local depuis l'extérieur s'ouvre dans le sens de la sortie. Elle se ferme automatiquement et n'est pourvue d'aucun dispositif permettant de la fixer en position ouverte. La porte peut être maintenue ouverte lorsque des opérations techniques sont en cours dans le local.

Le local est équipé d'un système de ventilation forcée provoquant l'aspiration de l'air libre extérieur en partie basse au niveau du sol du local. Son rejet en partie haute du local se fait directement à l'air libre.

La commande de ce système de ventilation est située à l'extérieur du local.

L'exploitant s'assure que la ventilation du local de stockage soit conçue de façon qu'il n'en résulte aucune incommodité, ni pour le voisinage, ni pour le public. La position des prises d'air neuf et des évacuations d'air vicié de l'établissement est telle qu'en aucun cas elles ne puissent aspirer les gaz provenant de la ventilation du local de stockage. L'implantation du local est choisie en fonction des vents dominants.

Dans le local de stockage, les équipements, et en particulier l'installation et le matériel électrique, sont conçus et réalisés en tenant compte des risques de corrosion dus à la présence éventuelle de chlore dans l'atmosphère.

§ 4. Les récipients sont fixés verticalement à une paroi par des colliers ou des chaînes d'ouverture facile.

§ 5. Les chloromètres sont montés directement sur les bouteilles. Aucune canalisation ne transporte de chlore gazeux sous pression.

§ 6. Le point d'injection du chlore gazeux dans la canalisation d'eau et le dispositif de réglage du débit de chlore gazeux sont situés en dehors de l'emplacement de stockage.

CHAPITRE II. — *Exploitation*

Art. 60. Le chlore liquéfié est contenu dans des récipients éprouvés par un service externe de contrôles techniques agréé en vertu de la réglementation relative à l'agrément de services externes pour les contrôles techniques sur le lieu de travail et ne présentant pas de déféctuosité.

Art. 61. La température ambiante est maintenue inférieure à 50 °C.

Art. 62. Il est interdit de déposer des matières combustibles dans l'emplacement de stockage ou à proximité de celui-ci.

Art. 63. L'emplacement de stockage fait l'objet de la part de l'exploitant de vérifications journalières destinées notamment à s'assurer qu'il n'existe aucune fuite de chlore et que les récipients sont en parfait état.

Toute réparation sur les récipients est interdite dans l'établissement. Tout récipient défectueux est remis sans retard au fabricant.

Art. 64. Lorsque le traitement de l'eau est interrompu pour une durée supérieure à quatre heures, l'exploitant ferme les récipients de chlore en service.

Art. 65. La livraison de chlore ne se fait qu'en présence d'une personne désignée par l'exploitant et informée des modalités de gestion du chlore gazeux, notamment des dangers du chlore et des mesures à prendre en cas d'incident ou d'accident.

CHAPITRE III. — *Prévention des accidents et incendies*

Art. 66. Des procédures écrites, avec plans d'urgence interne, sont établies par l'exploitant en collaboration avec les services compétents.

Art. 67. Au moins un appareil respiratoire d'un modèle agréé, convenant à une utilisation en atmosphère contenant du chlore gazeux et isolant les orifices respiratoires et les yeux est placé dans une armoire située en lieu sûr et à proximité de l'emplacement de stockage :

- 1° dans le cas de stockage dans un local, cette armoire est placée à l'extérieur du local et à proximité de son entrée;
- 2° dans le cas du stockage en niche ou en placard, cette armoire est placée dans le plus proche des locaux suivants :
 - a) local sauveteur;
 - b) local infirmerie;
 - c) local caisse.

L'appareil respiratoire est maintenu opérationnel en permanence et fait l'objet d'un programme écrit d'inspection et d'entretien périodique garantissant la réalisation de cet objectif et conforme aux recommandations du fabricant.

Des éléments de réserve prêts à l'usage comme par exemple des cartouches filtrantes ou des bouteilles d'air comprimé, selon le cas, sont maintenus disponibles en permanence.

Le personnel est formé à l'emploi de l'appareil respiratoire. Cette formation est répétée au moins une fois par an.

Art. 68. A proximité de l'armoire est apposé un tableau de consignes établies et signées par l'exploitant et tenant compte, notamment, des recommandations des fournisseurs du matériel présent. Le tableau indique notamment :

- 1° le mode d'emploi de l'appareil respiratoire et son entretien;
- 2° les opérations à effectuer et les précautions à prendre pour l'exploitation courante;
- 3° les incidents possibles, les risques correspondants et les opérations à effectuer dans ces cas;
- 4° les mesures à prendre en cas d'incendie et le lieu d'évacuation des récipients de chlore.

TITRE V. — Dispositions transitoires, abrogatoires et finales

Art. 69. Les dispositions de l'arrêté royal du 3 août 1976 portant le règlement général relatif aux déversements des eaux usées dans les eaux de surface ordinaires, dans les égouts publics et dans les voies artificielles d'écoulement des eaux pluviales ne sont plus applicables aux établissements visés par le présent arrêté.

Art. 70. Le présent arrêté s'applique aux établissements existants dès son entrée en vigueur.

Par dérogation à l'alinéa précédent :

1° l'article 3, alinéas 1^{er}, 2, 3 et 6, l'article 5, l'article 6, § 1^{er}, alinéas 1^{er} et 3, § 2, l'article 8, §§ 2, 3 et 4, l'article 9, alinéa 1^{er}, l'article 14, alinéa 2, l'article 17, § 1^{er}, l'article 37, § 2, § 6, dernier alinéa, § 7, dernier alinéa, et l'article 46, § 2, ne s'appliquent pas aux établissements existants;

2° l'article 10, alinéas 1^{er} et 4, l'article 15, § 1^{er}, alinéa 2, l'article 17, § 6, alinéa 5, le chapitre V du Titre premier et l'article 40 s'appliquent aux établissements existants au plus tard cinq ans après l'entrée en vigueur du présent arrêté.

Art. 71. L'arrêté du Gouvernement wallon du 13 mars 2003 portant conditions sectorielles relatives aux bassins de natation, modifié par les arrêtés du 6 mai 2004 et du 21 décembre 2006 est abrogé.

Art. 72. Le Ministre de l'Environnement est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 13 juin 2013.

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

Le Ministre de l'Environnement, de l'Aménagement du Territoire et de la Mobilité,
Ph. HENRY

ANNEXE 1^{re}**Contenu minimal du matériel de soins**

Dénomination	Quantité
Manuel de 1 ^{er} soins en attendant les secours	1
Ciseaux à pansements (coudés, un bout arrondi et un bout plat)	1
Désinfectants :	Quantités à déterminer en fonction des risques
- Antiseptique à base de chlorhexidine : désinfection des blessures	
- Solution hydroalcoolique : désinfection des mains	
Bandage triangulaire	2
Bandage en gaze élastique :	
- 5cm	1
- 7cm	1
Pansements compressifs en emballage individuel :	
- Bande de gaze de 5cm x 2m avec gâteau de pansement de 10cm x 7cm	1
- Bande de gaze de 7cm x 2m avec gâteau de pansement de 14cm x 12cm	1
Fine pince à écharde en inox de type brucelles	1
Épingles de sûreté	1 paquet
Couverture de survie en aluminium	1
Gants à usage unique de préférence en vinyle	5 paires
Masque de réanimation	1
Ou feuille avec filtre pour la protection du bouche à bouche (en remplacement de la canule de réanimation)	2
Compresse stériles de 5cm x 5cm ou 7,5cm x 7,5cm ou 10cm x 10cm	Dimensions et quantités à déterminer en fonction des risques
Rouleau de sparadrap hypoallergénique 2,5cm	1
Pansements individuels autocollants préemballés de différentes dimensions	Quantité à déterminer en fonction des risques
Sachet de glace instantanée	1
Alcool à 70 % : désinfection du matériel	Quantité à déterminer en fonction des risques
Inventaire	1
Liste des numéros de téléphone nécessaires (dans l'entreprise et à l'extérieur)	1

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 13 juin 2013 déterminant les conditions sectorielles relatives aux bassins de natation couverts et ouverts utilisés à un titre autre que purement privatif dans le cadre du cercle familial, lorsque la surface est supérieure à 100 m² et la profondeur supérieure à 40 cm.

Namur, le 13 juin 2013.

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

Le Ministre de l'Environnement, de l'Aménagement du Territoire et de la Mobilité,
Ph. HENRY

ANNEXE 2

FORMULAIRE A

Nom de la piscine :
Rue :
Code Postal :
Localité :
Téléphone :
Fax :
Email :
Nom du Directeur :
Type d'institution : Ecole - Piscine seule - Complexe sportif avec piscine

FICHE D'ACCIDENT EN PISCINE**- Accident corporel -**

Date :/...../.....	Heure :	Lieu :
<u>Personne accidentée</u>		
Nom :	Prénom :	
Adresse :	Tél. :/.....	
Age :	Sexe : <input type="checkbox"/> M <input type="checkbox"/> F	
Individuel :	Groupe :	
<u>Responsable de l'encadrement</u> :	Nom :	Prénom :
Forme d'accident	Type d'infrastructure impliquée	
<input type="checkbox"/> <u>Dans l'eau</u> <ul style="list-style-type: none"> <input type="checkbox"/> Noyade (issue favorable ou non) <input type="checkbox"/> Contact avec infrastructure 	<ul style="list-style-type: none"> <input type="checkbox"/> Escalier sous eau <input type="checkbox"/> Carrelage <input type="checkbox"/> Echelle/main courante <input type="checkbox"/> Ligne de nage ou corde <input type="checkbox"/> Grille <input type="checkbox"/> Structure flottante <input type="checkbox"/> Toboggan <input type="checkbox"/> Plongeoir <input type="checkbox"/> Plot de départ / bord <input type="checkbox"/> Autres : 	
<ul style="list-style-type: none"> <input type="checkbox"/> Contact avec autre usager <input type="checkbox"/> Malaise <input type="checkbox"/> Hydrocution <input type="checkbox"/> Autres : 		

Forme d'accident		Type d'infrastructure impliquée	
<input type="checkbox"/> Hors de l'eau (mais dans le hall du bassin)			
<input type="checkbox"/> Glissade/chute sur sol sec		<input type="checkbox"/> Structure sous toboggan	
<input type="checkbox"/> Glissade/chute sur sol mouillé		<input type="checkbox"/> Escalier	
<input type="checkbox"/> Contact avec infrastructure		<input type="checkbox"/> Carrelage/maçonnerie	
<input type="checkbox"/> Contact avec autre usager		<input type="checkbox"/> Colonne	
<input type="checkbox"/> Malaise		<input type="checkbox"/> Banc	
<input type="checkbox"/> Autres :		<input type="checkbox"/> Echelle/main courante	
		<input type="checkbox"/> Portes	
		<input type="checkbox"/> Toboggan	
		<input type="checkbox"/> Plongeoir	
		<input type="checkbox"/> Plot de départ / bord	
		<input type="checkbox"/> Pédiluve	
		<input type="checkbox"/> Autres :	
<input type="checkbox"/> Autre endroit	<input type="checkbox"/> Douche	<input type="checkbox"/> Toilettes	<input type="checkbox"/> Hall d'entrée
	<input type="checkbox"/> Cafétéria	<input type="checkbox"/> Vestiaire	<input type="checkbox"/> Tribune
	<input type="checkbox"/> Autres :		
<input type="checkbox"/> Glissade/chute sur sol sec		<input type="checkbox"/> Escalier	
<input type="checkbox"/> Glissade/chute sur sol mouillé		<input type="checkbox"/> Porte	
<input type="checkbox"/> Contact avec infrastructure		<input type="checkbox"/> Armoire	
<input type="checkbox"/> Contact avec autre usager		<input type="checkbox"/> Cabine vestiaire	
<input type="checkbox"/> Malaise		<input type="checkbox"/> Carrelage/maçonnerie	
<input type="checkbox"/> Appareil électrique		<input type="checkbox"/> Autres :	

Types de lésions	<input type="checkbox"/> Décès par noyade	<input type="checkbox"/> Début de noyade	<input type="checkbox"/> Brûlure
	<input type="checkbox"/> Décès par autre cause	<input type="checkbox"/> Fracture	<input type="checkbox"/> Contusion
	<input type="checkbox"/> Lésion aux yeux	<input type="checkbox"/> Piqûre	<input type="checkbox"/> Autres :
	<input type="checkbox"/> Intoxication	<input type="checkbox"/> Lésions cutanées	

Interventions	interne	<input type="checkbox"/> Réanimation pulmonaire
		<input type="checkbox"/> Réanimation cardio-pulmonaire
	d'un service extérieur	<input type="checkbox"/> 100
		<input type="checkbox"/> Médecin de garde
		<input type="checkbox"/> Autre service médical
	clôture	<input type="checkbox"/> Départ victime par Service 100
		<input type="checkbox"/> Départ victime par propres moyens
		<input type="checkbox"/> Autre

Nom : **Fonction :** **Date :**/...../..... **Signature**

Partie à remplir par le Directeur

Mesures de prévention adoptées ou à adopter	
<input type="checkbox"/> Modification d'organisation du travail	<input type="checkbox"/> Renforcement surveillance
<input type="checkbox"/> Modification d'infrastructure	<input type="checkbox"/> Rappel des consignes
<input type="checkbox"/> Aucune	<input type="checkbox"/> Autres :
Notes/remarques complémentaires (voir annexe) notamment relatives aux mesures prises ou à prendre en matière d'organisation, de prévention, ...	

Nom : **Date :**/...../..... **Signature :**

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 13 juin 2013 déterminant les conditions sectorielles relatives aux bassins de natation couverts et ouverts utilisés à un titre autre que purement privatif dans le cadre du cercle familial, lorsque la surface est supérieure à 100 m² et la profondeur supérieure à 40 cm.

Namur, le 13 juin 2013.

Le Ministre-Président,

R. DEMOTTE

Le Ministre de l'Environnement, de l'Aménagement du Territoire et de la Mobilité,

Ph. HENRY

ANNEXE 3

FORMULAIRE B

Nom de la piscine :
Rue :
Code Postal :
Localité :
Téléphone :
Fax :
Email :
Nom du Directeur :
Type d'institution : Ecole - Piscine seule - Complexe sportif avec piscine

**INCIDENT TECHNIQUE AYANT ENTRAÎNÉ L'ÉVACUATION
OU LA FERMETURE DE LA PISCINE**

FERMETURE DE L'ETABLISSEMENT

Date et heure de l'incident :

Lieu exact :

Cause (voir détails proposés ci-après):

Date et signature du Directeur

Caractéristiques de la piscine

	dimension	volume
<u>Grand bain</u>		
<u>Petit bain</u>		

Autres bains :

.....

Désinfection de l'eau	<input type="checkbox"/> NaClO	<input type="checkbox"/> Cl ₂	<input type="checkbox"/> Ag / Cu	<input type="checkbox"/> Ozone
	<input type="checkbox"/> Autre à décrire :			
Filtration	<input type="checkbox"/> Sable	<input type="checkbox"/> Diatomée	<input type="checkbox"/> Autre	
Energie	<input type="checkbox"/> Gaz	<input type="checkbox"/> Fuel	<input type="checkbox"/> Autre	

Piscine construite en..... ;

CAUSE(S) DE LA FERMETURE

A - L'EAU

Caractéristiques lors de la fermeture

= pH =

= chlore libre =mg/l

= chlore combiné =mg/l

= température = °c

Sa qualité

- O qualité physique: O transparence O odeur
- O qualité chimique: O chlore ----- O libre O pH
- O combiné O urée
- O chlorures
- O qualité bactériologique: O nombre total de germes O staphylocoque
- O streptocoque O pseudomonas
- O température: O coupure d'alimentation
- O autre :
- O chauffage

Présence de Legionella pneumophila

O concentration: UFC/l

O plan d'intervention:(Précisez les mesures prises)

.....

.....

.....

O Circulation de l'eau

- O bac tampon O apport d'eau neuve O pompage O débit
- O vidange O goulottes O autre :

O Filtration

- O colmatage O masse filtrante O floculant O autre :
- Préciser :

- Désinfection de l'eau** = nature du produit=
- mise en œuvre : canalisation
 injection
 dosagemg/l circuit
- contact/réaction entre produits chimiques

Coupure d'alimentation d'eau

- autre

Traitement complémentaire de l'eau

Correction du pH

- mise en œuvre: canalisation
 injection
 dosage pH =circuit

- autre

Lutte contre les algues

- algues en suspension dans l'eau

B - L'AIR

Sa qualité

- Excès de trichloramines= mg/m³
- air vicié : mauvaises odeurs
 chlore sous forme gazeuse
 autre substance toxique
- excès d'humidité
 manque de renouvellement
 température

Origine

Circulation d'air

- groupes de pulsion entrave de la circulation autre

Installation de chauffage (air et eau)

- panne de chaudière expliquez
- échangeur autre

C - STOCKAGE DES PRODUITS CHIMIQUES

- Type de stockage :** chlore acide
- approvisionnement débordement des personnes ont été
 erreur de manipulation incommodées
 fuite tuyaux
 fuite de bonbonnes
- y a-t-il eu un contact direct en NaClO et HCl, avec dégagement de Cl₂ ?
 OUI NON
- cuve de stockage : fuite
- autre

D - L'ELECTRICITE

- manque d'alimentation
- autre :

Origine

- réseau d'alimentation
- défaut technique à la piscine
 préciser

E - LE BATIMENT

- structure faux plafond toiture
- carrelage étanchéité vitrage autres

Origine

- corrosion mouvement du bâtiment vandalisme autres

F - MENACE EXTERIEURE

- alerte à la bombe attentat autre :

G - FEU

- installation épuration cafétéria bureaux
- vestiaires autre

Origine

- électrique : court-circuit chaudières acte volontaire autres

Conséquences

- évacuation immédiate de la piscine
 - fermeture ----- durée : heure(s) jour(s)
 - y a-t-il eu des victimes ? OUI NON
- préciser éventuellement

- Moyens techniques mis en œuvre, pour régulariser la situation:

.....

.....

- Mesures de prévention adoptées ou à adopter

- aucune
 - modification d'infrastructure
 - modification d'organisation du travail
- nouvelles consignes
- renforcement surveillance
- formation du personnel

- Joindre, éventuellement, en annexe, une description détaillée de l'incident

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 13 juin 2013 déterminant les conditions sectorielles relatives aux bassins de natation couverts et ouverts utilisés à un titre autre que purement privatif dans le cadre du cercle familial, lorsque la surface est supérieure à 100 m² et la profondeur supérieure à 40 cm.

Namur, le 13 juin 2013.

Le Ministre-Président,

R. DEMOTTE

Le Ministre de l'Environnement, de l'Aménagement du Territoire et de la Mobilité,

Ph. HENRY

ANNEXE 4

FORMULAIRE C

Nom de la piscine :
Rue :
Code Postal :
Localité :
Téléphone :
Fax :
Email :
Nom du Directeur :
Type d'institution : Ecole - Piscine seule - Complexe sportif avec piscine

RAPPORT ANNUEL ACCIDENTS CORPORELS EN PISCINE

- Année civile : -

Forme d'accident		Type d'infrastructure impliquée	
	<u>Nbre</u>		<u>Nbre</u>
a) <u>Dans l'eau</u>		10) Escalier sous eau	
1) Noyade (issue favorable ou non)		11) Carrelage	
2) Contact avec infrastructure		12) Echelle/main courante	
3) Contact avec autre usager		13) Ligne de nage ou corde	
4) Malaise		14) Grille	
5) Contact avec fond		15) Structure flottante	
6) Autres :		16) Toboggan	
		17) Plongeoir	
		18) Plot de départ / bord	
		19) Autres :	
		Total	
b) <u>Hors de l'eau (dans le hall du bassin)</u>	<u>Nbre</u>	10) Structure sous toboggan	<u>Nbre</u>
1) Glissade/chute sur sol sec		11) Escalier	
2) Glissade/chute sur sol mouillé		12) Carrelage/maçonnerie	
3) Contact avec infrastructure		13) Colonne	
4) Contact avec autre usager		14) Banc	
5) Malaise		15) Echelle/main courante	
6) Autres.....		16) Portes	
		17) Toboggan	
		18) Plongeoir	
		19) Plot de départ / bord	
		20) Pédiluve	
		21) Autres:	
		Total	

Forme d'accident		Type d'infrastructure impliquée	
Autre endroit : <input type="checkbox"/> Douche <input type="checkbox"/> Toilettes <input type="checkbox"/> Hall d'entrée			
<input type="checkbox"/> Cafétéria <input type="checkbox"/> Vestiaire <input type="checkbox"/> Tribune			
<input type="checkbox"/> Autres.....			
	Nombre		Nombre
1) Glissade/chute sur sol sec		10) Structure sous toboggan	
2) Glissade/chute sur sol mouillé		11) Escalier	
3) Contact avec infrastructure		12) Carrelage/maçonnerie	
4) Contact avec autre usager		13) Colonne	
5) Malaise		14) Banc	
6) Autres :		15) Echelle/main courante	
		16) Portes	
		17) Toboggan	
		18) Plongoir	
		19) Plot de départ / bord	
		20) Pédiluve	
		21) Autres :	
		Total	
Types de lésions			
			Nombre
<input type="checkbox"/> Décès par noyade			
<input type="checkbox"/> Décès par autre cause			
<input type="checkbox"/> Lésion aux yeux			
<input type="checkbox"/> Intoxication			
<input type="checkbox"/> Début de noyade			
<input type="checkbox"/> Fracture			
<input type="checkbox"/> Piqûre			
<input type="checkbox"/> Lésions cutanées			
<input type="checkbox"/> Brûlure			
<input type="checkbox"/> Contusion			
<input type="checkbox"/> Autres :			
Mesures de prévention adoptées ou à adopter			
<input type="checkbox"/> Modification d'organisation du travail		<input type="checkbox"/> Renforcement surveillance	
<input type="checkbox"/> Modification d'infrastructure		<input type="checkbox"/> Rappel des consignes	
<input type="checkbox"/> Aucune		<input type="checkbox"/> Autres :	
Notes/remarques complémentaires (voir annexe) notamment relatives aux mesures prises ou à prendre en matière d'organisation, de prévention, ...			

Date :/...../.....

Signature du Directeur:

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 13 juin 2013 déterminant les conditions sectorielles relatives aux bassins de natation couverts et ouverts utilisés à un titre autre que purement privatif dans le cadre du cercle familial, lorsque la surface est supérieure à 100 m² et la profondeur supérieure à 40 cm.

Namur, le 13 juin 2013.

Le Ministre-Président,

R. DEMOTTE

Le Ministre de l'Environnement, de l'Aménagement du Territoire et de la Mobilité,

Ph. HENRY

ANNEXE 5

Détermination du chlore actif (HOCl) en fonction de la teneur en chlore libre et du pH

(pour une eau à 25°C – en l'absence de stabilisant)

PH	% chlore libre										Chlore actif												
	0.5	0.6	0.7	0.8	0.9	1	1.1	1.2	1.3	1.4		1.5	1.6	1.7	1.8	1.9	2.0	2.2	2.4	2.6	2.8	3.0	3.5
6.8	0.42	0.50	0.58	0.67	0.75	0.84	0.92	1.00	1.09	1.17	1.25	1.34	1.42	1.50	1.59	1.67	1.84	2.00	2.17	2.34	2.51	2.92	3.34
6.9	0.40	0.48	0.56	0.64	0.72	0.80	0.88	0.96	1.04	1.12	1.20	1.28	1.36	1.44	1.52	1.60	1.76	1.92	2.08	2.24	2.40	2.80	3.21
7.0	0.38	0.46	0.53	0.61	0.69	0.76	0.84	0.91	0.99	1.07	1.14	1.22	1.30	1.37	1.45	1.52	1.68	1.83	1.98	2.13	2.29	2.67	3.05
7.1	0.36	0.43	0.50	0.57	0.65	0.72	0.79	0.86	0.93	1.01	1.08	1.15	1.22	1.29	1.36	1.44	1.58	1.72	1.87	2.01	2.15	2.51	2.87
7.2	0.33	0.40	0.47	0.54	0.60	0.67	0.74	0.80	0.87	0.94	1.00	1.07	1.14	1.20	1.27	1.34	1.47	1.61	1.74	1.87	2.01	2.34	2.68
7.3	0.31	0.37	0.43	0.49	0.55	0.62	0.68	0.74	0.80	0.86	0.92	0.91	1.05	1.11	1.17	1.23	1.36	1.48	1.60	1.73	1.85	2.16	2.46
7.4	0.28	0.34	0.39	0.45	0.50	0.56	0.62	0.67	0.73	0.78	0.84	0.90	0.95	1.01	1.06	1.12	1.23	1.35	1.46	1.57	1.68	1.96	2.24
7.5	0.25	0.30	0.35	0.40	0.45	0.50	0.55	0.60	0.65	0.70	0.75	0.81	0.86	0.91	0.96	1.01	1.11	1.21	1.31	1.41	1.51	1.76	2.01
7.6	0.22	0.27	0.31	0.36	0.40	0.45	0.49	0.54	0.58	0.62	0.67	0.71	0.76	0.80	0.85	0.89	0.98	1.07	1.16	1.25	1.34	1.56	1.78
7.7	0.19	0.23	0.27	0.31	0.35	0.39	0.43	0.47	0.51	0.55	0.58	0.62	0.66	0.70	0.74	0.78	0.86	0.94	1.01	1.09	1.17	1.36	1.56
7.8	0.17	0.20	0.24	0.27	0.30	0.34	0.37	0.40	0.44	0.47	0.51	0.54	0.57	0.61	0.64	0.67	0.74	0.81	0.88	0.94	1.01	1.18	1.35
7.9	0.14	0.17	0.20	0.23	0.26	0.29	0.32	0.34	0.37	0.40	0.43	0.46	0.49	0.52	0.55	0.57	0.63	0.69	0.75	0.80	0.86	1.01	1.15
8.0	0.12	0.15	0.17	0.19	0.22	0.24	0.27	0.29	0.32	0.34	0.36	0.39	0.41	0.44	0.46	0.49	0.53	0.58	0.63	0.68	0.73	0.85	0.97

Exemple : à pH 7.3 pour 1.6 mg/l de chlore libre, dans une eau à 25°C, il y a 0.91 mg/l de chlore actif

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 13 juin 2013 déterminant les conditions sectorielles relatives aux bassins de natation couverts et ouverts utilisés à un titre autre que purement privatif dans le cadre du cercle familial, lorsque la surface est supérieure à 100 m² et la profondeur supérieure à 40 cm.

Namur, le 13 juin 2013.

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

Le Ministre de l'Environnement, de l'Aménagement du Territoire et de la Mobilité,
Ph. HENRY

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[C – 2013/27128]

13. JUNI 2013 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Festlegung der sektorbezogenen Bedingungen in Bezug auf Hallen- und Freischwimmbäder, die anders als nur zur alleinigen Nutzung im Familienkreis benutzt werden, wenn deren Fläche mehr als 100 m² und deren Tiefe mehr als 40 cm beträgt

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung, insbesondere der Artikel 4, 5, 6, 7, 8 und 9;

Aufgrund des Königlichen Erlasses vom 3. August 1976 zur allgemeinen Regelung bezüglich der Ableitung des Abwassers in gewöhnliches Oberflächenwasser, öffentliche Kanalisationen und künstliche Ableitwege für Regenwasser;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 13. März 2003 über die sektorbezogenen Bedingungen für die Schwimmbäder;

Aufgrund des am 20. August 2012 in Anwendung von Artikel 84, §1, Absatz 1, 1° der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens des Staatsrats Nr. 51.775/2/V;

In der Erwägung, dass die Vorschriften des Königlichen Erlasses vom 3. August 1976 zur allgemeinen Regelung bezüglich der Ableitung des Abwassers in gewöhnliches Oberflächenwasser, öffentliche Kanalisationen und künstliche Ableitwege für Regenwasser, die ursprünglich in Ausführung des jetzt aufgehobenen Gesetzes vom 26. März 1971 über den Schutz des Oberflächenwassers gegen Verschmutzung durchgeführt wurden, fortan ihre gesetzliche Grundlage in den Bestimmungen des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung haben, die der Regierung erlauben, allgemeine Bedingungen im Sinne von Kapitel I, Abschnitt III dieses Dekrets festzusetzen;

In der Erwägung, dass aufgrund von Artikel 5, §2, Absatz 3 des Dekrets vom 11. März 1999 die Regierung bei der Festsetzung sektorbezogener Bedingungen von den allgemeinen Bedingungen nur unter der Voraussetzung abweichen kann, dass sie diese Abweichung begründet;

In der Erwägung, dass einige Bestimmungen des Königlichen Erlasses vom 3. August 1976 in Buch II des Umweltgesetzbuches, welches das Wassergesetzbuch bildet (was das Haushaltsabwasser betrifft), bzw. in den Erlass der Wallonischen Regierung vom 4. Juli 2002 zur Festlegung der allgemeinen Betriebsbedingungen der in dem Dekret vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung erwähnten Betriebe eingefügt worden sind;

In der Erwägung, dass einige der Parameter, die im Königlichen Erlass vom 3. August 1976 erwähnt sind, heute nicht mehr relevant oder nicht auf alle Tätigkeitsbereiche anwendbar sind; dass sich der Königliche Erlass auf Analysemethoden bezieht, die heute verboten sind, wie z.B.:

- den Putrefaktionstest mit Methylenblau;
- die mit Tetrachlorkohlenstoff extrahierbaren Kohlenwasserstoffe;

In der Erwägung schließlich, dass die Nichtanwendung des Königlichen Erlasses vom 3. August 1976 eine Begrenzung der Anzahl der auf einzelne Betriebe anwendbaren Verordnungstexte ermöglicht, was dem Willen der Wallonischen Regierung auch entspricht, ein Programm zur Rationalisierung und zur administrativen Vereinfachung zu verabschieden;

Auf Vorschlag des Ministers für Umwelt, Raumordnung und Mobilität;

Nach Beratung,

Beschließt:

TITEL I – Gemeinsame Bestimmungen

KAPITEL I – Definitionen und Anwendungsbereich

Artikel 1 - Die vorliegenden sektorbezogenen Bedingungen sind auf die Hallenschwimmbäder und Freibäder anwendbar, die in der Rubrik 92 der Anlage I des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 4. Juli 2002 zur Festlegung der Liste der einer Umweltverträglichkeitsprüfung zu unterziehenden Projekte sowie der eingestufteten Anlagen und Tätigkeiten erwähnt sind und die anders als nur zur alleinigen Nutzung im Familienkreis benutzt werden, wenn die Fläche mehr als 100 m² und die Tiefe mehr als 40 cm betragen.

Hallenschwimmbäder mit ausziehbarer Überdachung werden Hallenbädern gleichgestellt.

Art. 2 - Im Sinne vorliegenden Erlasses gelten folgende Definitionen:

1° Schwimmbad: ein künstliches, zur Ausübung des Schwimmens und aller sonstigen im Wasser stattfindenden therapeutischen, Freizeit- oder Sporttätigkeiten entworfenes Becken;

2° bestehendes Schwimmbad: ein vor dem Inkrafttreten des vorliegenden Erlasses ordnungsgemäß zugelassenes Schwimmbad. Das Schwimmbad, für das vor Inkrafttreten des vorliegenden Erlasses ein Zulassungsantrag eingereicht wurde, wird einem bestehenden Schwimmbad gleichgestellt. Die Umwandlung oder Erweiterung eines Schwimmbads, die der Betreiber vor Inkrafttreten des vorliegenden Erlasses in dem in Artikel 10, § 2 des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung vorgesehenen Register eingetragen hat, wird einem bestehenden Schwimmbad gleichgestellt;

3° Planschbecken: ein untiefes Becken, das Kindern zum Baden vorbehalten ist;

4° Aerosol: die Vernebelung extrem feiner Partikel, die in die Luft verstreut werden;

5° kritische Verbrauchsstelle: jede allgemein zugängliche Verbrauchsstelle, durch die Aerosole aus Brauchwarmwasser möglicherweise erzeugt werden, das mit Legionella pneumophila verseucht werden könnte; kritische Verbrauchsstellen sind vor allem die Duschen, Brausen, Schaum- oder Strudelbäder;

6° Brauchwarmwassernetz: das Netz, das die gesamten Gemeinschaftsanlagen zur Brauchwarmwasserbereitung, -speicherung und -versorgung umfasst, und das durch eine oder mehrere zentrale Brauchwarmwasserbereitungsanlagen versorgt wird;

7° Vorbeugungsmaßnahmen: diejenigen Betriebsmethoden, für die strukturelle und Verwaltungsmaßnahmen zur Einschränkung der Gefahr der Legionärskrankheit vorausgesetzt sind;

8° akkreditiertes Labor: ein Labor, das über eine förmliche Bescheinigung verfügt, die von der nationalen Akkreditierungsstelle ausgestellt wird und durch die nachgewiesen wird, dass eine Konformitätsprüfungsstelle den durch die harmonisierten Normen bestimmten Kriterien sowie, wenn anwendbar, allen sonstigen zusätzlichen Anforderungen genügt, insbesondere denjenigen, die in den jeweiligen relevanten, für die Durchführung einer spezifischen Maßnahme der Konformitätsprüfung im Sinne der Regelungsbestimmungen über die Akkreditierung von Konformitätsprüfungsstellen erforderlichen sektorbezogenen Programmen festgelegt sind.

KAPITEL II – Standort und Bau

Art. 3 - Die Räume der Badeanstalt werden aus hartem, fäulnissicherem Material gebaut und weisen eine Deckenhöhe von mindestens 2,5 Metern auf.

Der Boden, die Decken und die Seitenwände der Räume der Badeanstalt sind mit einer undurchlässigen, korrosionsbeständigen, leicht abwaschbaren Verkleidung versehen.

Die Bodenneigung in den Räumen der Badeanstalt, die den Badegästen zugänglich sind, beträgt mindestens 1% und führt das Wasser zu einer an das interne Kanalisationsnetz angeschlossenen Vorrichtung zur Wasserableitung.

Alle Innenausstattungen und -einrichtungen, wie z.B. die Handläufe, sind aus fäulnissicherem, korrosionsbeständigem, leicht abwaschbarem Material, das überdies keine Verletzungsgefahr darstellt.

Alle scharfen Kanten und vorspringenden Teile bis zu zwei Meter über dem Boden sind mit einer stoßdämpfenden Schutzvorrichtung versehen.

Die Umkleidekabinen und gemeinsamen Umkleideräume sind derart angeordnet, dass die Barfußbereiche von den mit Schuhen betretbaren Bereichen deutlich getrennt sind.

Die Umkleidekabinen und gemeinsamen Umkleideräume sind aus hartem Material und mit einer undurchlässigen, fäulnissicheren, leicht abwaschbaren Verkleidung versehen, die keine Verletzungsgefahr darstellt.

Die Badeanstalt umfasst einen Erste-Hilferaum, der für die auswärtigen Rettungsdienste leicht zugänglich und derart konzipiert ist, dass eine Person leicht und schnell auf einer Tragbahre abtransportiert werden kann.

Art. 4 - Ein Schalter des Typs Drucktasten-Trennschalter, mittels dessen der gesamte Wasserumlauf abgestellt werden kann, ist unmittelbar in der Nähe der Schwimmbadränder angebracht.

Art. 5 - Für jedes Schwimmbad misst ein spezifischer Wasserzähler die Wasserzufuhr aus dem Wasserverteilungssystem.

Art. 6 - §1. Bis zu einer Tiefe von mindestens 1,35 Metern ist der Boden des Schwimmbads mit einer rutschfesten Verkleidung versehen.

Die Seitenwände und der Boden des Schwimmbads sind aus hartem Material und mit einer undurchlässigen, fäulnissicheren, leicht abwaschbaren Verkleidung versehen, die keine Verletzungsgefahr darstellt.

Die Seitenwände eines mehr als 1 Meter tiefen Schwimmbads sind mit einer Stütze für die Hände oder für die Füße versehen.

§ 2. An der tiefsten Stelle des Schwimmbads ist eine Vorrichtung zur Wasserabführung angebracht, um das Becken zu entleeren.

Eine Bodenneigung von mindestens 1% führt das abzuleitende Wasser zu dieser Vorrichtung.

Die Wasserein- und -abführung im Schwimmbad sind eingerichtet, um die Wasserstagnation einzuschränken.

§ 3. Die Ein- und Ausmündungen in dem Schwimmbad, insbesondere für Wasser, Luft oder Sonstiges, sind derart eingerichtet, dass sie keine Gefahr für die Badegäste darstellen, insbesondere keine Schnittwunden- und Aufsauggefahr.

§ 4. Gitterroste, Fußmatten oder andere ähnliche Gegenstände sind in den von barfüßigen Personen benutzten Bereichen verboten.

Art. 7 - §1. Die Wassertiefe im Schwimmbad ist an die Verwendung der Sprungbretter, Wasserrutschbahnen und sonstigen Vergnügungsausrüstungen angepasst.

§ 2. Die Leiter und die Zugangsplattform zu den Wasserrutschbahnen, Sprungbrettern und sonstigen Vergnügungsausrüstungen sind mit Sicherheitsvorrichtungen versehen, die derart konzipiert sind, dass jegliche Sturzgefahr vermieden wird. Sie sind mit einem rutschfesten, leicht abwaschbaren Material überzogen.

§ 3. Der Innenbelag der Wasserrutschbahnen ist durchgehend glatt, um einen natürlichen Rutschvorgang zu ermöglichen. Es wird kein chemisches Mittel benutzt, um diesem nachzuhelfen.

Der Auslaufbereich einer mehr als 2 Meter hohen Wasserrutschbahn bleibt in einem Umkreis von mindestens 2,5 Metern frei. Er wird deutlich gekennzeichnet und abgegrenzt.

Art. 8 - § 1. An jedem Zugang zu den Schwimmbadrändern ist mindestens ein Fußwaschbecken oder eine Fußdusche angebracht, das/die derart installiert ist, dass die Badegäste zwangsläufig durch diese gehen müssen, um zu den Schwimmbadrändern zu gelangen.

Die Fußwaschbecken und Fußduschen sind mit desinfizierendem Wasser versorgt.

§ 2. Die Gänge, Türen und Treppenhäuser der Zugänge und Ausgänge sind geplant, um dort einen leichten Verkehr zu ermöglichen.

§ 3. Der direkte Zugang aus den Umkleidekabinen oder aus den Vergnügungsbereichen zu den Schwimmbadrändern befindet sich an der Stelle mit der geringsten Tiefe.

§ 4. Die Schwimmbadränder sind derart angeordnet, dass die Badegäste leicht und schnell evakuiert werden können.

Die Schwimmbadränder sind derart gebaut, dass deren Abwasser nicht in das Schwimmbad oder in die Vorrichtungen zur Aufbereitung des Badwassers abfließen kann.

Die Ränder sind mindestens 1,5 m breit und weisen eine Bodenneigung von 1 bis 2% auf, die das Wasser zu einer an das interne Kanalisationsnetz angeschlossenen Vorrichtung zur Wasserableitung führt.

§ 5. Wasserentnahmestellen sind vorgesehen, damit die Schwimmbadränder mit einem Strahlrohr gereinigt werden können.

§ 6. Das Abwasser wird zu den an das interne Kanalisationsnetz angeschlossenen Vorrichtungen zur Wasserableitung geleitet. Diese sind mit einem Filterrost versehen.

§ 7. Der Boden an den Schwimmbadrändern ist aus rutschfesten, gegen die benutzten chemischen Mittel widerstandsfähigen, leicht abwaschbaren Materialien, die keine Verletzungsgefahr darstellen, gefertigt.

Art. 9 - Die Badeanstalt ist an ein Trinkwasserversorgungsnetz angeschlossen.

Wenn das für die Duschen und Waschbecken benutzte Wasser kein Leitungswasser ist, muss es den für das Leitungswasser festgelegten Normen entsprechen und muss der Betreiber dessen Qualität von einem für die Wasseranalyse gemäß den geltenden Rechtsvorschriften akkreditierten oder aufgrund von Art. R.101 ff. des Buches I des Umweltgesetzbuches zugelassenen Labor kontrollieren lassen.

Art. 10 - Die Badeanstalt umfasst getrennte, den Badegästen und besuchten Besuchern vorbehaltene Sanitär-einrichtungen.

In den Toiletten befindet sich mindestens ein Waschbecken.

Es sind mindestens eine Kabine und eine Toilette vorhanden, die für Personen mit eingeschränkter Bewegungsfähigkeit konzipiert sind.

Die WC-Becken für barfüßige Badegäste hängen an der Wand, statt auf dem Boden gelegt zu werden.

Die in Reichweite gelegten Rohrleitungen der Duschen sind abgesichert.

Art. 11 - §1. Wenn für die Wasserdesinfektion Chlor und Pumpen zur Einspritzung eines Desinfektionsmittels und pH-Korrektors benutzt werden, wird deren Betrieb unmittelbar und automatisch durch das Aussetzen der Pumpen für den Wasserumlauf oder durch eine Verringerung des Durchflusses unterbrochen, wenn Letzterer auf weniger als 40% des normalen Werts herabfällt. Falls die Einspritzung des Chlors und die des pH-Korrektors in ein und dieselbe Leitung erfolgen, befinden sich diese Einspritzstellen mehr als zwei Meter voneinander entfernt.

Leicht zugängliche Zapfhähne sind zwecks Probenahmen

1° vor der Filterung und der Einspritzung der Reagenzien;

2° nach der Filterung und vor jeglicher anderen Vorrichtung;

3° nach der Filterung und der Einspritzung der Reagenzien so nah wie möglich am Wassereinlass eines jeden Beckens eingerichtet.

Art. 12 - Die Belüftung der Räume zur Lagerung der gefährlichen Produkte erfolgt lediglich nach außen und von den Außenlufteinlässen des Schwimmbads entfernt.

Gegebenenfalls wird das Pufferbecken mit einem Lüftungssystem ausgestattet.

KAPITEL III – *Betrieb*

Abschnitt 1 – Betriebsweise

Art. 13 - §1. Die Räume der Badeanstalt, die Einrichtungen und das Material werden in einem makellos sauberen, völlig betriebsfähigen Zustand gehalten.

§ 2. Die Badeanstalt verfügt über eine Dienstordnung und über schriftliche Verfahren zur normalen Betriebsweise und in Notfällen. Darin werden die zu treffenden Maßnahmen angegeben, um unter allen Umständen den reibungslosen und sicheren Betrieb gewährleisten zu können.

Die Dienstordnung und die Verfahren werden mindestens einmal im Jahr aktualisiert. Gegen Empfangsbescheinigung erhält jedes betroffene Personalmitglied eine Abschrift davon.

Die Dienstordnung ist gut lesbar und an sichtbaren Stellen des von den Badegästen zwangsläufig begangenen Wegs auszuhängen.

In der Dienstordnung wird mindestens angegeben:

1° dass die Direktion der Badeanstalt den Zugang:

a) zu der Badeanstalt jeder Person verbietet, die eine Gefahr für die Gesundheit, Hygiene und Sicherheit der Badegäste darstellt, z.B. wegen ihrer Schuhe, Spielgegenstände oder sonstigen Ausrüstungen;

b) zu dem Schwimmbad jeder Person verbietet, die die Duschen und die Fußwaschbecken oder Fußduschen nicht benutzt;

2° dass während der Öffnungszeiten für den Publikumsverkehr die Badegäste einen ausschließlich zu Badezwecken bestimmten Badeanzug tragen müssen, der sich mit der Hygiene vereinbaren lässt;

3° dass Kinder unter 8 Jahren unter der Aufsicht eines Erwachsenen stehen;

4° dass Tiere in den Bereichen nicht zugelassen sind, die den Badegästen vorbehalten bleiben.

Der Betreiber bewahrt eine Kopie der Dienstordnung und der Verfahren sowie der in Absatz 2 erwähnten Empfangsbescheinigungen an demselben Ort wie für seine Zulassungen, Register usw.

Art. 14 - Die Duschen verfügen entweder über Warmwasser oder über Kalt- und Heißwasser.

Sie werden durch eine Vorrichtung mit Zeitknopf betätigt.

Das Heiß- und Warmwasser der Duschen kommt aus einer Wasserheizungsanlage, die die Temperatur des Wassers auf mindestens 65°C bringt. Die eventuelle Mischung mit Kaltwasser erfolgt möglichst nah an der Wasserverteilung der Duschen.

Art. 15 - §1. Das Schwimmbadwasser wird innerhalb eines Zeitraums von höchstens 4 Stunden völlig recycelt.

Das Planschbeckenwasser wird innerhalb eines Zeitraums von höchstens 30 Minuten völlig wiederverwertet.

Die Vorrichtung zur Aufbereitung des Schwimmbadwassers nimmt mindestens 50 % des Wassers an der Oberfläche zurück.

§ 2. Wenigstens alle zwei Tage wird der Boden des Schwimmbeckens vor der Öffnung des Schwimmbads gereinigt und abgesaugt.

Die Seitenwände des Schwimmbads werden mindestens einmal in der Woche außerhalb der Öffnungszeiten gereinigt.

§ 3. Das Schwimmbad wird mindestens einmal alle zwei Jahre entleert.

§ 4. Falls vorhanden wird das Pufferbecken mindestens einmal im Jahr gereinigt.

§ 5. Wenn die Arbeiten für die Instandhaltung oder Reparatur des Wasseraufbereitungssystems und dessen Nebenanlagen ihrer Art wegen den einwandfreien Betrieb der Einrichtung behindern können, werden sie nicht während der Öffnungszeiten des Schwimmbads durchgeführt.

Art. 16 - § 1. Wenn das Wasser zum Auffüllen des Schwimmbads und das Ergänzungswasser kein Leitungswasser sind, so müssen sie trotzdem den für Leitungswasser festgelegten Normen entsprechen.

Der Betreiber lässt die Qualität dieses Wassers durch ein für die Analyse des Wassers gemäß den geltenden Vorschriften akkreditiertes und kraft der Artikel R.101 ff. des Buches I des Umweltgesetzbuches zugelassenes Labor kontrollieren.

§ 2. Um die von den Bestimmungen des Artikels 21 und ggf. der Artikel 20 und 57 erforderte Gemäßheit der Wasserqualität zu gewährleisten, wird eine ausreichende Menge frischen Wassers täglich hinzugefügt.

§ 3. Das Verfahren zur Aufbereitung des Schwimmbadwassers besteht in einer Vorfiltration, einer Filterung, einer Desinfektion und einem System zur Frischwasserzugabe.

Für die mit Chlor desinfizierten Schwimmbäder besteht das Verfahren zudem in einer pH-Korrektur.

§ 4. Die Ausrüstung zeichnet durchgehend automatische und zuverlässige Messungen des Desinfektionsmittelgehalts und des pH-Werts auf, und bei Schwimmbädern, die Chlor als Desinfektionsmittel benutzen, werden diese Parameter automatisch korrigiert.

§ 5. Chemische Mittel dürfen nicht unmittelbar in das Schwimmbad eingespritzt werden.

§ 6. Die Ausströmungsmenge wird nach der Filterung und vor dem Einlass in ein jedes Schwimmbecken gemessen, um die Kontrolle der Aufbereitungszeit des Wassers zu gewährleisten.

§ 7. Der Betreiber sorgt dafür, dass die technischen Anlagen des Schwimmbads regelmäßig gewartet werden.

§ 8. Das Schwimmbeckenwasser enthält keinerlei Bestandteile oder Keime, die in derartigen Mengen vorhanden sind, dass für die Gesundheit der Badegäste Gefahr besteht.

§ 9. Die Tageslicht- und künstliche Beleuchtung sind derart eingerichtet, dass deren Spiegelung im Wasser auf ein Minimum beschränkt ist.

Die Beleuchtung wird derart eingerichtet, dass der Beckengrund unter jeglichem Blickwinkel sichtbar ist.

Art. 17 - §1. Die technischen Räume und die Lagerräume sind zur Lieferung der Produkte leicht zugänglich, ohne es für die Öffentlichkeit zu sein.

§ 2. Die Behälter für chemische Mittel, die Lagerräume und Rohrleitungen sind gekennzeichnet oder identifiziert.

§ 3. Ein von dem Betreiber bezeichnetes fachkundiges Personalmitglied der Badeanstalt führt eine tägliche Überprüfung der gesamten Anlage durch.

§ 4. Ein von dem Betreiber bezeichnetes fachkundiges Personalmitglied der Badeanstalt ist bei jeder Lieferung von gefährlichen Produkten anwesend.

§ 5. Individuelle Schutzmittel bestehen insbesondere aus einem Atmungsgerät, einer Brille und Handschuhen. In unmittelbarer Nähe der technischen Räume und Lagerräume sind ein Spülbecken und ein Augenduschesystem eingerichtet, die an das Trinkwassernetz angeschlossen sind.

Diese Ausrüstungen müssen jederzeit zugänglich und funktionsfähig sein, um die Sicherheit im Falle von Undichtheiten oder bei Zwischenfällen zu gewährleisten.

§ 6. Die Lagerung in loser Schüttung der gefährlichen Produkte erfolgt in getrennten, ausschließlich der Lagerung dieser Produkte vorbehaltenen Räumen.

Die Produkte in loser Schüttung, die untereinander reagieren können, werden in getrennten, ausschließlich der Lagerung dieser Produkte vorbehaltenen Räumen gelagert.

Zwischen dem Tank des Lastwagens zur Lieferung chemischer Mitteln in loser Schüttung und dem Eingang der Lagereinrichtung der Badeanstalt wird ein Rohr ohne Zwischenverbindungsstück benutzt. Es werden spezifische, mit inkompatiblen Ansatzstücken versehene Rohre benutzt.

Für jedes gefährliche Produkt wird jeweils ein Rohr benutzt, das mit einem für die Art des Produktes spezifischen Ansatzstück versehen und mit den Ansatzstücken anderer Produkte inkompatibel ist.

Die in loser Schüttung gelagerten Produkte werden in geschlossenen Behältern von mindestens 1 500 Litern gelagert. Jeder Behälter wird in einem zu diesem Zweck konzipierten Retentionsbecken untergebracht, dessen Fassungsvermögen mindestens 110 % des Behälters beträgt, den es aufnimmt. Diese Behälter sind mit einem deutlich sichtbaren Höhenstandsanzeiger und einem Entgasungssystem mit Gas-Luftwäscher versehen, um giftige Ausströmungen zu verhindern. Diese Behälter dürfen lediglich in ihrem oberen Teil Öffnungen aufweisen.

Die Zwischenbehälter – die sogenannten "Tagesbecken" –, aus denen die gefährlichen Produkte dosiert werden können, beinhalten nicht mehr als die für zwei Tage Betrieb erforderliche Menge.

Jeder Zwischenbehälter wird in einem zu diesem Zweck konzipierten Retentionsbecken untergebracht, dessen Fassungsvermögen mindestens 110 % des Behälters beträgt, den es aufnimmt.

§ 7. Die Lagerung der gefährlichen Produkte in Kanistern erfolgt an einem zu diesem Zweck vorbehaltenen Platz.

Wenn es sich um einen Raum handelt, ist er lediglich durch Freiluft belüftet und von den Außenlufteinlässen der Badeanstalt entfernt.

§ 8. Die Kanister dürfen nicht aufgestapelt sein, sondern sind in Retentionsbecken mit einem Fassungsvermögen von 50% des gesamten gelagerten Volumens oder in individuellen Retentionskästen mit einem Fassungsvermögen von 110% des gelagerten Volumens des Kanisters gelagert.

Die Produkte, die untereinander reagieren können, werden in getrennten Retentionskästen gelagert.

Abschnitt 2 – Hygiene und Qualität des Wassers

Art. 18 - §1. Die Desinfektionstechniken und -methoden, die nicht ausschließlich auf Chlorierung beruhen, können durch Sonderbedingungen reguliert werden.

§ 2. Bei den Schwimmbädern, die mit Chlor desinfiziert werden, wird der pH-Wert mit Hilfe von Salz- oder Schwefelsäure eingestellt.

Art. 19 - § 1. Das Wasser eines jeden Schwimmbads wirkt desinfizierend.

§ 2. Die zur Wasseraufbereitung verwendeten chemischen Produkte müssen gleichzeitig für die Aufbereitung von öffentlichem Leitungswasser zugelassen sein.

§ 3. Das Schwimmbadwasser entspricht den in den nachstehenden Tabellen A (wenn die Desinfektion ausschließlich mit NaOCl oder Cl₂ erfolgt), B und C festgelegten Qualitätsnormen sowie ggf. den in den Tabellen E und G der Artikel 50 bzw. 57 festgelegten Normen:

Tabelle A: CHEMISCHE PARAMETER (für Desinfektionen ausschließlich mit NaOCl oder Cl ₂)				
Arten	Methoden	Einheiten	Werte	
			Leitwerte	Grenzwerte
pH Unterer Grenzwert	Elektrometrie		7,2	6,5
Oberer Grenzwert			7,4	7,6
Harnstoff: oberer Grenzwert	Berthelot oder Diacetylmonoxim	mg/l		2
Oxidierbarkeit in warmem und saurem Medium (KmnO ₄): oberer Grenzwert (O ₂)	Titrimetrie mit Kaliumpermanganat	mg/l	5	
Gebundenes Chlor: oberer Grenzwert	Kolorimetrie (DPD)	mg/l	0,3	0,8
Chlorid (wenn der pH-Wert mit Hilfe von Salzsäure eingestellt wird, und mit Ausnahme der salzhaltigen Becken): oberer Grenzwert (Cl)	Potentiometrie, Titrimetrie oder Ionenchromatographie	mg/l		800
Sulfate (wenn der pH-Wert mit Hilfe von Schwefelsäure eingestellt wird): oberer Grenzwert	Kontinuierliche Durchflussanalyse (CFA) oder Ionenchromatographie	mg/l		500

Tabelle B: BAKTERIOLOGISCHE PARAMETER			
Arten	Methoden	Einheiten	Höchstzulässige Werte
Aerobe Keime insgesamt	Keimzählung nach Impfung auf Agar-Agar-Nährboden	Anzahl/ml	100
<i>Pseudomonas aeruginosa</i>	Keimzählung nach Membranfiltration	Anzahl/100 ml	0
Koagulase-positive Staphylokokken	Keimzählung nach Membranfiltration	Anzahl/100 ml	0
Intestinale Enterokokken	Keimzählung nach Membranfiltration	Anzahl/100 ml	0

Tabelle C: PHYSIKALISCHE PARAMETER		
Arten	Werte	
	Leitwerte	Grenzwerte
Sichttiefe		Sichtbarkeit des Beckengrunds (*)
Sichtbare Verschmutzung		Keine
Farbe		Keine

(*) Ein dunkelfarbiges Zeichen mit einer Seitenlänge von 30 cm wird an der tiefsten Stelle angebracht.

§ 4. Eine Überschreitung der pH-Grenzwerte und der physikalischen Parameter der Tabelle C sowie ggf. der in den Tabellen E und G angeführten Feldparameter oder die Nichtbeachtung der Sonderbedingungen, die die zuständige Behörde aufgrund von Artikel 18, § 1, Absatz 1 vorschreiben kann, erfordert die Schließung des Schwimmbads, wenn nicht alle Abhilfemaßnahmen innerhalb einer halben Stunde eingeleitet werden können.

Abschnitt 3 – Vorbeugung vom Vorhandensein der Bakterien "Legionella pneumophila" in den Sanitäranlagen

Art. 20 - Der Betreiber erstellt einen Bewirtschaftungsplan in Bezug auf alle Brauchwarmwasserleitungen einschließlich derjenigen, die alle anderen Anlagen versorgen, wenn diese an dasselbe Brauchwarmwassernetz angeschlossen sind, wie das des Schwimmbads.

Art. 21 - Der Bewirtschaftungsplan umfasst u.a.:

1° die Identifizierungs- und Kontaktdaten des Betreibers;

2° ein allgemeines Schema und eine technische Beschreibung des Warm- und des Kaltwassernetzes einschließlich der kritischen Verbrauchsstellen und der Probenahmestellen;

3° eine Messung des Vorhandenseins von *Legionella pneumophila* im Brauchwarmwasser, damit die Gefahren einer zu starken Kontaminierung und die Aerosolbildung identifiziert werden können, insbesondere was die Bautechnik, die Warmwasserversorgungstechnik und die verwendeten Materialien betrifft;

4° Vorbeugungsmaßnahmen in Bezug auf das Brauchwarmwassernetz und ggf., je nach den Ergebnissen der oben erwähnten Gefahrenanalyse, auf das Kaltwassernetz.

Bei jeder Änderung am Warmwassernetz oder bei jedem sonstigen Eingriff, der Einfluss auf die Gefahr haben könnte, wird der Bewirtschaftungsplan neu überprüft und ggf. abgeändert.

Der Bewirtschaftungsplan wird dem mit der Überwachung beauftragten Beamten zur Verfügung gehalten.

Art. 22 - Die Vorbeugungsmaßnahmen stützen sich vor allem auf Temperaturmessungen und Analysekampagnen bezüglich der *Legionella pneumophila* in jedem Brauchwarmwassernetz und ggf., je nach den Ergebnissen der in Artikel 21 erwähnten Gefahrenanalyse, im Kaltwassernetz.

Die Vorbeugungsmaßnahmen werden regelmäßig vom Betreiber ausgeführt, auch wenn innerhalb der Badeanstalt keine *Legionella pneumophila* entdeckt wurden.

Art. 23 - Zweimal im Jahr lässt der Betreiber Wasserprobenahmen von einem akkreditierten oder für die Probenahme und die Zählung der *Legionella pneumophila* zugelassenen Labor im Abstand von 6 Monaten durchführen, um die Bakterienmenge der *Legionella pneumophila* in seinen Brauchwasseranlagen zu messen. Die Probenahmestellen werden nach einer Probenahmestrategie bestimmt, die die Anzahl kritischer Verbrauchsstellen berücksichtigt. Die am wenigsten gebrauchten und die von der Brauchwarmwasserbereitung am weitesten entfernten Wasserauslässe sind für die Probenahme vorrangig.

Außerdem wird eine Probenahme- und Messungskampagne in Bezug auf *Legionella pneumophila* vor Eröffnung des Schwimmbads durchgeführt, wenn dieses seit mehr als einem Monat nicht betrieben worden ist.

Die Proben werden von einem akkreditierten oder für die Probenahme und die Zählung der *Legionella pneumophila* im Brauchwasser zugelassenen Labor kontrolliert.

Es werden zwei Reihen von Probenahmen durchgeführt: Die erste wird vorgenommen, bevor das Wasser fließt, und die zweite, nachdem das Wasser während 2 bis 3 Minuten abgeflossen ist, um das Ausmaß der Kontamination des Netzes zu überwachen.

Art. 24 - Die Anzahl *Legionella pneumophila* im Wasser kritischer Verbrauchsstellen darf die in der nachstehenden Tabelle D angeführte Wachsamkeitsschwelle nicht überschreiten:

Tabelle D: WASSERQUALITÄT AN KRITISCHEN VERBRAUCHSSTELLEN					
Parameter	Methode	Einheit	Wachsamkeitsschwelle	Einsatzschwelle	Schließungsschwelle
Legionella pneumophila	Direkte Einimpfung nach Konzentration durch Filtrierung; Säure- und Wärmebehandlung	Anzahl KBE/l	1 000	5 000	10 000

Art. 25 - Der Betreiber erstellt einen Einsatzplan, der die bei Überschreitung der Wachsamkeitsschwelle zu treffenden Abhilfemaßnahmen anführt.

Im Einsatzplan stehen mindestens folgende Auskünfte:

1° das Datum der letzten Aktualisierung der im Einsatzplan angegebenen Auskünfte;

2° die Identität und Kontaktdaten des Verfassers des Einsatzplans und des Bewirtschaftungsplans, im Hinblick auf eine schnelle Kontaktaufnahme;

3° die Kontaktdaten des zur Durchführung von Arbeiten an den kontaminierten Anlagen befähigten Technikers;

4° die Maßnahmen zur Informierung des technischen Personals, der Bevölkerung und des Pflegepersonals, falls erforderlich;

5° Schemata der Hydraulikkreise mit Angabe der Stellungen der Ventile, die die Absperrung der mit Bakterien kontaminierten Kreise ermöglichen;

6° die je nach dem Kontaminierungsgrad des Netzes durchzuführenden Maßnahmen, wie z.B. Entkalken, Ablassen, Temperatureinstellung, Behebung materieller oder chemischer Schäden;

7° die Kontrollmaßnahmen zur Bewertung der Effizienz von eingeleiteten Maßnahmen zur Eindämmung der Kontamination.

Der Einsatzplan wird dem mit der Überwachung beauftragten Beamten zur Verfügung gehalten.

Art. 26 - § 1. Wenn die gemessene Menge der *Legionella pneumophila* die Wachsamkeitsschwelle erreicht oder überschreitet, ohne jedoch die Einsatzschwelle zu erreichen, ergreift der Betreiber die im Einsatzplan vorgesehenen Abhilfemaßnahmen, bis das Ergebnis weniger als 1 000 KBE/l beträgt, und überprüft den Bewirtschaftungsplan, dessen Ausführung und das Brauchwarmwassernetz noch einmal.

§ 2. Wenn die gemessene Menge der *Legionella pneumophila* die Einsatzschwelle erreicht oder überschreitet, ohne jedoch die Schließungsschwelle zu erreichen, ergreift der Betreiber die im Einsatzplan vorgesehenen Abhilfemaßnahmen, bis das Ergebnis wieder unter der Wachsamkeitsschwelle für *Legionella pneumophila* liegt, und überprüft den Bewirtschaftungsplan noch einmal.

Innerhalb von 10 Tagen nach Ausführung der im Einsatzplan vorgesehenen Maßnahmen lässt der Betreiber eine neue Probenahme und eine neue Analyse durchführen, um sich der Wirksamkeit der getroffenen Maßnahmen zu vergewissern.

Wenn die Anzahl KBE/l der Einsatzschwelle immer noch gleich ist bzw. sie überschreitet, so hat der Betreiber sein Schwimmbad und das Brauchwarmwassernetz unverzüglich zu schließen und den mit der Überwachung beauftragten Beamten sowie den Bürgermeister der Gemeinde, in der die Badeanstalt gelegen ist, per Fax oder E-Mail davon in Kenntnis zu setzen.

Wenn eine Probenahme und eine neue, von einem akkreditierten oder für die Zählung der *Legionella pneumophila* im Brauchwarmwasser zugelassenen Labor durchgeführte Analyse bezeugen, dass die Anzahl KBE/l wieder unter der Wachsamkeitsschwelle liegt, dürfen das Schwimmbad und das Brauchwarmwassernetz wieder eröffnet werden.

Unverzüglich setzt der Betreiber den mit der Überwachung beauftragten Beamten per Fax oder per E-Mail vom Datum der Wiedereröffnung der Badeanstalt in Kenntnis.

§ 3. Wenn die gemessene Bakterienmenge die Schließungsschwelle erreicht oder überschreitet, hat der Betreiber:

1° sein Schwimmbad und das Brauchwarmwassernetz unverzüglich zu schließen;

2° unverzüglich den mit der Überwachung beauftragten Beamten sowie den Bürgermeister der Gemeinde, in der die Badeanstalt gelegen ist, per Fax oder E-Mail zu benachrichtigen;

3° die im Einsatzplan vorgesehenen Maßnahmen einzuleiten;

4° binnen 3 Tagen nach Ausführung der im Einsatzplan vorgesehenen Maßnahmen eine Probenahme und eine Analyse durchführen zu lassen, wobei Letztere von einem akkreditierten oder für die Zählung der *Legionella pneumophila* im Brauchwarmwasser zugelassenen Labor durchzuführen ist.

5° Wenn eine Probenahme und eine neue, von einem akkreditierten oder für die Zählung der *Legionella pneumophila* im Brauchwarmwasser zugelassenen Labor durchgeführte Analyse bezeugen, dass die Anzahl KBE/l wieder unter der Wachsamkeitsschwelle liegt, darf der Betreiber das Schwimmbad und das Brauchwarmwassernetz wieder eröffnen; unverzüglich setzt er den mit der Überwachung beauftragten Beamten per Fax oder per E-Mail vom Datum der Wiedereröffnung der Badeanstalt in Kenntnis.

6° Er stellt sicher, dass eine Probenahme und eine neue, von einem akkreditierten oder für die Probenahme und die Zählung der *Legionella pneumophila* im Brauchwarmwasser zugelassenen Labor durchgeführte Analyse 10 Tage nach der Wiedereröffnung des Schwimmbads und des Brauchwarmwassernetzes vorgenommen werden. Unverzüglich übermittelt er die Ergebnisse per Fax oder E-Mail dem mit der Überwachung beauftragten Beamten sowie dem Bürgermeister der Gemeinde, in der die Badeanstalt gelegen ist.

KAPITEL IV – Brand- und Unfallverhütung

Art. 27 - Vor der Durchführung des Projekts und vor jeglicher Änderung der Räumlichkeiten und der Betriebsverhältnisse, die eine Änderung der Brandgefahr oder der Ausbreitung des Feuers ergeben könnte, erkündigt sich der Betreiber beim örtlich zuständigen Feuerwehrdienst über die zu treffenden Maßnahmen und die einzusetzenden Ausrüstungen in Sachen Brand- und Explosionsverhütung und -bekämpfung im Rahmen des Schutzes der Öffentlichkeit und der Umwelt.

Der Betreiber setzt diese Maßnahmen unverzüglich um.

Art. 28 - Das Schwimmbecken ist für die auswärtigen Rettungsdienste leicht zugänglich und derart konzipiert, dass eine Person leicht und schnell auf einer Tragbahre abtransportiert werden kann.

Art. 29 - Eine Notbeleuchtung ist in den der Öffentlichkeit zugänglichen Räumen, einschließlich der Evakuierungsbereiche, sowie in den technischen Räumen und deren Zugängen, vorgesehen.

Art. 30 - § 1. Die durchsichtigen Türen und Wände werden sichtbar gemacht und es werden Vorkehrungen getroffen, damit Verletzungen der Badegäste im Falle von Glasbruch verhindert werden.

§ 2. Alle Ausgänge, einschließlich der Notausgänge, sind den Personen zugänglich, die sich in den Betriebsräumen befinden.

§ 3. Alle Ausgänge, einschließlich der Notausgänge, sind durch vorschriftmäßige Bildzeichen angezeigt. Diese sind deutlich sichtbar. Die Bildzeichen sind normal beleuchtet und mit einer Notbeleuchtung versehen.

Die Türen lassen sich in Richtung des Ausgangs öffnen.

Art. 31 - § 1. Die Badegäste stehen unter der unmittelbaren und ständigen Aufsicht von mindestens einer für deren Sicherheit verantwortlichen Person.

In einem Schwimmbad mit einer maximalen Wasserhöhe von mehr als 1,4 Metern sind die für die Sicherheit der Badegäste verantwortlichen Rettungsschwimmer im Besitz des von der zuständigen Verwaltungsbehörde gemäß der Gesetzgebung zur Organisierung des Sports in den Gebieten französischer oder deutscher Sprache ausgestellten oder beglaubigten höheren Rettungsschwimmerdiploms oder jeglicher sonstigen, von der Verwaltungsbehörde als gleichwertig anerkannten Qualifikation.

In einem Schwimmbad mit einer maximalen Wasserhöhe von höchstens 1,4 Metern sind die für die Sicherheit der Badegäste verantwortlichen Rettungsschwimmer im Besitz des von der zuständigen Verwaltungsbehörde gemäß der Gesetzgebung zur Organisierung des Sports in den Gebieten französischer oder deutscher Sprache ausgestellten oder beglaubigten Rettungsschwimmergrunddiploms oder jeglicher sonstigen, von der Verwaltungsbehörde als gleichwertig anerkannten Qualifikation.

§ 2. Die für die Sicherheit der Badegäste verantwortlichen Rettungsschwimmer erhalten mindestens einmal im Jahr ein obligatorisches Training zum Erlernen der Erst-Hilfe-, Wiederbelebungs- und Rettungsmethoden.

Die Modalitäten dieses Trainings sind von der in §1, Absätze 2 und 3 erwähnten zuständigen Verwaltungsbehörde anerkannt.

Eine Abschrift des Diploms wird am Betriebsort aufbewahrt und steht dem mit der Überwachung beauftragten Beamten zur Verfügung.

§ 3. § 1 ist nicht anwendbar:

1° auf die Schwimmbäder der touristischen Unterbringungsbetriebe wie z.B. Hotels, Ferienwohnungen auf dem Lande, Campings während der Perioden, in denen der Zugang allein den dort wohnhaften Personen vorbehalten ist;

2° auf therapeutische Schwimmbecken.

Art. 32 - Die höchstzulässige Besucheranzahl der Schwimmbäder überschreitet niemals einen Badegast auf zwei Quadratmeter Wasserfläche.

Für Schwimmbäder, die dem Schwimmunterricht und dem Sporttraining vorbehalten sind, ist die empfohlene Anzahl Badegäste ein Badegast auf drei Quadratmetern Wasserfläche.

Art. 33 - Die Wassertiefe und die Stellen mit Tauchverbot sind deutlich für die Badegäste an allen Stellen angezeigt, an denen die Sicherheit gefährdet sein kann.

Jede plötzliche Änderung der Wassertiefe ist deutlich angezeigt.

Art. 34 - Die Badeanstalt ist mindestens mit einem Telefonposten mit einer direkten, jederzeit leicht zugänglichen Auswärtsverbindung ausgerüstet.

Art. 35 - Die Badeanstalt enthält einen leicht zugänglichen Erste-Hilferaum oder -schrank, der mit Pflege- und Wiederbelebungsmaterial ausgerüstet ist, das in einem perfekten, direkt einsatzfähigen Zustand gehalten wird.

Das Pflegematerial enthält ständig mindestens den vorschriftsmäßigen Inhalt der Anlage 1.

Mit Ausnahme der Schwimmbäder von touristischen Unterkünften während den Perioden, in denen der Zugang allein den dort übernachtenden Personen vorbehalten ist, besteht das Wiederbelebungsmaterial aus einem Sauerstoffversorgungsmaterial wie folgt:

1° einer Atemmaske für Erwachsene;

2° einer Atemmaske für Kinder;

3° einem autostatischen kompressiblen Beatmungsbeutel mit Patientenventil und Einlassventil;

4° einer medizinischen Sauerstoffflasche, die mit einem Druckminderer und Durchflussmesser versehen und an den Beatmungsbeutel angeschlossen ist. Die Sauerstoffflasche muss einer von einem kraft der Zulassung von auswärtigen Diensten für die technischen Kontrollen am Arbeitsplatz zugelassenen auswärtigen Dienst durchgeführten Druckprüfung unterzogen werden.

Art. 36 - § 1. Der mit der Überwachung beauftragte Beamte wird innerhalb von 48 Stunden von jeglichem Unfall mit Verletzten, der den Tod oder eine Krankenhausüberweisung zur Folge hatte, und von jeglicher Betriebsstörung, die zur Evakuierung oder Betriebsschließung geführt hat, in Kenntnis gesetzt.

§ 2. Jeder bedeutende Unfall mit Verletzten wird auf einem Formular, dessen Muster in der Anlage 2 angegeben wird, schriftlich festgehalten.

§ 3. Jede Betriebsstörung, die zur Evakuierung oder Schließung des Schwimmbads geführt hat, wird auf einem Formular, dessen Muster in der Anlage 3 angegeben wird, schriftlich festgehalten.

§ 4. Jedes Jahr vor dem 1. April übermittelt der Betreiber dem mit der Überwachung beauftragten Bediensteten eine zusammenfassende Übersicht der in § 2 erwähnten Unfälle, die sich im Laufe des Vorjahrs ereignet haben.

Die zusammenfassende Übersicht wird gemäß dem in der Anlage 4 angegebenen Formular verfasst.

KAPITEL V – Abwasserableitung

Art. 37 - § 1. Das Abwasser aus der Spülung und Rückspülung der Filter, das Ablasswasser und das Wasser aus dem Entleeren der Schwimmbäder wird industriellem Abwasser gleichgestellt.

§ 2. Die Badeanstalten sind mit einem Abwassernetz versehen, durch welches das Industrieabwasser, das Haushaltsabwasser und das Regenwasser getrennt behandelt werden.

§ 3. Die Schwimmbäder werden mechanisch gereinigt, durch Abbürsten oder mittels eines Hochdruckreinigers.

Wenn sich die Benutzung von Chemikalien, wie z.B. Bleichlauge oder ein Entkalkungsmittel als notwendig erweist, muss die vom Lieferanten vorgeschriebene Dosierung eingehalten werden.

§ 4. Werden die Schwimmbäder in das öffentliche Kanalisationsnetz entleert, so muss der Betreiber zunächst mit der zuständigen Klärungseinrichtung Kontakt aufnehmen. Der Betreiber beachtet die Periode für die und den maximalen Durchfluss der Abwasserableitung, die ggf. je nach der Kapazität des Netzes und der Klärungsanlagen von der zuständigen Klärungseinrichtung bestimmt werden.

Werden die Schwimmbäder, die als Desinfektionsmittel Chlor benutzen, in ein gewöhnliches Oberflächenwasser, einen künstlichen Ableitweg für Regenwasser oder eine Vorrichtung für die Ableitung durch Versickerung in den Boden entleert, muss der Betreiber zunächst eine Messung des Aktivchlorgehalts vornehmen, um sicherzugehen, dass das Abwasser den nachstehend festgelegten Bedingungen für die Einleitung genügt. Ggf. wird das Abwasser bei der Entleerung über eine Dechlorierungsanlage geführt. Diese Anlage wird regelmäßig gewartet, damit die nachstehenden Ableitungsbedingungen eingehalten werden.

§ 5. Ein Schema aller Netze und ein Plan der Abwasserkanalisationen werden vom Betreiber erstellt, regelmäßig aktualisiert, insbesondere nach jeder bedeutenden Änderung, und datiert. Auf dem Plan der Abwassersammlungsnetze sind insbesondere die gesammelten Bereiche, die Anschlussstellen, Kontrollschächte, Wassereinläufe, Pumpstationen, Messstationen, handbetätigten und automatischen Ventile deutlich sichtbar.

Sie werden dem mit der Überwachung beauftragten Beamten sowie den Feuerwehr- und Rettungsdiensten zur Verfügung gehalten.

§ 6. Die Einleitung von Industrieabwasser in ein gewöhnliches Oberflächenwasser, einen künstlichen Ableitweg oder eine Vorrichtung für die Ableitung durch Versickerung in den Boden unterliegt folgenden Bedingungen:

1° der pH-Wert des abgeleiteten Wassers darf 9 nicht überschreiten oder 6,5 nicht unterschreiten;

2° die Temperatur des abgeleiteten Abwassers darf 30°C nicht überschreiten;

3° der Gehalt an Schwebstoffen (SS) in dem abgeleiteten Wasser darf 60 mg/l nicht überschreiten;

4° der Gehalt an anionischen, kationischen und nichtionischen Detergenzien des abgeleiteten Abwassers darf 3 mg pro Liter nicht überschreiten;

5° für die mit Chlor desinfizierten Schwimmbäder darf der Aktivchlorgehalt des abgeleiteten Wassers 0,05 mg/l nicht überschreiten;

6° das abgeleitete Wasser darf die in den Artikeln R.131 bis R.141 und in den Anlagen I und VII des verordnungsrechtlichen Teils des Buches II des Umweltgesetzbuches, welches das Wassergesetzbuch enthält, erwähnten Stoffe nicht enthalten.

Auf keinen Fall darf das Industrieabwasser durch die ggf. bestehenden Vorrichtungen zur Behandlung von Haushaltsabwasser fließen.

§ 7. Die Einleitung von Industrieabwasser in eine öffentliche Kanalisation unterliegt folgenden Bedingungen:

1° der pH-Wert des abgeleiteten Wassers darf 9,5 nicht überschreiten oder 6 nicht unterschreiten;

2° die Temperatur des abgeleiteten Abwassers darf 45°C nicht überschreiten;

3° der Gehalt an Schwebstoffen (SS) in dem abgeleiteten Wasser darf 1 000 mg/l nicht überschreiten;

4° diese Schwebstoffe dürfen von Ihrer Struktur aus der Funktion der Förder- und Klärstationen nicht schaden;

5° die Dimension der Schwebstoffe darf 10 mm Durchmesser nicht überschreiten;

6° das abgeleitete Abwasser darf keine Stoffe enthalten, die eine Gefahr für das Wartungspersonal der Kanalisationen und der Kläranlagen darstellen, die Kanalisationen beschädigen oder verstopfen, die Funktion der Pump- oder Kläranlagen beeinträchtigen können;

7° im abgeleiteten Abwasser dürfen keine brennbaren oder explosionsgefährlichen Dissousgase oder Produkte, die die Entwicklung derartiger Gase verursachen können, enthalten sein;

8° es ist verboten, feste Abfälle, die vorher mechanisch zerkleinert worden sind, oder solche Abfälle enthaltendes Abwasser zu entsorgen oder abzuleiten;

9° das abgeleitete Wasser darf die in den Artikeln R.131 bis R.141 und in den Anlagen I und VII des verordnungsrechtlichen Teils des Buches II des Umweltgesetzbuches, welches das Wassergesetzbuch enthält, erwähnten Stoffe nicht enthalten.

Auf keinen Fall darf das Industrieabwasser durch die ggf. bestehenden Vorrichtungen zur Vorbehandlung von Haushaltsabwasser fließen.

KAPITEL VI – Kontrolle

Art. 38 - § 1. Die Transparenz, die Temperatur und der pH-Wert des Wassers im Schwimmbad werden vom Betreiber vor Öffnung der Badeanstalt mindestens zweimal während der Öffnungszeiten mit einem Intervall von mindestens 4 Stunden kontrolliert.

Die Messung des pH-Werts erfolgt anhand einer Wasserprobe aus dem Becken, die stets an der gleichen Stelle, in der Nähe des Beckenrandes, in den ersten 30 Zentimetern ab der Oberfläche und an einem möglichst weit vom Einlass des behandelten Wassers in das Becken entfernten Ort entnommen wird.

Die gemessenen pH-Werte werden unverzüglich mit den durchgehend ausgehängten Werten verglichen.

§ 2. Für die mit Chlor (NaOCl oder Cl₂) desinfizierten Schwimmbäder werden das vorhandene freie Chlor, das Aktivchlor und das gebundene Chlor vom Betreiber mindestens vor der Öffnung der Badeanstalt und mindestens zweimal während der Öffnungszeiten anhand einer stets an der gleichen Stelle, in der Nähe des Beckenrandes, in den ersten 30 Zentimetern ab der Oberfläche und an einem möglichst weit vom Einlass des behandelten Wassers in das Becken entfernten Ort mittels einer Probe des Beckenwassers kontrolliert.

Die gemessenen Werte des freien Chlors werden unverzüglich mit den durchgehend ausgehängten Werten verglichen.

Das Aktivchlor wird ab dem pH-Wert und dem freien Chlor gemäß der in der Anlage 5 stehenden Tabelle bestimmt.

§ 3. Der Betreiber lässt die Wasserqualität der Schwimmbäder zwecks einer Analyse des Wassers mindestens jeden Monat durch ein gemäß der geltenden Vorschriften akkreditiertes und kraft der Artikel R.101 ff. des Buches I des Umweltgesetzbuches zugelassenes Labor kontrollieren. Dieses Labor wird die chemischen, bakteriologischen und physikalischen Parameter nach Art. 19 und ggf. nach Art. 50 und 57 kontrollieren.

§ 4. Der Betreiber oder dessen Beauftragter sorgt dafür, dass die zwecks der Analyse vorgenommenen Probenahmen mindestens zwei Stunden nach Öffnung des Schwimmbads und stets an der gleichen Stelle erfolgen, das heißt in der Nähe des Beckenrandes, in den ersten 30 Zentimetern ab der Oberfläche, und an einem möglichst weit vom Einlass des behandelten Wassers in das Becken entfernten Ort.

Die Probenahme wird von dem Laboratorium durchgeführt.

Die Uhrzeit und die Anzahl der Badegäste werden angegeben.

Das Desinfektionsmittel wird sorgfältig in der der mikrobiologischen Analyse vorbehaltenen Probenahme neutralisiert.

Der pH-Wert sowie ggf. das freie Chlor und das Aktivchlor werden zum Zeitpunkt der Probenahme von dem Laboratorium gemessen.

§ 5. Der Betreiber sorgt dafür, dass die bakteriologischen Analysen binnen 24 Stunden ab der Probenahme durchgeführt werden, und die Ergebnisse dieser Analysen ihm binnen 10 Tagen ab dem Tag nach der Probenahme mitgeteilt werden.

§ 6. Ein vorschriftswidriges bakteriologisches Ergebnis verlangt unverzüglich eine neue Analyse, und der Betreiber benachrichtigt unverzüglich den mit der Überwachung beauftragten Beamten davon und teilt ihm mit, welche Maßnahmen getroffen wurden.

Wenn die Ergebnisse dieser neuen Analyse wiederum vorschriftswidrig sind, wird das Schwimmbad bis zur Normalisierung der Lage geschlossen. Der mit der Überwachung beauftragte Beamte wird sofort über die Schließung der Badeanstalt informiert.

Eine Überschreitung der höchstzulässigen Werte in 10% der in den letzten 10 vorhergehenden Monaten analysierten Proben wird geduldet.

§ 7. Eine Abschrift der Analyseergebnisse wird der Kundschaft und dem mit der Überwachung beauftragten Beamten zur Verfügung gehalten.

§ 8. Der Bericht über die vom gemäß den geltenden Vorschriften akkreditierten und kraft der Artikel R.101 ff. des Buches I des Umweltgesetzbuches zugelassenen Labor vorgenommenen Analysen des Wassers wird an einer Stelle, die zwangsläufig von den Badegästen betreten wird, z.B. unter anderem bei der Kasse oder am Eingang der Umkleieräume angeschlagen. Dieser Analysebericht ist weniger als 40 Tage alt.

§ 9. Der mit der Überwachung beauftragte Beamte kann stets zusätzliche Analysen auf Kosten des Betreibers fordern.

Art. 39 - Vor der Inbetriebsetzung eines neuen Schwimmbads oder nach jeder strukturellen Änderung des Schwimmbads wird der Umlauf des Schwimmbeckenwassers durch einen Test, wie beispielsweise einen farbmetrischen Test, festgestellt.

Art. 40 - Das abgeleitete Abwasser wird durch eine folgenden Anforderungen genügende Kontrollvorrichtung abgeführt:

1. eine leichte Entnahme von Proben des abgeleiteten Wassers möglich machen;
2. auf Anfrage oder Initiative des mit der Überwachung beauftragten Beamten die Entnahme von Proben des abgeleiteten Wassers ermöglichen;
3. leicht zugänglich sein, dies ohne vorherige Formalität;
4. an einem Ort stehen, der alle Garantien in Bezug auf die Menge und die Qualität des Wassers bietet.

Art. 41 - § 1. Der Betreiber führt eine Aufzeichnungsakte, in der folgende Auskünfte eingetragen werden:

- 1° die Ergebnisse der Analysen, die er gemäß Artikel 38, §1 und § 2 täglich durchführt;
 - 2° die Ergebnisse der regelmäßigen Analysen nach Artikel 38 § 3 durch das gemäß den geltenden Vorschriften akkreditierte oder kraft der Artikel R.101 ff. des Buches I des Umweltgesetzbuches zugelassene Labor.
 - 3° die angezeigten pH-Werte und Werte für das bzw. die Desinfektionsmittel zum Zeitpunkt der Probenahme durch das gemäß den geltenden Vorschriften akkreditierte oder kraft der Artikel R.101 ff. des Buches I des Umweltgesetzbuches zugelassene Labor.
 - 4° die Daten der Filterspülungen und der Ersetzung oder Zufügung von Filtermaterial, der Beckenentleerung und ggf. der Reinigung des Pufferbeckens;
 - 5° die tägliche Besucherzahl des Schwimmbads;
 - 6° die eventuellen Zwischenfälle, sowie alle Wartungsarbeiten, Prüfungen, Pannen, Reparaturen oder Unfälle;
 - 7° die monatlichen Ablesungen des Wasserzählerstands;
 - 8° die Bemerkungen in Zusammenhang mit den Prüfungen der technischen Anlagen des Schwimmbads, einschließlich der Eichung der Kontroll- und Messgeräte;
 - 9° die Namen der Personen, die für die Lager und die Annahme der gefährlichen und chemischen Produkte verantwortlich sind, und ihrer Stellvertreter;
 - 10° die Namen der Personen, die für die tägliche Kontrolle der Anlagen verantwortlich sind, und ihrer Stellvertreter;
 - 11° die Abschrift der Formulare der Anlagen 2, 3 und 4;
 - 12° die Bezeichnung, Eigenschaften und Lieferungsdaten der in der Badeanstalt benutzten chemischen Mittel.
- § 2. Die Aufzeichnungsakte wird dem mit der Überwachung beauftragten Beamten zur Verfügung gestellt und während fünf Jahren aufbewahrt.

Art. 42 - Der Betreiber führt ein Register zwecks der Aufzeichnung der Vorbeugungs- und Abhilfemaßnahmen, die im Bewirtschaftungsplan und im Einsatzplan nach Titel I, Kapitel III, Abschnitt 3 genannt sind.

Das Register wird dem mit der Überwachung beauftragten Beamten zur Verfügung gehalten.

Art. 43 - Der Betreiber hält die Berichte über die Kontrolle der Hochspannungs- und Niederspannungsanlagen zur Verfügung des mit der Überwachung beauftragten Beamten.

TITEL II – Auf die Hallenbäder anwendbare Bestimmungen

Art. 44 - Die Bestimmungen vorliegenden Titels sind unbeschadet der Bestimmungen des Titels I auf die Hallenbäder anwendbar.

KAPITEL I – Aufstellung und Bau

Art. 45 - Die Luftumwälzungssysteme und Luft-, Dampf- und Rauchableitungssysteme sind derart eingerichtet, dass sie die Öffentlichkeit und die Nachbarschaft nicht belästigen.

KAPITEL II – Betrieb

Abschnitt 1 – Luft

Art. 46 - § 1. Die zur Belüftung der Badeanstalt bestimmte Frischluft wird in ausreichender Entfernung von jeglicher anderen potentiellen Verschmutzungsquelle im Freien entnommen.

§ 2. Die Strömung der in die Schwimmbadhalle pulsierten Frischluftmenge muss einen Wert von 15 m³/h und pro m² Wasserfläche anstreben.

Die Luftwechselrate pro Stunde gibt an, wie oft die dem Volumen der Schwimmbadhalle entsprechende Luft innerhalb einer Stunde erneuert wird. Der Leitwert der Luftwechselrate pro Stunde in einer Schwimmbadhalle ist 5 Volumen/Stunde.

Art. 47 - Der relative Feuchtigkeitsgehalt der Luft wird unter 65 % gehalten. Zur Kontrolle dieses Gehalts verfügt der Betreiber in der Schwimmbadhalle über ein zwischen 1,5 und 2 Meter Bodenhöhe angebrachtes Hygrometer in gutem Betriebszustand.

Art. 48 - Die Schwimmbadhalle verfügt über ein Thermometer in gutem Betriebszustand.

Während der Öffnungszeiten für den Publikumsverkehr überschreitet die Lufttemperatur der Schwimmbadhalle mindestens um 2 °C diejenige des Wassers des größten Schwimmbeckens.

Abschnitt 2 – Hygiene und Qualität des Wassers

Art. 49 - Vorliegender Abschnitt ist anwendbar in dem Falle, wo Chlor alleine für die Behandlung des Beckenwassers benutzt wird.

Art. 50 - § 1. Neben den in Art. 19 genannten Qualitätsnormen entspricht das Wasser der ausschließlich mit Chlor (NaOCl oder Cl₂) desinfizierten Becken von Hallenbädern folgenden Qualitätsnormen:

Tabelle E (Ergänzung zur Tabelle A): CHEMISCHE PARAMETER				
Arten	Methoden	Einheiten	Werte	
			Leitwerte	Grenzwerte
Gemessenes freies Chlor	Kolorimetrie (DPD,)			
Untere Grenze		mg/l	0,5	0,5
Obere Grenze		mg/l	1	1,5
Aktivchlor	Berechnung auf der Grundlage des gemessenen freien Chlors und des pH-Werts (S. Anlage 5)	mg/l		0,4
Untere Grenze				

Abschnitt 3 – Chloramine

Art. 51 - § 1. Vorliegender Abschnitt ist anwendbar in dem Falle, wo Chlor alleine oder zusammen mit einem anderen Desinfektionsmittel für die Behandlung des Schwimmbadwassers benutzt wird.

Art. 52 - § 1. Der Betreiber sorgt dafür, dass die Kontrolle des Trichloramingehalts der Schwimmbadhallenluft einmal im Jahr zwischen dem 1. September und dem 30. April und zu einem für die Besucherzahl des Schwimmbads repräsentativen Zeitpunkt auf eigene Kosten von einem für Probenahmen, Analysen und Forschungen im Rahmen der Bekämpfung der Luftverschmutzung zugelassenen Labor oder Organ durchgeführt wird.

§ 2. Der Betreiber stellt sicher, dass die von dem für Probenahmen, Analysen und Forschungen im Rahmen der Bekämpfung der Luftverschmutzung zugelassenen Labor bzw. Organ vorgenommene Luftentnahme in Höhe der größeren Wassertiefe, am Schwimmbadrand und 1,5 Meter über dem Boden erfolgt.

Die Luftpumpstelle (Luftentnahmestelle) befindet sich so weit wie möglich von jeglicher Vorrichtung oder Struktur, die die korrekte Luftumwälzung beeinträchtigen könnten, sowie von den Lufteintritten und -auslässen der Halle entfernt.

Die Luftentnahme dauert von anderthalb bis zwei Stunden, wobei die Absaugleistung 1 Liter pro Minute beträgt. Während der gesamten Dauer der Luftentnahme bleibt die Pumpe unter Aufsicht des Personals des Analyselabors.

§ 3. Der Betreiber stellt sicher, dass im Bericht, der von dem für Probenahmen, Analysen und Forschungen im Rahmen der Bekämpfung der Luftverschmutzung zugelassenen Labor bzw. Organ übermittelt wird, das Datum, die Uhrzeit, die Dauer und die genaue Stelle der Luftentnahme – anhand eines Schemas – sowie die Anzahl Badegäste zu deren Zeitpunkt angegeben werden.

§ 4. Die Schwimmbadluft entspricht folgenden Qualitätsnormen:

Tabelle F: LUFTQUALITÄT				
Parameter	Methode	Einheit	Einsatzwert	Grenzwert
Trichloramin	Bestimmung der Chloride nach Reduzierung der Chlorverbindungen mit Hilfe von Diarsentrioxid und Natriumkarbonat	mg/m ³	0,5	1

Der Betreiber verfügt über einen bei Überschreitung des Einsatzwerts für Trichloramin (0,5 mg/m³) auszuführenden Einsatzplan.

§ 5. Im Falle einer Überschreitung des Einsatzwerts für Trichloramin (0,5 mg/m³) führt der Betreiber den Einsatzplan aus. Binnen 30 Tagen nach der Analyse, durch die eine Überschreitung des Einsatzwerts festgestellt wurde, wird eine neue Analyse der Luftqualität durchgeführt.

Wenn die Ergebnisse den Einsatzwert erneut überschreiten, bleibt die Badeanstalt geschlossen, bis der Trichloramingehalt wieder unter dem Einsatzwert liegt. Per Fax oder per E-Mail benachrichtigt der Betreiber den mit der Überwachung beauftragten Beamten und den Bürgermeister der Gemeinde, in der die Badeanstalt gelegen ist.

Die Badeanstalt darf wieder eröffnet werden, wenn durch einen Bericht, der von einem für Probenahmen, Analysen und Forschungen im Rahmen der Bekämpfung der Luftverschmutzung zugelassenen Labor oder Organ erstellt worden ist, nachgewiesen wird, dass der Trichloramingehalt weniger als der Einsatzwert beträgt.

Unverzüglich setzt der Betreiber den mit der Überwachung beauftragten Beamten per Fax oder per E-Mail vom Datum der Wiedereröffnung der Badeanstalt in Kenntnis.

§6. Eine Überschreitung des Grenzwerts 1 mg/m^3 erfordert die unverzügliche Schließung der Badeanstalt.

Per Fax oder per E-Mail benachrichtigt der Betreiber den mit der Überwachung beauftragten Beamten und den Bürgermeister der Gemeinde, in der die Badeanstalt gelegen ist.

Die Badeanstalt darf wieder eröffnet werden, wenn durch einen Bericht, der von einem für Probenahmen, Analysen und Forschungen im Rahmen der Bekämpfung der Luftverschmutzung zugelassenen Labor oder Organ erstellt worden ist, nachgewiesen wird, dass der Trichloramingehalt weniger als der Einsatzwert beträgt.

Unverzüglich setzt der Betreiber den mit der Überwachung beauftragten Beamten per Fax oder per E-Mail vom Datum der Wiedereröffnung der Badeanstalt in Kenntnis.

Art. 53 - Der Betreiber führt ein Register zwecks der Aufzeichnung der Maßnahmen, die im Einsatzplan nach Artikel 51 genannt sind.

Das Register wird dem mit der Überwachung beauftragten Beamten zur Verfügung gehalten.

KAPITEL III – Unfall- und Brandverhütung

Art. 54 - § 1. Die Tragstrukturen für die Stabilität oder Einrichtungsmaterialien, sowie deren Anschlussstücke sind von ihrer Art her oder durch eine Behandlung korrosionssicher und für eine visuelle Überprüfung zugänglich.

§ 2. Die visuelle Überprüfung der Tragstrukturen für die Stabilität oder Einrichtungsmaterialien, sowie deren Anschlussstücke erfolgt zum ersten Mal weniger als 10 Jahre nach der Inbetriebsetzung des Gebäudes und anschließend mindestens alle 5 Jahre.

Ein auf die Gebäudestabilität spezialisiertes Büro führt diese Überprüfung durch und verfasst einen Bericht, der dem mit der Überwachung beauftragten Beamten zur Verfügung gehalten wird. In diesem Bericht werden eindeutige Schlussfolgerungen bezüglich der Gebäudestabilität angegeben.

Der Betreiber stellt dem mit der Überwachung beauftragten Beamten die Kontrollberichte zur Verfügung.

Wird ein schweres Problem der Gebäudestabilität vom spezialisierten Büro hervorgehoben, so hat der Betreiber seine Badeanstalt zu schließen, bis das Problem beseitigt worden ist, und den mit der Überwachung beauftragten Beamten schriftlich davon in Kenntnis zu setzen.

TITEL III - Auf die Freibäder anwendbare Bestimmungen

Art. 55 - Die Bestimmungen vorliegenden Titels sind unbeschadet der Bestimmungen des Titels I auf die Freibäder anwendbar.

KAPITEL I - Kontrolle

Art. 56 - In Abweichung von Artikel 38 § 3 prüft ein für die Analyse des Wassers gemäß den geltenden Vorschriften akkreditiertes oder kraft der Artikel R.101 ff. des Buches I des Umweltgesetzbuches zugelassenes Labor während der Öffnungsperiode mindestens zweimal im Monat die chemischen, bakteriologischen und physikalischen Parameter nach Art. 19 und 57.

Vor der Eröffnung der Saison lässt der Betreiber gemäß den in vorigem Absatz vorgesehenen Modalitäten eine Analyse des Wassers durchführen.

Der Betreiber setzt den mit der Überwachung beauftragten Beamten schriftlich von dem Datum der Saisonöffnung in Kenntnis. Er fügt dieser Einsendung eine Abschrift der Analyseergebnisse des Beckenwassers bei.

Das Schwimmbecken wird lediglich dann geöffnet, wenn die Ergebnisse den in Art. 19 und 57 festgelegten Normen genügen.

Art. 57 - § 1. Neben der Einhaltung der in Art. 19 genannten Qualitätsnormen entspricht das Wasser der ausschließlich mit Chlor (NaOCl oder Cl_2) desinfizierten Schwimmbädern folgenden Qualitätsnormen:

Tabelle G (Ergänzung zur Tabelle A): CHEMISCHE PARAMETER				
Arten	Methoden	Einheiten	Werte	
			Leitwerte	Grenzwerte
<u>Wenn keine Chlor-Isocyanurate benutzt werden</u>				
Gemessenes freies Chlor	Kolorimetrie (DPD,)			
Untere Grenze		mg/l	1	0,8
Obere Grenze		mg/l	2	3
Aktivchlor	Berechnung auf der Grundlage des gemessenen freien Chlors und des pH-Werts	mg/l		0,6
Untere Grenze				
<u>Wenn Chlor-Isocyanurate benutzt werden</u>				
Verfügbares Chlor: Hypochlorit + hypochlorige Säure + Chlor-Isocyanurate	Kolorimetrie DPD1 (Diethyl-Paraphenylendiamin) oder "FREE"	mg/l		3
Untere Grenze				
Obere Grenze		mg/l		5
Isocyanursäure	Test mit Melamin	mg/l		25
Untere Grenze				
Obere Grenze		mg/l		75

Titel IV – Bestimmungen für den Umgang mit verflüssigtem Chlor unter Druck

Art. 58 - Die Bestimmungen vorliegenden Titels sind auf die Frei- und Hallenbäder anwendbar, die verflüssigtes Chlor unter Druck als Desinfektionsmittel benutzen.

KAPITEL I - *Aufstellung und Bau*

Art. 59 - §1. Alle Behälter in Betrieb oder auf Vorrat sind gegen Sonnenbestrahlung und Verwitterung geschützt und an einem eigens zu diesem Zweck bestimmten, eingerichteten und geschlossenen Platz gelagert, der sich nicht auf einen dem Publikumsverkehr zugänglichen Bereich öffnen lässt. Die Aufschrift "Lagerung von Chlor" wird leserlich auf der Tür des Lokals angebracht.

§ 2. Die Lagerung erfolgt in einer Wandnische oder in einem Wandschrank. Sie sind so hoch, breit und tief, dass das Personal sie nicht betreten kann.

Die Abtrennung zwischen der Wandnische oder dem Wandschrank und dem Schwimmbad ist gasundurchlässig und mindestens während einer Stunde feuerfest.

§ 3. Wenn die Lagerung in einem Raum stattfindet, dann ist dieser im Erdgeschoss so weit wie möglich vom Heizraum befindlich.

Alle Bauteile des Lagerraums (Wände, Trennwände, Fußböden, Decken, Türen,...), die diesen von jedem anderen Raum trennen, sind gasundurchlässig und mindestens während einer Stunde feuerfest.

Der Raum verfügt nur über eine einzige Tür mit direktem Zugang nach außen.

Die Tür, die von außen aus Zugang zum Raum bietet, öffnet sich in Ausgangsrichtung. Sie schließt sich automatisch und ist mit keinerlei Vorrichtung versehen, durch die die Tür in offener Stellung befestigt werden kann. Die Tür kann offen bleiben, wenn technische Vorgänge im Raum stattfinden.

Der Raum ist mit einem Zwangsbelüftungssystem ausgestattet, durch das das Eindringen von Freiluft von außen im unteren Teil in Höhe des Raumbodens erfolgt. Der Ausstoß der Luft im oberen Teil des Raums erfolgt direkt nach außen.

Die Bedienung dieses Belüftungssystems befindet sich außerhalb des Raums.

Der Betreiber sorgt dafür, dass die Belüftung des Lagerraums derart konzipiert ist, dass sie weder für die Nachbarschaft, noch für den Publikumsverkehr zu keinerlei Belästigung führt. Die Anordnung der Frischlufteinlässe und der Abluftauslässe der Badeanstalt sind derart beschaffen, dass sie in keinem Fall Gase aus der Belüftungseinrichtung des Lagerraums einziehen können. Die Standortwahl des Lagerraums erfolgt unter Berücksichtigung der Hauptwindrichtung.

Im Lagerraum sind die Ausrüstungen, insbesondere die elektrische Anlage und das elektrische Material, unter Berücksichtigung der auf das eventuelle Vorhandensein von Chlor in der Luft zurückzuführenden Korrosionsrisiken konzipiert und eingerichtet.

§4. Die Behälter sind senkrecht durch einfach zu öffnende Halteringe oder Ketten an einer Wand befestigt.

§5. Die Chlorometer sind unmittelbar an den Flaschen angebracht. Es wird kein Chlorgas unter Druck durch Leitungen geführt.

§6. Der Einspritzungspunkt des Chlorgases in die Wasserleitung und die Vorrichtung zur Regelung der Chlorgasmenge befinden sich außerhalb des Lagerplatzes.

KAPITEL II - *Betrieb*

Art. 60 - Das verflüssigte Chlor unter Druck ist in Behältern aufbewahrt, die von einem kraft der Regelung über die Zulassung von auswärtigen Diensten für die technischen Kontrollen am Arbeitsplatz zugelassenen auswärtigen Dienst getestet werden und keine Mängel aufweisen.

Art. 61 - Die Umgebungstemperatur wird unter 50 °C gehalten.

Art. 62 - Die Ablagerung von Brennstoffen am Lagerplatz oder in dessen Nähe ist verboten.

Art. 63 - Der Lagerplatz wird von dem Betreiber täglich überprüft, insbesondere um sich zu vergewissern, dass keinerlei Chlor ausströmt und die Behälter sich in tadellosem Zustand befinden.

Jegliche Reparatur an den Behältern ist in der Badeanstalt verboten. Jeder defekte Behälter geht unverzüglich an den Hersteller zurück.

Art. 64 - Wenn die Wasserbehandlung für einen Zeitraum von mehr als vier Stunden unterbrochen wird, schließt der Betreiber die in Betrieb stehenden Chlorbehälter.

Art. 65 - Die Lieferung des Chlors erfolgt lediglich in Anwesenheit einer von dem Betreiber bezeichneten Person, die über die Modalitäten zur Behandlung des Chlorgases, insbesondere über die Gefahren des Chlors und die im Falle von Zwischenfällen und Unfällen zu treffenden Maßnahmen, informiert ist.

KAPITEL III - *Brand- und Unfallverhütung*

Art. 66 - Der Betreiber erstellt in Zusammenarbeit mit den zuständigen Dienststellen schriftliche Verfahren unter Befügung eines internen Notfallplans.

Art. 67 - In einem Schrank, der an einer sicheren Stelle und in der Nähe des Lagerplatzes steht, wird mindestens ein Atemschutzgerät einer zugelassenen Bauart aufbewahrt, das für eine Verwendung in einer Chlorgas enthaltenden Atmosphäre angemessen ist und die Atmungsöffnungen und Augen absondert:

1° im Falle einer Lagerung in einem Raum wird dieser Schrank außerhalb des Raums und in der Nähe von dessen Eingang aufgestellt;

2° im Falle einer Lagerung in einer Wandnische oder in einem Wandschrank wird dieser Schrank in einem der folgenden Räume aufgestellt, der am nächsten ist:

- a) Rettungsraum;
- b) Sanitätsraum;
- c) Kassenraum.

Das Atemschutzgerät wird ständig funktionsfähig gehalten und ist Gegenstand eines schriftlichen Inspektions- und Periodewartungsprogramms, das die Durchführung dieses Ziels gewährleistet und den Empfehlungen des Herstellers entspricht.

Die verwendungsbereiten Reserveelemente, wie beispielsweise die Filtereinsätze oder Druckluftflaschen, werden je nach Fall ständig verfügbar gehalten.

Das Personal wird zur Benutzung des Atemschutzgeräts ausgebildet. Diese Ausbildung wird mindestens einmal im Jahr wiederholt.

Art. 68 - In der Nähe des Schanks wird ein Schild mit Verhaltensanweisungen angebracht, die von dem Betreiber erstellt und unterzeichnet werden und die insbesondere die Empfehlungen der Hersteller des vorhandenen Materials berücksichtigen. Dieses Schild enthält mindestens folgende Auskünfte:

- 1° die Gebrauchsanweisung des Atemschutzgeräts und dessen Unterhalt;
- 2° die durchzuführenden Vorgänge und für den üblichen Betrieb zu treffenden Vorsichtsmaßnahmen;
- 3° die möglichen Zwischenfälle, die dementsprechenden Risiken und die in diesen Fällen durchzuführenden Vorgänge;
- 4° die zu treffenden Maßnahmen im Falle eines Brands und den Evakuierungsort der Chlorbehälter.

TITEL V - Aufhebungs-, Übergangs- und Schlussbestimmungen

Art. 69 - Die Bestimmungen des Königlichen Erlasses vom 03. August 1976 zur allgemeinen Regelung bezüglich der Ableitung des Abwassers in gewöhnliches Oberflächenwasser, öffentliche Kanalisationen und künstliche Ableitwege für Regenwasser sind nicht mehr auf die im vorliegenden Erlass erwähnten Betriebe anwendbar.

Art. 70 - Der vorliegende Erlass ist ab seinem Inkrafttreten auf die bereits bestehenden Betriebe anwendbar.

In Abweichung von vorigem Absatz:

1° sind Artikel 3, Abs. 1, 2, 3 und 6, Artikel 5, Artikel 6, §1, Abs. 1 und 3, und § 2, Artikel 8, § 2, § 3 und §4, Artikel 9, Abs. 1, Artikel 14, Abs. 2, Artikel 17, §1, Artikel 37, § 2, §6 letzter Abs., §7 letzter Absatz und Artikel 46, § 2 nicht auf die bestehenden Badeanstalten anwendbar;

2° sind Artikel 10, Abs. 1 und 4, Artikel 15, §1, Abs. 2, Artikel 17, §6, Abs. 5, das Kapitel V von Titel I und Artikel 40 spätestens fünf Jahre nach dem Inkrafttreten des vorliegenden Erlasses auf die bestehenden Badeanstalten anwendbar.

Art. 71 - Der Erlass der Wallonischen Regierung vom 13. März 2003 über die sektorenbezogenen Bedingungen für die Schwimmbäder, abgeändert durch die Erlasse vom 6. Mai 2004 und 21. Dezember 2006, wird außer Kraft gesetzt.

Art. 72 - Der Minister für Umwelt wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 13. Juni 2013

Der Minister-Präsident
R. DEMOTTE

Der Minister für Umwelt, Raumordnung und Mobilität
Ph. HENRY

ANLAGE 1

Mindestinhalt des Pflegematerials

Bezeichnung	Menge
Erste-Hilfe-Anleitung	1
Verbandschere (gebogen, eine Spitze abgerundet und eine Spitze flach)	1
Desinfektionsmittel:	Je nach den Risiken zu bestimmende Mengen
- Antiseptikum mit Chlorhexidin: Desinfektion der Wunden	
- Wässrig-alkoholische Lösung: Desinfektion der Hände	
Dreiecksverband	2
Elastische Gazebinde:	
- 5cm	1
- 7cm	1
Druckverbände in individueller Packung:	
- Gazebinde 5cm x 2m mit Kohäsivbinde 10 cm x 7 cm	1
- Gazebinde 7cm x 2m mit Kohäsivbinde 14 cm x 12 cm	1
Dünne Rostfreistahl-Splitterpinzette	1
Sicherheitsnadeln	1 Packung
Rettungsdecke aus Aluminium	1
Einweghandschuhe, vorzugsweise aus Vinyl	5 Paar
Beatmungsmaske	1
Oder Folie mit Filter für den Schutz bei der Mund-zu-Mund-Beatmung (als Ersatz für die Beatmungskanüle)	2
Sterile Kompressen von 5cm x 5cm oder 7,5cm x 7,5cm oder 10cm x 10cm	Je nach den Risiken zu bestimmende Abmessungen und Mengen
Rolle hypoallergenes Pflaster 2,5 cm	1
Fertigverpackte selbstklebende individuelle Verbandpflaster unterschiedlicher Größen	Je nach den Risiken zu bestimmende Menge
Instant-Eisbeutel	1
Alkohol 70%: Desinfektion des Materials	Je nach den Risiken zu bestimmende Menge
Inventar	1
Liste der nötigen Telefonnummern (innerhalb und außerhalb des Betriebs)	1

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 13. Juni 2013 zur Festlegung der sektorbezogenen Bedingungen in Bezug auf Hallen- und Freischwimmbäder, die anders als nur zur alleinigen Nutzung im Familienkreis benutzt werden, wenn deren Fläche mehr als 100 m² und deren Tiefe mehr als 40 cm beträgt, als Anlage beigefügt zu werden.

Namur, den 13. Juni 2013

Der Minister-Präsident
R. DEMOTTE

Der Minister für Umwelt, Raumordnung und Mobilität
Ph. HENRY

ANLAGE 2

FORMULAR A

Bezeichnung des Schwimmbads:
Straße:
Postleitzahl:
Ortschaft :
Telefon:
Fax:
E-Mail:
Name des Direktors:
Art der Einrichtung: Schule - Schwimmbad allein - Sportzentrum mit Schwimmbad

SCHWIMMBADUNFALLKARTE**- Unfall mit Verletzten -**

Datum:/...../.....	Uhrzeit:	Ort:
<u>Verletzte Person</u>		
Name:	Vorname:	
Anschrift:	Tel. :/.....	
Alter:	Geschlecht: <input type="checkbox"/> M	
Individuell:	Gruppe:	
<u>Für die Betreuung</u> <u>verantwortliche Person:</u>	Name:	Vorname:
Form des Unfalls	Art der am Unfall beteiligten Infrastruktur	
<input type="checkbox"/> <u>Im Wasser</u> <ul style="list-style-type: none"> <input type="checkbox"/> Ertrinken (mit oder ohne glücklichen Ausgang) <input type="checkbox"/> Kontakt mit einer Infrastruktur 	<ul style="list-style-type: none"> <input type="checkbox"/> Unterwassertreppe <input type="checkbox"/> Fliesen <input type="checkbox"/> Leiter/Handlauf <input type="checkbox"/> Schwimmlinie/Seil <input type="checkbox"/> Gitter <input type="checkbox"/> Schwimmende Struktur <input type="checkbox"/> Rutschbahn <input type="checkbox"/> Sprungbrett <input type="checkbox"/> Startblock / Beckenrand <input type="checkbox"/> Sonstiges: 	
<ul style="list-style-type: none"> <input type="checkbox"/> Kontakt mit einem anderen Badegast <input type="checkbox"/> Unwohlsein <input type="checkbox"/> Kaltwasserschokk <input type="checkbox"/> Sonstiges: 		

Form des Unfalls		Art der am Unfall beteiligten Infrastruktur	
<input type="checkbox"/> <u>Außerhalb des Wassers</u> (jedoch in der Schwimmhalle)			
<input type="checkbox"/> Ausrutschen/Sturz auf trockenem Boden		<input type="checkbox"/> Struktur unter der Rutschbahn	
<input type="checkbox"/> Ausrutschen/Sturz auf nassem Boden		<input type="checkbox"/> Treppe	
<input type="checkbox"/> Kontakt mit einer Infrastruktur		<input type="checkbox"/> Fliesen / Mauerwerk	
<input type="checkbox"/> Kontakt mit einem anderen Badegast		<input type="checkbox"/> Säule	
<input type="checkbox"/> Unwohlsein		<input type="checkbox"/> Bank	
<input type="checkbox"/> Sonstiges:		<input type="checkbox"/> Leiter/Handlauf	
		<input type="checkbox"/> Türen	
		<input type="checkbox"/> Rutschbahn	
		<input type="checkbox"/> Sprungbrett	
		<input type="checkbox"/> Startblock / Beckenrand	
		<input type="checkbox"/> Fußwaschbecken	
		<input type="checkbox"/> Sonstiges:	
<input type="checkbox"/> <u>Sonstiger Ort</u>	<input type="checkbox"/> Dusche <input type="checkbox"/> Cafeteria <input type="checkbox"/> Sonstiges:	<input type="checkbox"/> Toiletten <input type="checkbox"/> Umkleieraum	<input type="checkbox"/> Eingangshalle <input type="checkbox"/> Tribüne
<input type="checkbox"/> Ausrutschen/Sturz auf trockenem Boden		<input type="checkbox"/> Treppe	
<input type="checkbox"/> Ausrutschen/Sturz auf nassem Boden		<input type="checkbox"/> Tür	
<input type="checkbox"/> Kontakt mit einer Infrastruktur		<input type="checkbox"/> Schrank	
<input type="checkbox"/> Kontakt mit einem anderen Badegast		<input type="checkbox"/> Umkleidekabine	
<input type="checkbox"/> Unwohlsein		<input type="checkbox"/> Fliesen / Mauerwerk	
<input type="checkbox"/> Elektrisches Gerät		<input type="checkbox"/> Sonstiges:	

Art der Verletzungen	<input type="checkbox"/> Tod durch Ertrinken	<input type="checkbox"/> Beginn des Ertrinkens	<input type="checkbox"/> Brandwunde
	<input type="checkbox"/> Tod aus anderer Ursache	<input type="checkbox"/> Knochenbruch	<input type="checkbox"/> Prellung
	<input type="checkbox"/> Augenverletzungen	<input type="checkbox"/> Stichwunde	<input type="checkbox"/> Sonstiges:
	<input type="checkbox"/> Vergiftung	<input type="checkbox"/> Hautverletzungen	

<u>Eingriff</u>	innerbetrieblich	<input type="checkbox"/> Lungen-Wiederbelebung
		<input type="checkbox"/> Herz-Lungen-Wiederbelebung
	eines auswärtigen Dienstes	<input type="checkbox"/> 100
		<input type="checkbox"/> Notarzt
		<input type="checkbox"/> anderer Gesundheitsdienst
	Abschluss	<input type="checkbox"/> Abtransport des Verletzten durch den Notdienst 100
		<input type="checkbox"/> Verlassen des Verletzten durch seine eigenen Mittel
		<input type="checkbox"/> Sonstiges

Name: Funktion: Datum:/...../..... Unterschrift

Von dem Direktor auszufüllender Teil

<p>Getroffene oder zu treffende Vorbeugungsmaßnahmen</p> <p><input type="checkbox"/> Änderung der Arbeitsorganisation</p> <p><input type="checkbox"/> Änderung der Infrastruktur</p> <p><input type="checkbox"/> Keine</p> <p><input type="checkbox"/> Verstärkung der Aufsicht</p> <p><input type="checkbox"/> Erinnerung an die Verhaltensanweisungen</p> <p><input type="checkbox"/> Sonstiges:</p>
<p>Anmerkungen/zusätzliche Bemerkungen (siehe Anlage) insbesondere bezüglich der in Sachen in Sachen Organisation, Vorbeugung zu treffenden Maßnahmen</p>

Name: Datum:/...../..... Unterschrift:

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 13. Juni 2013 zur Festlegung der sektorbezogenen Bedingungen in Bezug auf Hallen- und Freischwimmbäder, die anders als nur zur alleinigen Nutzung im Familienkreis benutzt werden, wenn deren Fläche mehr als 100 m² und deren Tiefe mehr als 40 cm beträgt, als Anlage beigefügt zu werden.

Namur, den 13. Juni 2013

Der Minister-Präsident

R. DEMOTTE

Der Minister für Umwelt, Raumordnung und Mobilität

Ph. HENRY

ANLAGE 3

<u>FORMULAR B</u>
Bezeichnung des Schwimmbads:
Straße:
Postleitzahl:
Ortschaft :
Telefon:
Fax :
E-Mail:
Name des Direktors:
Art der Einrichtung: Schule - Schwimmbad allein - Sportzentrum mit Schwimmbad

TECHNISCHER ZWISCHENFALL MIT EINER EVAKUIERUNG ODER SCHLIESSUNG DES SCHWIMMBADS ALS FOLGE

SCHLIESSUNG DER BADEANSTALT
Datum und Uhrzeit des Zwischenfalls:
Genauer Ort:
Ursache (siehe nachstehende Einzelheiten):
Datum und Unterschrift des Direktors

Merkmale des Schwimmbads

	Größe	Volumen
<u>Großes Becken</u>		
<u>Kleines Becken</u>		

Andere Bäder:

.....

Desinfektion des Wassers	NaClO	O Cl ₂	O Ag / Cu	O Ozon
	O Sonstiges bitte beschreiben:			
Filterung	O Sand	O Kieselalge	O Sonstiges	
Energie	O Gas	O Heizöl	O Sonstiges	

Schwimmbad Baujahr ;

URSACHE(N) FÜR DIE SCHLISSUNG

A - WASSER

Merkmale bei der Schließung

= pH =
 = freies Chlor =mg/l
 = gebundenes Chlor =mg/l
 = Temperatur = °C

Seine Qualität

O physikalische Qualität O Sichttiefe O Geruch
 O chemische Qualität: O Chlor -----□ O frei O pH
 -----□ O gebunden O Harnstoff
 O Chloride
 O bakteriologische Qualität O Gesamtzahl der Keime O Staphylokokken
 O Streptokokken O Pseudomonas
 O Temperatur O Ausfall der Wasserzufuhr
 O Sonstiges :
 O Heizung

Vorhandensein von Legionella pneumophila

O Konzentration UFC/l
 O O Einsatzplan:(Geben Sie die eingeleiteten
 Maßnahmen an).

.....

O Wasserumlauf

O Pufferbecken O Frischwasserzugabe O Pumpsystem O Abflussmenge
 O Entleerung O Abflussrinnen O Sonstiges:

O Filterung

O Verstopfung O Filtermasse O Flockungsmittel O Sonstiges:
 Bitte näher angeben:

Desinfektion des Wassers = Art des Mittels =

- Durchführung : Leitung
: Einspritzung
: Dosierung.....mg/l Kreislauf.....
- Kontakt/Reaktion zwischen den chemischen Mitteln untereinander

 Ausfall der Wasserversorgung

- Sonstiges

 Zusätzliche Behandlung des Wassers **Korrektur des pH-Werts**

- Durchführung : Leitung
: Einspritzung
: Dosierung pH=.....Kreislauf.....

- Sonstiges

 Algenbekämpfung

- im Wasser schwebende Algen

B - LUFT

Ihre Qualität

- übermäßiges Trichloramin= mg/m³
- Abluft : unangenehme Gerüche
: gasförmiges Chlor
: sonstiger giftiger Stoff
- übermäßige Feuchtigkeit
- mangelnde Lüfterneuerung
- Temperatur

Ursache **Luftumwälzung**

- Luftumwälzsystem Behinderung der Umwälzung Sonstiges

 Heizungsanlage (Luft und Wasser)

- Panne des Heizungskessels bitte erläutern.....
- Austauscher Sonstiges

C - LAGERUNG DER CHEMISCHEN MITTEL

- Art der Lagerung** Chlor Säure
- Versorgung Überlaufen Personen litten an Unwohlsein
 Manipulationsfehler
 Rohrbruch
 undichte Flaschen
- gab es direkten Kontakt mit NaClO und HCl mit Cl₂-Entwicklung?
 JA NEIN
- Lagerbecken: undicht.....
- Sonstiges

D - ELEKTRIZITÄT

- mangelnde Stromversorgung
- Sonstiges

Ursache

- Verteilernetz
- technischer Defekt im Schwimmbad
 Bitte näher angeben:

E - GEBÄUDE

- Struktur Zwischendecke Dach
- Fliesen Abdichtung Fenster Sonstiges.

Ursache

- Korrosion Gebäudebewegung Vandalismus Sonstiges.

F - DROHUNGEN VON AUSSEN

- Bombenalarm Attentat Sonstiges

G - BRAND

- Kläranlage Cafeteria Büroräume
- Umkleideräume Sonstiges

Ursache

- Elektrizität: Kurzschluss Heizungskessel Brandstiftung
- Sonstiges.

Folgen

- sofortige Evakuierung des Schwimmbads
- Schließung----- Dauer Stunde(n) Tag(e)
- gab es Verletzte? JA NEIN
 unter Umständen näher angeben

- zur Regulierung der Lage eingesetzte technische Mittel:

.....

.....

- Getroffene oder zu treffende Vorbeugungsmaßnahmen

- Keine
- Änderung der Infrastrukturen
- Änderung der Arbeitsorganisation

- Neue Verhaltensanweisungen
- Verstärkung der Aufsicht
- Ausbildung des Personals

- Unter Umständen eine detaillierte Beschreibung des Zwischenfalls als Anlage beifügen.

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 13. Juni 2013 zur Festlegung der sektorbezogenen Bedingungen in Bezug auf Hallen- und Freischwimmbäder, die anders als nur zur alleinigen Nutzung im Familienkreis benutzt werden, wenn deren Fläche mehr als 100 m² und deren Tiefe mehr als 40 cm beträgt, als Anlage beigefügt zu werden.

Namur, den 13. Juni 2013

Der Minister-Präsident

R. DEMOTTE

Der Minister für Umwelt, Raumordnung und Mobilität

Ph. HENRY

ANLAGE 4

FORMULAR C

Bezeichnung des Schwimmbads:
Straße:
Postleitzahl:
Ortschaft :
Telefon:
Fax :
E-Mail:
Name des Direktors:
Art der Einrichtung: Schule - Schwimmbad allein - Sportzentrum mit Schwimmbad

JAHRESBERICHT DER ÜNFALLE MIT VERLETZTEN IM SCHWIMMBAD
- Kalenderjahr -

Form des Unfalls		Art der beteiligten Infrastruktur	
	<u>Anzahl</u>		<u>Anzahl</u>
a) Im Wasser		10) Unterwassertreppe	
		11) Fliesen	
1) Ertrinken (mit oder ohne glücklichen Ausgang)		12) Leiter/Handlauf	
2) Kontakt mit einer Infrastruktur		13) Schwimmlinie/Seil	
3) Kontakt mit einem anderen Badegast		14) Gitter	
4) Unwohlsein		15) Schwimmende Struktur	
5) Kontakt mit dem Beckenboden		16) Rutschbahn	
6) Sonstiges:		17) Sprungbrett	
		18) Starblock/Beckenrand	
		19) Sonstiges:	
		Insgesamt	
b) Außerhalb des Wassers_(in der Schwimmhalle)	<u>Anzahl</u>	10) Struktur unter der Rutschbahn	<u>Anzahl</u>
		11) Treppe	
1) Ausrutschen/Sturz auf trockenem Boden		12) Fliesen / Mauerwerk	
2) Ausrutschen/Sturz auf nassem Boden		13) Säule	
3) Kontakt mit einer Infrastruktur		14) Bank	
4) Kontakt mit einem anderen Badegast		15) Leiter/Handlauf	
5) Unwohlsein		16) Türen	
6) Sonstiges		17) Rutschbahn	
		18) Sprungbrett	
		19) Starblock/Beckenrand	
		20) Fußwaschbecken	
		21) Sonstiges:	
		Insgesamt	

Form des Unfalls		Art der beteiligten Infrastruktur	
Andere Orte: O Dusche O Toiletten O Eingangshalle			
O Cafeteria O Umkleideraum O Tribüne			
O Sonstiges			
	Anzahl		Anzahl
1) Ausrutschen/Sturz auf trockenem Boden		10) Struktur unter der Rutschbahn	
2) Ausrutschen/Sturz auf nassem Boden		11) Treppe	
3) Kontakt mit einer Infrastruktur		12) Fliesen / Mauerwerk	
4) Kontakt mit einem anderen Badegast		13) Säule	
5) Unwohlsein		14) Bank	
6) Sonstiges:		15) Leiter/Handlauf	
		16) Türen	
		17) Rutschbahn	
		18) Sprungbrett	
		19) Starblock/Beckenrand	
		20) Fußwaschbecken	
		21) Sonstiges:	
		Insgesamt	
Art der Verletzungen			Anzahl
<input type="checkbox"/> Tod durch Ertrinken			
<input type="checkbox"/> Tod aus anderer Ursache			
<input type="checkbox"/> Augenverletzungen			
<input type="checkbox"/> Vergiftung			
<input type="checkbox"/> Beginn des Ertrinkens			
<input type="checkbox"/> Knochenbruch			
<input type="checkbox"/> Stichwunde			
<input type="checkbox"/> Hautverletzungen			
<input type="checkbox"/> Brandwunde			
<input type="checkbox"/> Prellung			
<input type="checkbox"/> Sonstiges:			
Getroffene oder zu treffende Vorbeugungsmaßnahmen			
<input type="checkbox"/> Änderung der Arbeitsorganisation		<input type="checkbox"/> Verstärkung der Aufsicht	
<input type="checkbox"/> Änderung der Infrastrukturen		<input type="checkbox"/> Erinnerung an die Verhaltensanweisungen	
<input type="checkbox"/> Keine		<input type="checkbox"/> Sonstiges:	
Anmerkungen/zusätzliche Bemerkungen (siehe Anlage) insbesondere bezüglich der in Sachen Organisation, Vorbeugung zu treffenden Maßnahmen,..			

Datum:/...../.....

Unterschrift des Direktors

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 13. Juni 2013 zur Festlegung der sektorbezogenen Bedingungen in Bezug auf Hallen- und Freischwimmbäder, die anders als nur zur alleinigen Nutzung im Familienkreis benutzt werden, wenn deren Fläche mehr als 100 m² und deren Tiefe mehr als 40 cm beträgt, als Anlage beigefügt zu werden.

Namur, den 13. Juni 2013

Der Minister-Präsident
R. DEMOTTE

Der Minister für Umwelt, Raumordnung und Mobilität
Ph. HENRY

ANLAGE 5

Bestimmung des Aktivchlors (HOCl) je nach dem Gehalt an freiem Chlor und dem pH-Wert

(für eine Wassertemperatur von 25°C – ohne Stabilisator)

pH	% freies Chlor																							
	0.5	0.6	0.7	0.8	0.9	1	1.1	1.2	1.3	1.4	1.5	1.6	1.7	1.8	1.9	2.0	2.2	2.4	2.6	2.8	3.0	3.5	4.0	
6.8	83.5	0.42	0.50	0.58	0.67	0.75	0.84	0.92	1.00	1.09	1.17	1.25	1.34	1.42	1.50	1.59	1.67	1.84	2.00	2.17	2.34	2.51	2.92	3.34
6.9	80.1	0.40	0.48	0.56	0.64	0.72	0.80	0.88	0.96	1.04	1.12	1.20	1.28	1.36	1.44	1.52	1.60	1.76	1.92	2.08	2.24	2.40	2.80	3.21
7.0	76.2	0.38	0.46	0.53	0.61	0.69	0.76	0.84	0.91	0.99	1.07	1.14	1.22	1.30	1.37	1.45	1.52	1.68	1.83	1.98	2.13	2.29	2.67	3.05
7.1	71.8	0.36	0.43	0.50	0.57	0.65	0.72	0.79	0.86	0.93	1.01	1.08	1.15	1.22	1.29	1.36	1.44	1.58	1.72	1.87	2.01	2.15	2.51	2.87
7.2	66.9	0.33	0.40	0.47	0.54	0.60	0.67	0.74	0.80	0.87	0.94	1.00	1.07	1.14	1.20	1.27	1.34	1.47	1.61	1.74	1.87	2.01	2.34	2.68
7.3	61.6	0.31	0.37	0.43	0.49	0.55	0.62	0.68	0.74	0.80	0.86	0.92	0.91	1.05	1.11	1.17	1.23	1.36	1.48	1.60	1.73	1.85	2.16	2.46
7.4	56.0	0.28	0.34	0.39	0.45	0.50	0.56	0.62	0.67	0.73	0.78	0.84	0.90	0.95	1.01	1.06	1.12	1.23	1.35	1.46	1.57	1.68	1.96	2.24
7.5	50.3	0.25	0.30	0.35	0.40	0.45	0.50	0.55	0.60	0.65	0.70	0.75	0.81	0.86	0.91	0.96	1.01	1.11	1.21	1.31	1.41	1.51	1.76	2.01
7.6	44.6	0.22	0.27	0.31	0.36	0.40	0.45	0.49	0.54	0.58	0.62	0.67	0.71	0.76	0.80	0.85	0.89	0.98	1.07	1.16	1.25	1.34	1.56	1.78
7.7	39.0	0.19	0.23	0.27	0.31	0.35	0.39	0.43	0.47	0.51	0.55	0.58	0.62	0.66	0.70	0.74	0.78	0.86	0.94	1.01	1.09	1.17	1.36	1.56
7.8	33.7	0.17	0.20	0.24	0.27	0.30	0.34	0.37	0.40	0.44	0.47	0.51	0.54	0.57	0.61	0.64	0.67	0.74	0.81	0.88	0.94	1.01	1.18	1.35
7.9	28.7	0.14	0.17	0.20	0.23	0.26	0.29	0.32	0.34	0.37	0.40	0.43	0.46	0.49	0.52	0.55	0.57	0.63	0.69	0.75	0.80	0.86	1.01	1.15
8.0	24.3	0.12	0.15	0.17	0.19	0.22	0.24	0.27	0.29	0.32	0.34	0.36	0.39	0.41	0.44	0.46	0.49	0.53	0.58	0.63	0.68	0.73	0.85	0.97

Beispiel: Bei einem pH von 7.3, für 1.6 mg/l freies Chlor, und bei einer Wassertemperatur von 25°C, gibt es 0.91 mg/l Aktivchlor

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 13. Juni 2013 zur Festlegung der sektorbezogenen Bedingungen in Bezug auf Hallen- und Freischwimbäder, die anders als nur zur alleinigen Nutzung im Familienkreis benutzt werden, wenn deren Fläche mehr als 100 m² und deren Tiefe mehr als 40 cm beträgt, als Anlage beigefügt zu werden.

Namur, den 13. Juni 2013

Der Minister-Präsident,
R. DEMOTTE

Der Minister für Umwelt, Raumordnung und Mobilität,
Ph. HENRY

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[C – 2013/27128]

13 JUNI 2013. — Besluit van de Waalse Regering tot bepaling van de sectorale voorwaarden betreffende de open en overdekte zwembaden voor een niet louter privaat gebruik in het kader van het gezin, met een oppervlakte van meer dan 100 m² en een diepte van meer dan 40 cm

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning, artikelen 4, 5, 6, 7, 8 en 9;

Gelet op het koninklijk besluit van 3 augustus 1976 houdende algemeen reglement voor het lozen van afvalwater in de gewone oppervlaktewateren, in de openbare riolen en in de kunstmatige afvoerwegen voor regenwater;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 13 maart 2003 houdende sectorale voorwaarden i.v.m. zwembaden;

Gelet op het advies 51.775/2/V van de Raad van State, gegeven op 20 augustus 2012, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 1°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Overwegende dat de voorschriften van het koninklijk besluit van 3 augustus 1976 houdende algemeen reglement voor het lozen van afvalwater in de gewone oppervlaktewateren, in de openbare riolen en in de kunstmatige afvoerwegen voor regenwater, die aanvankelijk zijn genomen ter uitvoering van de wet van 26 maart 1971 op de bescherming van de oppervlaktewateren tegen verontreiniging, nu opgeheven, voortaan hun wettelijke grondslag vinden in de bepalingen van het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning op grond waarvan de Regering bevoegd is om algemene voorwaarden in de zin van hoofdstuk I, afdeling III, van dit decreet vast te leggen;

Overwegende dat de Regering, wanneer ze sectorale voorwaarden vastlegt, krachtens artikel 5, § 2, derde lid, van het decreet van 11 maart 1999 slechts van de algemene voorwaarden mag afwijken voor zover ze die afwijking motiveert;

Overwegende dat, wat de huishoudelijke afvalwateren betreft, sommige bepalingen van het koninklijk besluit van 3 augustus 1976 zijn opgenomen in Boek II van het Milieuwetboek, dat het Waterwetboek inhoudt, en in het besluit van de Waalse Regering van 4 juli 2002 tot bepaling van de algemene voorwaarden voor de exploitatie van de inrichtingen bedoeld in het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning;

Overwegende dat sommige parameters bedoeld in het koninklijk besluit van 3 augustus 1976 tegenwoordig niet meer relevant zijn, niet meer toepasselijk zijn op het geheel van de activiteitensectoren of verwijzen naar analysemethoden die nu verboden zijn, o.a. :

- de ontbindingstest met methyleenblauw;
- de met tetrachloorkoolstof afscheidbare koolwaterstoffen;

Overwegende, tot slot, dat de niet-toepassing van het koninklijk besluit van 3 augustus 1976 als gevolg heeft dat het aantal reglementaire teksten die op een inrichting toepasselijk zijn beperkt kan worden en zodoende beantwoordt aan de wil van de Waalse Regering om een programma voor administratieve rationalisering en vereenvoudiging aan te nemen;

Op de voordracht van de Minister van Leefmilieu, Ruimtelijke Ordening en Mobiliteit;

Na beraadslaging,

Besluit :

Titel I. — Gemeenschappelijke bepalingen

HOOFDSTUK I. — *Definities en toepassingsgebied*

Artikel 1. Deze sectorale voorwaarden zijn van toepassing op open en overdekte zwembaden voor een niet louter privaat gebruik in het kader van het gezin met een oppervlakte van meer dan 100 m² en een diepte van meer dan 40 cm, bedoeld in rubriek 92.61.01.02 van bijlage I bij het besluit van de Waalse Regering van 4 juli 2002 tot bepaling van de lijst van de aan een milieueffectstudie onderworpen projecten en van de ingedeelde installaties en activiteiten.

Overdekte zwembaden met schuifdak worden gelijkgesteld met overdekte zwembaden.

Art. 2. In de zin van dit besluit wordt verstaan onder:

1° zwembad : kunstmatig bad voornamelijk ontworpen voor het zwemmen of voor elke andere therapeutische, recreatie- of sportactiviteit;

2° bestaand zwembad : zwembad dat behoorlijk vergund is vóór de inwerkingtreding van dit besluit. Het zwembad waarvoor een vergunningsaanvraag vóór de inwerkingtreding van dit besluit is ingediend, wordt met een bestaand zwembad gelijkgesteld. De verbouwing of uitbreiding van een zwembad die de uitbater vóór de inwerkingtreding van dit besluit vermeld heeft in het register bedoeld in artikel 10, § 2, van het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning wordt met een bestaand zwembad gelijkgesteld;

3° pierenbad : een ondiep zwembad voor kinderen;

4° aërosol : nevel van in de lucht verdeelde zeer fijne vloeistofdeeltjes;

5° risicogebruikspunt : elk voor het publiek toegankelijk gebruikspunt waar aërosolen van sanitair warmwater geproduceerd kunnen worden dat mogelijk besmet is met *Legionella pneumophila*, met name stortbaden, douchekoppen, bubbel- of massagebaden;

6° netwerk van sanitair warmwater : het netwerk omvat het geheel van de collectieve installaties voor de productie, opslag en distributie van sanitair warmwater dat bevoorrad wordt door één of meer gecentraliseerde systemen voor de productie van sanitair warmwater;

7° preventie maatregelen : het gedeelte van de exploitatietechnieken die structurele en beheersmaatregelen impliceren ter beperking van het gevaar voor veteranenziekte;

8° geaccrediteerd laboratorium : laboratorium dat beschikt over een formele verklaring van de nationale accreditatie-instelling dat een conformiteitsbeoordelingsinstantie voldoet aan de eisen die zijn bepaald door geharmoniseerde normen en, indien van toepassing, aan aanvullende eisen, zoals die welke zijn opgenomen in de relevante sectorale regelingen, vereist om een specifieke conformiteitsbeoordelingsactiviteit te verrichten zoals bepaald bij de regelgeving betreffende de accreditatie van de conformiteitsbeoordelingsinstanties.

HOOFDSTUK II. — *Vestiging en bouw*

Art. 3. De lokalen van de inrichting zijn gebouwd met hard en onbederfelijk materiaal en hebben een hoogte onder plafond van minstens 2,5 meter.

De vloer, de plafonds en de wanden van de lokalen van de inrichting zijn voorzien van een waterdichte, corrosievrije en vlot wasbare bekleding.

De vloeren van de lokalen van de inrichting die toegankelijk zijn voor de baders hebben een helling van minimum één percent waarlangs de wateren geleid worden naar een afvoervoorziening die op het interne afwateringsnet aangesloten is.

Alle interne uitrustingen en inrichtingen, zoals leuningregels, bestaan uit onbederfelijk, corrosievrij en vlot wasbaar materiaal zonder gevaar voor verwondingen.

De scherpe hoeken en uitstekende elementen zijn afgeschermd met een zachte bekleding tot op 2 m van de vloer.

In de cabines en in de gemeenschappelijke kleedkamers worden de zones "zonder schoenen" en "met schoenen" duidelijk gescheiden.

De cabines en de gemeenschappelijke kleedkamers bestaan uit hard materiaal en zijn voorzien van een waterdichte, onbederfelijke, vlot wasbare bekleding zonder gevaar voor verwondingen.

De inrichting beschikt over een eerste hulplokaal dat vlot toegankelijk is voor de externe hulpdiensten en dat zo ontworpen is dat een persoon op een berie makkelijk en snel afgevoerd kan worden.

Art. 4. Een vuistslagschakelaar die een algemene onderbreking van de waterstroming toelaat, wordt vlakbij de rand van het zwembad geplaatst.

Art. 5. Een specifieke meter meet voor elk zwembad de watertoevoer afkomstig van het waterdistributiesysteem.

Art. 6. § 1. De bodem van het zwembad is voorzien van een slipvrije bekleding tot op een diepte van minimum 1,35 m.

De wanden en de bodem van het zwembad bestaan uit hard materiaal en zijn voorzien van een waterdichte, onbederfelijke, vlot wasbare bekleding zonder gevaar voor verwondingen.

Als het zwembad dieper is dan 1 meter, zijn de wanden ervan voorzien van een steunpunt voor handen of voeten.

§ 2. Het diepste punt van het zwembad is voorzien van een afvoer voor de lediging ervan.

Het water wordt via een helling van minstens 1 % naar die voorziening afgevoerd.

Bij de wateraanvoer en -afvoer wordt stagnerend water in het zwembad zoveel mogelijk beperkt.

§ 3. De roosters voor de aan- en afvoer van water, lucht, enz. zijn zo ontworpen dat ze geen gevaar, zoals snijwond of zuiggevaar, inhouden voor de baders.

§ 4. De roosters, deurmatten of gelijksoortige voorwerpen zijn verboden op het traject dat blootsvoets gevolgd wordt.

Art. 7. § 1. De waterdiepte in het zwembad wordt aangepast aan het gebruik van de springtorens, glijbanen en andere recreatieve uitrustingen.

§ 2. De ladder en het platform voor de toegang tot de glijbanen, springtorens en andere recreatieve uitrustingen beschikken over veiligheidsvoorzieningen ontworpen om elke val te voorkomen. Het oppervlak ervan is slipvrij en vlot wasbaar.

§ 3. De binnenbekleding van de glijbanen is continu glad om natuurlijk glijden toe te laten. Het glijden wordt niet met chemische producten bevorderd.

De plaats waar de gebruiker van een glijbaan van meer dan 2 meter hoog in het bad terecht komt is ontruimd binnen een straal van 2,5 m. Ze is afgebakend.

Art. 8. § 1. Alle toegangen tot de kades van het zwembad beschikken hoe dan ook over een voetbad of -douche dat/die zo geïnstalleerd is dat de baders er verplicht langs moeten om de kades van het zwembad te bereiken.

De voetbaden en -douches worden van onsmettend water voorzien.

§ 2. De gangen, deuren en trappenhuisen van de toegangs- en uitgangswegen zijn zo ontworpen dat ze vlotte verplaatsingen toelaten.

§ 3. De rechtstreekse toegang tussen de kades en de kleedkamers of de recreatiezones bevindt zich ter hoogte van het ondiepste gedeelte van het bad.

§ 4. De kades van het zwembad worden aangelegd zodat ze een snelle en vlotte evacuatie van alle baders toelaten.

De kades worden zo aangelegd dat het afvalwater niet in het zwembad terecht kan komen, noch in de voorzieningen voor de recyclage van het badwater.

De kades hebben een breedte van minstens 1,5 m en een helling van 1 à 2% die de wateren leidt naar een afvoervoorziening die op het interne afwateringsnet aangesloten is.

§ 5. Er wordt voorzien in wateraftappunten om de kades van het zwembad met een waterslang te kunnen reinigen.

§ 6. Het afvalwater wordt afgevoerd naar de waterafvoerpunten die op het interne afwateringsnet aangesloten zijn. De waterafvoerpunten zijn voorzien van een filtratierooster.

§ 7. De vloeren van de kades van het zwembad bestaan uit tegen gebruikte chemicaliën bestand, vlot wasbaar materiaal dat geen gevaar voor verwondingen inhoudt.

Art. 9. De inrichting is aangesloten op een drinkwaterdistributienet.

Als het water van de douches en wastafels geen distributiewater is, voldoet het aan de normen die voor distributiewater gelden en laat de exploitant de kwaliteit van dat water controleren door een laboratorium geaccrediteerd overeenkomstig de geldende regelgeving of erkend voor wateranalyse krachtens de artikelen R.101 en volgende van Boek I van het Milieuwetboek.

Art. 10. De inrichting beschikt over aparte sanitaire installaties voor baders en geschoeide bezoekers.

De wc's beschikken over minstens één wastafel.

Er is minstens één cabine en één wc voor personen met beperkte beweeglijkheid voorhanden.

De wastafels van de wc's voor blootsvoetse baders worden aan de muur en niet op de vloer bevestigd.

De doucheleidingen binnen handbereik zijn afgeschermd.

Art. 11. Indien gebruik gemaakt wordt van chloor om het water te ontsmetten en van pompen voor de injectie van het desinfecterend agens en de pH-correctie, wordt de werking ervan onmiddellijk en automatisch onderbroken door het stilleggen van de pompen die voor de watercirculatie zorgen, of zodra het debiet onder 40 % van de normale waarde daalt. Als het chloor en de pH-correctie in dezelfde leiding geïnjecteerd worden, zijn de injectiepunten meer dan 2 m van elkaar verwijderd.

Er wordt voorzien in vlot toegankelijke tapkranen met het oog op monsternemingen :

1° vóór de filtratie en de injectie van de reagentia;

2° na de filtratie en vóór elke andere installatie;

3° na de filtratie en de injectie van de reagentia, zo dicht mogelijk bij het punt waar het water in elk bad terecht komt.

Art. 12. De ventilatie van de lokalen voor de opslag van gevaarlijke producten is naar buiten gericht en van de externe ventilatieopeningen van het zwembad verwijderd.

In voorkomend geval wordt de bufferbak van een ventilatiesysteem voorzien.

HOOFDSTUK III. — *Exploitatie*

Afdeling 1. — Werkingswijze

Art. 13. § 1. De lokalen van de inrichting, de voorzieningen en het materiaal worden in een perfecte staat van netheid en werking gehouden.

§ 2. De inrichting beschikt over een huishoudelijk reglement en geschreven procedures voor de werking in normale omstandigheden en in spoedgevallen. Ze voorzien in geschikte maatregelen om in alle omstandigheden de vlotte werking van de exploitatie in alle veiligheid te waarborgen

Het huishoudelijk reglement en de procedures worden minstens één keer per jaar bijgewerkt. Elk betrokken personeelslid ontvangt er een afschrift van, met ontvangstbewijs.

Het reglement wordt op zichtbare plaatsen aangeplakt langs het traject die de bezoekers verplicht moeten volgen.

Het huishoudelijk reglement wijst er hoe dan ook op dat :

1° de directie de toegang :

a) tot de inrichting ontzegt aan elke persoon die de gezondheid, hygiëne of veiligheid van de andere baders in gevaar brengt, met name met schoenen, diverse uitrustingen, ludieke accessoires;

b) tot het zwembad ontzegt aan elke persoon die geen gebruik maakt van de douches en voetbaden of -douches;

2° de baders tijdens de openingsuren een badpak moeten dragen dat uitsluitend daartoe wordt gebruikt en aan de hygiënenormen voldoet;

3° kinderen onder 8 jaar onder het toezicht van een begeleidende volwassene dienen te staan;

4° dieren verboden zijn in de ruimtes voorbehouden aan de baders.

Een afschrift van het huishoudelijk reglement en van de procedures alsook van de ontvangstbewijzen bedoeld in het tweede lid worden door de exploitant op de plek bewaard waar zijn vergunningen, registers, enz. liggen.

Art. 14. De douches beschikken hetzij over lauw, hezij over warm en koud water.

Ze worden in werking gesteld d.m.v. een regelbare drukknop.

Het warme en lauwe water van de douches komt van een verwarmingsinstallatie waarmee de watertemperatuur minstens 65 °C bereikt. Eventuele vermenging met koud water gebeurt zo dicht mogelijk bij de waterverdeling voor de douches.

Art. 15. § 1. Het zwembadwater wordt volledig gerecycleerd in maximum 4 uur.

Het water van de pierbaden wordt volledig gerecycleerd in maximum 30 minuten.

De waterrecyclagevoorziening van de zwembaden neemt minstens 50 percent oppervlaktewater op.

§ 2. De bodem van het zwembad wordt minstens om de twee dagen vóór de openingsuren gereinigd en schoongezogen.

De wanden van het zwembad worden minstens één keer per week buiten de openingsuren gereinigd.

§ 3. Het zwembad wordt minstens één keer om de 2 jaar geledigd.

§ 4. De bufferbak, als er één is, wordt minstens één keer per jaar gereinigd.

§ 5. Het onderhoud of de reparatie van het waterbehandelingscircuit of de aanhorigheden ervan wordt niet tijdens de openingsuren van het zwembad uitgevoerd als de vlotte werking van de inrichting daardoor in het gedrang komt.

Art. 16. § 1. Als het vul- en suppletiewater van het zwembad geen distributiewater is, voldoet het aan de normen die voor distributiewater gelden.

De exploitant laat de kwaliteit van dat water controleren door een laboratorium geaccrediteerd overeenkomstig de geldende regelgeving of erkend voor wateranalyse krachtens de artikelen R. 101 en volgende van Boek I van het Milieuwetboek.

§ 2. Om de conformiteit te waarborgen van de waterkwaliteit bedoeld in de bepalingen van artikel 19 en, in voorkomend geval, van de artikelen 50 en 57, wordt dagelijks voldoende vers water toegevoegd.

§ 3. Het zwembadwater wordt behandeld in vier fasen, met name de voorfiltratie, de filtratie, de ontsmetting en de toevoer van vers water.

Voor de met chloor ontsmette zwembaden wordt ook voorzien in een pH-correctie.

§ 4. De uitrusting vermeldt voortdurend de automatische en betrouwbare metingen van het gehalte aan ontsmettingsmiddel en van de pH en verbetert die parameters automatisch wat de met chloor ontsmette zwembaden betreft.

§ 5. Het is verboden chemicaliën rechtstreeks in het zwembad te injecteren.

§ 6. Het debiet wordt na de filtratie en vóór de opening van het zwembad gemeten om de controle van de duur van de waterrecyclage te waarborgen.

§ 7. De exploitant zorgt ervoor dat de technische installaties van het zwembad regelmatig onderhouden worden.

§ 8. Het zwembadwater bevat geen elementen of kiemen in hoeveelheden die de veiligheid van de baders in het gedrang brengen.

§ 9. De natuurlijke verlichting en de kunstmatige verlichting weerkaatsen zo weinig mogelijk tegen het water.

De verlichting wordt gericht zodat de bodem van het zwembad vanuit elke gezichtshoek zichtbaar is.

Art. 17. § 1. De technische en opslaglokalen zijn vlot toegankelijk voor de levering van producten maar niet voor het publiek.

§ 2. De vaten met chemische producten, de opslaglokalen en de leidingen worden van een etiket voorzien of geïdentificeerd.

§ 3. De gezamenlijke installatie wordt dagelijks gecontroleerd door een bevoegd personeelslid van de inrichting dat door de exploitant aangewezen wordt.

§ 4. Een door de exploitant aangewezen bevoegd personeelslid van de inrichting is aanwezig bij elke levering van gevaarlijke producten.

§ 5. Individuele beschermingsmiddelen zijn met name een ademhalingstoestel, brillen en handschoenen. Een wastafel en een oogdouche met stromend water worden vlakbij de technische en opslaglokalen geïnstalleerd.

Die voorzieningen zijn steeds toegankelijk en operationeel zodat de veiligheid gewaarborgd kan worden in geval van lek of incident.

§ 6. De gevaarlijke producten worden los opgeslagen in de daartoe bestemde lokalen.

De losse producten die onder elkaar kunnen reageren, worden opgeslagen in afzonderlijke lokalen die uitsluitend voor de opslag van dergelijke producten dienen.

Tussen de kuip van de vrachtwagen die de losse chemische producten levert en de ingang van de opslaginstallatie van de inrichting wordt een buis zonder tussenkoppeling gebruikt. Er wordt gebruik gemaakt van specifieke buizen met onverenigbare aansluitstukken.

Per gevaarlijk product wordt gebruik gemaakt van een buis met een aansluitstuk speciaal bestemd voor het type product en onverenigbaar met het aansluitstuk van andere producten.

De gevaarlijke producten worden los opgeslagen in reservoirs van minstens 1 500 liter. De reservoirs zijn gesloten en worden geplaatst in een daartoe bestemde retentiebak waarvan de capaciteit gelijk is aan minstens 110 % van het reservoir dat het inhoudt. Weservoirs zijn voorzien van een duidelijk zichtbare niveauwijzer en van een ontgassingssysteem met « wasventilatieopening » om giftige uitdampingen te voorkomen. Alleen het bovenste gedeelte van de reservoirs is voorzien van een gat.

De tussenreservoirs, de zogenaamde « dagelijkse bakken », waar de gevaarlijke producten gedoseerd worden, mogen niet meer bevatten dan de hoeveelheid die nodig is voor twee dagen exploitatie.

De tussenreservoirs worden geplaatst in een daartoe bestemde retentiebak waarvan de capaciteit gelijk is aan minstens 110 % van het reservoir dat het inhoudt.

§ 7. De gevaarlijke producten worden in flessen opgeslagen op een daartoe bestemde plaats.

Als het gaat om een lokaal, is de ventilatie naar buiten gericht en van de externe ventilatieopeningen van het zwembad verwijderd.

§ 8. De vaten worden niet opgestapeld en worden opgeslagen in een retentiebak met een capaciteit van 50 % van het opgeslagen totaalvolume of in individuele retentiebakken met een capaciteit van 110 % van het opgeslagen volume van het vat.

De producten die onder elkaar kunnen reageren worden in afzonderlijke retentiebakken opgeslagen.

Afdeling 2. — Hygiëne en waterkwaliteit

Art. 18. § 1. De ontsmettingstechnieken en -methodes die niet enkel op chloorgebruik gebaseerd zijn, kunnen aan bijzondere voorwaarden onderworpen worden.

§ 2. Voor de met chloor ontsmette zwembaden wordt de pH aangepast met zoutzuur of zwavelzuur.

Art. 19. § 1. Het water van elk zwembad is ontsmettend.

§ 2. De chemische producten die voor de behandeling van het water gebruikt worden, zijn degene die toegelaten worden voor de behandeling van het publieke distributiewater.

§ 3. Het zwembadwater voldoet aan de kwaliteitsnormen bedoeld in onderstaande tabel A, als het uitsluitend met NaOCl of Cl₂ ontsmet wordt, in de onderstaande tabellen B en C, alsook, in voorkomend geval, aan de normen bedoeld in de tabellen E en G van de artikelen 50 en 57 :

Tabel A : CHEMISCHE PARAMETERS (indien uitsluitend met NaOCl of Cl ₂ ontsmet wordt)				
Types	Methodes	Eenheden	Waarden	
			Richt-waarden	Grens-waarden
pH	Electrometrie		7,2	6,5
Ondergrens				
Bovengrens			7,4	7,6

Ureum : Bovengrens	Berthelot of diacetylmonoxime	mg/l		2
Oxideerbaarheid in verwarmde oplossing en in zuur milieu (KmnO ₄) : bovengrens (O ₂)	Titrimetrie met kaliumpermanganaat	mg/l	5	
Gebonden chloor : Bovengrens	Colorimetrie (DPD ₂)	mg/l	0,3	0,8
Chloriden (als de pH met zoutzuur aangepast wordt en met uitzondering van gezouten zwembaden) : Bovengrens (Cl)	Potentiometrie, titrimetrie of ionische chromatografie	mg/l		800
Sulfaten (als de pH met zwavelzuur aangepast wordt): Bovengrens	Methode met een continu doorstroomanalysestelsel (CFA) of ionische chromatografie	mg/l		500

Tabel B : BACTERIOLOGISCHE PARAMETERS

Types	Methodes	Eenheden	Toelaatbare maximumwaarden
Totaalaantal aërobe kiemen	Telling na gelincorporatie	aantal/ml	100
<i>Pseudomonas aeruginosa</i>	Telling na filtratie op membraan	aantal/100 ml	0
Stafylokokken coagulase positief	Telling na filtratie op membraan	aantal/100 ml	0
Faecale streptokokken	Telling na filtratie op membraan	aantal/100 ml	0

Tabel C : FYSISCHES PARAMETERS

Types	Waarden	Grenswaarden
	Richtwaarden	
Helderheid		Bodem zichtbaar (*)
Zichtbare verontreiniging		Geen
Kleur		Geen

(*) Op het diepste punt van het zwembad wordt een donker herkenningsteken van 30 cm aangebracht.

§ 4. De overschrijding van de grenswaarden van de pH en de fysische parameters van tabel C en, in voorkomend geval, van de terreinparameters bedoeld in de tabellen E en G of de niet-inachtneming van de bijzondere voorwaarden die de bevoegde overheid op basis van artikel 18, § 1, eerste lid, kan uitvaardigen, legt de sluiting van het zwembad op indien de geschikte maatregelen niet binnen het halfuur genomen kunnen worden.

Afdeling 3. — Voorkoming van bacteriën « *Legionella pneumophila* » in de sanitaire installaties

Art. 20. De exploitant werkt een beheersplan uit voor elke voorziening van sanitair warmwater, inclusief de bevoorradings van alle andere installaties als hun net van sanitair warmwater gemeenschappelijk is met dat van het zwembad.

Art. 21. Het beheersplan bevat o.a. :

- 1° de identificatiegegevens en de personalia van de exploitant;
- 2° een algemeen schema en een technische beschrijving van de netwerken voor warm en koud water, inclusief de risicogebruikspunten en de tappunten;
- 3° een evaluatie van de aanwezigheid van *Legionella pneumophila* in het sanitair warmwater met het oog op de identificatie van de risico's van een bovenmatige besmetting en de vorming van aerosolen, met name op het vlak van de bouwtechniek, de wijze van distributie van het warmwater en de gebruikte materialen;
- 4° preventie maatregelen betreffende het circuit van sanitair warmwater en, desgevallend, op grond van bovenbedoelde risicoanalyse, het koudwatercircuit.

Bij elke wijziging van het warmwatercircuit of bij elke tussenkomst die het risico kan beïnvloeden, wordt het beheersplan opnieuw onderzocht en eventueel gewijzigd.

Het beheersplan ligt ter inzage van de toezichthoudend ambtenaar.

Art. 22. De preventie maatregelen worden genomen op basis van, o.a., temperatuurmetingen en campagnes voor de analyse van de *Legionella pneumophila* in elk sanitair warmwaternet en, desgevallend, op grond van de risicoanalyse bedoeld in artikel 21, het koudwatercircuit.

De exploitant neemt regelmatig preventie maatregelen, ook al wordt geen *Legionella pneumophila* gevonden binnen de inrichting.

Art. 23. De exploitant laat door een laboratorium dat geaccrediteerd of erkend is voor de monsterneming en de inventarisatie van *Legionella pneumophila* in sanitaire wateren tweemaal per jaar met een tussentijd van 6 maanden watermonsters nemen om de bacterie *Legionella pneumophila* in zijn installaties van sanitair water op te sporen. De monsternemingspunten worden bepaald volgens een monsternemingsstrategie die rekening houdt met het aantal risicogebruikspunten. Voor de monsterneming wordt voorrang gegeven aan de watertappunten die het minst gebruikt worden en het meest verwijderd zijn van de productie van sanitair warmwater.

Bovendien wordt een campagne inzake monsterneming en opsporing van *Legionella pneumophila* gevoerd vooraleer het zwembad voor het publiek geopend wordt als het niet meer dan een maand in bedrijf geweest is.

De monsters worden gecontroleerd door een laboratorium dat geaccrediteerd of erkend is voor de monsterneming of de opsporing van *Legionella pneumophila* in sanitaire wateren.

Er worden twee reeksen monsternemingen uitgevoerd : de eerste reeks zonder voorafgaande waterafvoer en de tweede na een waterafvoer van 2 tot 3 minuten om toe te zien op de graad van besmetting van het netwerk.

Art. 24. De inventarisatie van *Legionella pneumophila* in het water van de risicogebruikspunten is lager dan het waakzaamheidsniveau bedoeld in onderstaande tabel D :

Tabel D : KWALITEIT VAN HET WATER VAN DE RISICOGEBRUIKSPUNTEN					
Parameter	Methode	Eenheid	Waakzaamheidsniveau	Interventieniveau	Sluitingsniveau
<i>Legionella pneumophila</i>	Rechtstreekse inzaaiing en na concentratie per filtratie; zure en thermische behandeling	Aantal UFC/l	1 000	5 000	1 000

Art. 25. De exploitant werkt een interventieplan uit waarin de in geval van overschrijding van het waakzaamheidsniveau te voeren verbeteringsacties opgenomen zijn.

Het interventieplan bevat op zijn minst de volgende gegevens :

- 1° de datum van bijwerking van de gegevens van het interventieplan;
- 2° de identiteit en de personalia van de auteur van het interventieplan en van die van het beheersplan, met het oog op een snelle contactopname;
- 3° de personalia van de technicus die bevoegd is om in te grijpen in geval van besmetting van de installaties;
- 4° de maatregelen tot informatieverstrekking aan het technisch personeel, de bevolking en het verzorgend personeel, in voorkomend geval;
- 5° de schema's van de watercircuits met de plaats van de kranen waarmee de met de bacterie besmette circuits geïsoleerd kunnen worden;
- 6° de uit te voeren handelingen, zoals ketelsteenverwijderingen, ontluchtingen, de regeling van de temperaturen, fysische of chemische shockbehandelingen, naar gelang van de graad van besmetting van het net;
- 7° de controlemaatregelen ter beoordeling van de doelmatigheid van de maatregelen genomen om de besmetting in bedwang te houden.

Het interventieplan ligt ter inzage van de toezichthoudend ambtenaar.

Art. 26. § 1. Als de geïnventariseerde hoeveelheid *Legionella pneumophila* gelijk is aan of groter is dan het waakzaamheidsniveau en kleiner dan het interventieniveau, neemt de exploitant de verbeteringsmaatregelen waarin het interventieplan voorziet tot een resultaat onder 1 000 UFC/l bereikt wordt en herziet hij het beheersplan, de tenuitvoerlegging ervan en het sanitair warmwaternet.

§ 2. Als de geïnventariseerde hoeveelheid *Legionella pneumophila* gelijk is aan of groter is dan het interventieniveau en kleiner dan het sluitingsniveau, neemt de exploitant de verbeteringsmaatregelen waarin het interventieplan voorziet tot een resultaat onder het waakzaamheidsniveau van *Legionella pneumophila* bereikt wordt en herziet hij het beheersplan.

Binnen 10 dagen na de toepassing van de maatregelen waarin het interventieplan voorziet, laat de exploitant een nieuwe monsterneming en een nieuwe analyse uitvoeren om zich te vergewissen van de doelmatigheid van de genomen maatregelen.

Als de geïnventariseerde hoeveelheid nog steeds gelijk is aan of groter is dan het interventieniveau, laat de exploitant het zwembad en het sanitair warmwaternet onmiddellijk sluiten en verwittigt hij ogenblikkelijk per fax of e-mail de toezichthoudend ambtenaar alsook de burgemeester van de gemeente waar de inrichting gelegen is.

Het zwembad en het sanitair warmwaternet mogen opnieuw geopend worden wanneer een terugkeer tot een waarde onder het waakzaamheidsniveau bevestigd wordt na een monsterneming en een nieuwe analyse door een laboratorium geaccrediteerd of erkend voor de inventarisatie van *Legionella pneumophila* in sanitaire wateren.

De exploitant geeft de toezichthoudend ambtenaar onmiddellijk kennis per fax of e-mail van de datum van heropening van de inrichting.

§ 3. In geval van inventarisatie gelijk aan of hoger dan het sluitingsniveau neemt de exploitant de volgende maatregelen :

- 1° hij sluit onmiddellijk het zwembad alsook het sanitair warmwaternet;
- 2° hij verwittigt ogenblikkelijk per fax of e-mail de toezichthoudend ambtenaar alsook de burgemeester van de gemeente waar de inrichting gelegen is;
- 3° hij voert de acties uit waarin het interventieplan voorziet;
- 4° hij laat 3 dagen na de tenuitvoerlegging van de acties waarin het interventieplan voorziet monsters nemen en een analyse uitvoeren door een laboratorium dat geaccrediteerd of erkend is voor de inventarisatie van *Legionella pneumophila* in sanitaire wateren;
- 5° hij kan het zwembad en het sanitair warmwaternet heropenen wanneer een terugkeer tot een waarde onder het waakzaamheidsniveau bevestigd wordt na een monsterneming en een nieuwe analyse door een laboratorium geaccrediteerd of erkend voor de inventarisatie van *Legionella pneumophila* in sanitaire wateren; hij geeft de toezichthoudend ambtenaar onmiddellijk kennis per fax of e-mail van de datum van heropening van de inrichting;
- 6° hij vergewist zich ervan dat een laboratorium geaccrediteerd of erkend voor de inventarisatie van *Legionella pneumophila* in sanitaire wateren een monsterneming en een nieuwe analyse uitvoeren binnen 10 dagen na de heropening van het zwembad en van het sanitair warmwaternet. Hij stuurt het resultaat onmiddellijk per fax of e-mail aan de toezichthoudend ambtenaar alsook aan de burgemeester van de gemeente waar de inrichting gelegen is.

HOOFDSTUK IV. — *Ongevallen- en brandpreventie*

Art. 27. Vóór de tenuitvoerlegging van het project en vóór elke wijziging van de plaats of de exploitatieomstandigheden die de risico's voor brand of voor de verspreiding ervan zouden kunnen wijzigen, raadpleegt de exploitant de territoriaal bevoegde brandweerdienst over de te treffen maatregelen en de aan te wenden uitrustingen inzake de preventie en de bestrijding van brand en ontploffingen, met inachtneming van de bescherming van de bevolking en het leefmilieu.

Genoemde maatregelen worden onmiddellijk genomen door de exploitant.

Art. 28. Het zwembad is vlot toegankelijk voor de externe hulpdiensten en ontworpen zodat een persoon op een berie makkelijk en snel afgevoerd kan worden.

Art. 29. De voor het publiek toegankelijke lokalen zijn, net zoals de ontruimingscircuits, de technische lokalen en de toegangswegen ertoe, voorzien van een noodverlichting.

Art. 30. § 1. Doorzichtige deuren en wanden worden zichtbaar gemaakt en er worden maatregelen getroffen om verwondingen bij de bezoekers te voorkomen in geval van glasschade.

§ 2. Alle uitgangen, met inbegrip van de nooduitgangen, zijn toegankelijk voor de personen die zich in de lokalen van de inrichting bevinden.

§ 3. Alle uitgangen, met inbegrip van de nooduitgangen, worden d.m.v. reglementaire pictogrammen aangegeven. De pictogrammen zijn duidelijk zichtbaar. Ze worden met normale verlichting en noodverlichting verlicht.

De deuren gaan open in de richting van de uitgang.

Art. 31. § 1. Minstens één veiligheidsverantwoordelijke oefent rechtstreeks en voortdurend toezicht uit op de baders.

In een zwembad waarvan de maximale waterhoogte 1,4 meter overschrijdt, zijn de veiligheidsverantwoordelijken houder van het hoger reddersbrevet uitgereikt of gehomologeerd door de bevoegde administratieve overheid krachtens de wetgeving tot organisatie van de sport in het Franstalige taalgebied en het Duitstalige taalgebied of van elke gelijkwaardige kwalificatie erkend in laatstgenoemd taalgebied.

In een zwembad met een waterhoogte van 1,4 meter of minder zijn de veiligheidsverantwoordelijken houder van het basisreddersbrevet uitgereikt of gehomologeerd door de bevoegde administratieve overheid krachtens de wetgeving tot organisatie van de sport in het Franstalige taalgebied en het Duitstalige taalgebied of van elke gelijkwaardige kwalificatie erkend in laatstgenoemd taalgebied.

§ 2. De redders die verantwoordelijk zijn voor de veiligheid van de baders volgen bovendien minstens één keer per jaar een verplichte opleiding inzake eerste hulp-, reanimatie- en reddingstechnieken.

De modaliteiten voor die opleiding zijn goedgekeurd door de bevoegde administratieve overheid bedoeld in § 1, tweede en derde lid.

Een afschrift van het brevet wordt op de exploitatiezetel bewaard en ligt ter inzage van de toezichthoudend ambtenaar.

§ 3. Paragraaf 1 is niet van toepassing op :

1° zwembaden van toeristische inrichtingen, zoals hotels, landelijke verblijven, campings, gedurende de periodes waarin de toegang alleen aan residenten voorbehouden is;

2° therapeutische baden.

Art. 32. In de zwembaden wordt hoogstens één bader per 2 m² wateroppervlakte toegelaten.

Voor zwembaden voorbehouden aan zwemlessen en sportoefeningen wordt aanbevolen één bader per 3 m² wateroppervlakte toe te laten.

Art. 33. De waterdiepte en de plaatsen waar duiken verboden is, worden duidelijk aangegeven overal waar de veiligheid in het gedrang kan komen.

Elk plots diepteverschil wordt duidelijk aangegeven.

Art. 34. De inrichting beschikt over minstens één telefoontoestel met een directe buitenlijn die altijd vlot bereikbaar is.

Art. 35. De inrichting bevat een lokaal voor de toediening van de eerste zorgen of een kast met materiaal voor eerste hulp en reanimatie, in onberispelijke staat van onderhoud en vlot toegankelijk.

Het verzorgingsmateriaal bestaat voortdurend minstens uit de inhoud vermeld in bijlage I.

Behalve voor de zwembaden van toeristische inrichtingen gedurende de periodes waarin de toegang alleen aan residenten voorbehouden is, bestaat het reanimatiemateriaal bovendien uit de volgende toestellen voor zuurstofbehandeling :

1° een zuurstofmasker voor volwassenen;

2° een zuurstofmasker voor kinderen;

3° een autostatische samendrukbare beadeballon met patiëntenklep en verliesklep;

4° een zuurstoffles voor medisch gebruik voorzien van een gasdrukregelaar en een debietmeter die op de ballong is aangesloten. De fles wordt onderworpen aan een druktest die uitgevoerd wordt door een externe dienst voor technische controles erkend overeenkomstig de erkenning van externe diensten voor technische controles op de werkplaats.

Art. 36. § 1. De toezichthoudend ambtenaar wordt binnen 48 uur in kennis gebracht van elk lichamelijk ongeval met de dood of een ziekenhuisopname als gevolg en van elk technisch incident met de ontruiming of sluiting van de inrichting als gevolg.

§ 2. Elk noemenswaardig lichamelijk ongeval wordt op schrift gesteld d.m.v. een formulier waarvan het model in bijlage 2 opgenomen is.

§ 3. Elk technisch incident met de ontruiming of sluiting van het zwembad als gevolg wordt op schrift gesteld d.m.v. een formulier waarvan het model in bijlage 3 opgenomen is.

§ 4. De exploitant bezorgt de toezichhoudend ambtenaar jaarlijks vóór 1 april een lijst van de in artikel § 2 bedoelde ongevallen die zich in de loop van het vorige jaar voorgedaan hebben.

De lijst wordt opgesteld aan de hand van het formulier opgenomen in bijlage 4.

HOOFDSTUK V. — *Waterlozing*

Art. 37. § 1. Het afvalwater uit de backwash en de spoeling van de filters, het spoelwater en het water van de lediging van de zwembaden worden gelijkgesteld met industrieel afvalwater.

§ 2. De inrichtingen beschikken over een afwateringsnet waarmee het industriële afvalwater, het huishoudelijke afvalwater en het regenwater afzonderlijk beheerd kunnen worden.

§ 3. De zwembaden worden mechanisch, met een borstel of met een hogedrukspuit gereinigd.

Wanneer blijkt dat chemische producten, bijv. bleekwater of een ketelsteenoplosmiddel, gebruikt moeten worden, dient de door de leverancier voorgeschreven dosering in acht te worden genomen.

§ 4. Als de zwembaden via het openbaar afwateringsnet geleidigd worden, neemt de exploitant vooraf contact op met de bevoegde saneringsinstelling. De exploitant houdt rekening met de lozingsperiode en met het maximale lozingsdebiet naar gelang van de capaciteit van het net en de zuiveringsinstellingen die eventueel bepaald worden door de bevoegde saneringsinstellingen.

Als de wateren van de zwembaden die chloor als ontsmettingsmiddel gebruiken afgevoerd worden naar gewoon oppervlaktewater, een kunstmatige regenwaterafvoer of een grondinfiltratiesysteem, meet de exploitant vooraf hun actief chloorgehalte om zich ervan te vergewissen dat het voldoet aan de hiernavermelde lozingsvoorwaarden. In voorkomend geval vloeit het afgevoerde water langs een dechlorerinstallatie alvorens geloosd te worden. Die installatie wordt regelmatig onderhouden om te voldoen aan de hiernavermelde lozingsvoorwaarden.

§ 5. Een schema van alle netten en een plan van de rioleringen worden door de exploitant opgemaakt, regelmatig bijgewerkt, met name na elke noemenswaardige wijziging, en gedateerd. Het plan van de netten voor de inzameling van effluënten vermeldt o.a. de sectoren waar is ingezameld, de aansluitingspunten, de kijkgaten, de rioleringen, de postes de relevage, de meetposten, de handbediende en automatische afsluiters.

Ze liggen ter inzage van de toezichhoudend ambtenaar alsook van de brandweer- en hulpdiensten.

§ 6. Industrieel afvalwater dat in gewoon oppervlaktewater, in een kunstmatige afwateringsweg of een grondinfiltratiesysteem wordt geloosd, voldoet aan de volgende voorwaarden :

1° de pH is niet hoger dan 9 of niet lager dan 6,5;

2° de temperatuur bedraagt hoogstens 30 °C;

3° het gehalte aan zwevende stoffen is niet hoger dan 60 mg/l;

4° het gehalte aan anionactieve, kationactieve en niet-ionogene wasmiddelen is niet hoger dan 3 mg/l;

5° voor zwembaden die chloor als ontsmettingsmiddel gebruiken, is het actief chloorgehalte niet hoger dan 0,05 mg/l;

6° het geloosde water is vrij van de gevaarlijke stoffen bedoeld in de artikelen R.131 tot R.141 en in de bijlagen I en VII bij het regelgevend gedeelte van Boek II van het Milieuwetboek, dat het Waterwetboek inhoudt.

Industrieel afvalwater mag in geen geval vloeien langs eventuele voorzieningen voor de behandeling van huishoudelijk afvalwater.

§ 7. Industrieel afvalwater dat in een openbare riolering wordt geloosd, voldoet aan de volgende voorwaarden :

1° de pH is niet hoger dan 9,5 of niet lager dan 6;

2° de temperatuur bedraagt hoogstens 45 °C;

3° het gehalte aan zwevende stoffen is niet hoger dan 1 000 mg/l;

4° vanwege hun structuur mogen ze de werking van de opvang- en zuiveringsstations niet schaden;

5° de diameter van de zwevende stoffen bedraagt niet meer dan 10 mm;

6° het geloosde water mag geen stoffen bevatten die gevaar inhouden voor het personeel dat de rioleringen en zuiveringsinstallaties onderhoudt, de leidingen kunnen beschadigen of verstopping, de goede werking van de stuwings- en zuiveringsinstallaties kunnen belemmeren;

7° het geloosde water bevat geen opgelost ontvlambaar of ontplofbaar gas, noch producten die het vrijmaken van dergelijke gassen kunnen veroorzaken;

8° het is verboden mechanisch vermaalde vaste stoffen te storten of water te lozen dat zulke stoffen bevat;

9° het geloosde water is vrij van de gevaarlijke stoffen bedoeld in de artikelen R.131 tot R.141 en in de bijlagen I en VII bij het regelgevend gedeelte van Boek II van het Milieuwetboek, dat het Waterwetboek inhoudt.

Industrieel afvalwater mag in geen geval vloeien langs eventuele voorzieningen voor de voorbehandeling van huishoudelijk afvalwater.

HOOFDSTUK VI. — *Controle*

Art. 38. § 1. De helderheid, de temperatuur en de pH van het zwembadwater worden voor de opening van de inrichting door de exploitant gecontroleerd, minstens twee keer tijdens de openingsuren met een tussentijd van minimum 4 uren.

Om de pH te meten, wordt een monster van het zwembadwater genomen, altijd op dezelfde plaats vlakbij de kade, 30 centimeter vanaf de oppervlakte en zover mogelijk van de toevoer van het behandelde water in het zwembad.

De gemeten pH-waarden worden onmiddellijk vergeleken met de continu aangeplakte waarden.

§ 2. Wat betreft de zwembaden die chloor (NaOCl of Cl₂) als ontsmettingsmiddel gebruiken, worden het beschikbare vrije chloor, het actieve chloor en het gecombineerde chloor op zijn minst voor de opening van de inrichting en twee keer tijdens de openingsuren door de exploitant gecontroleerd na het nemen van een monster van het zwembadwater, altijd op dezelfde plaats vlakbij de kade, 30 centimeter vanaf de oppervlakte en zover mogelijk van de toevoer van het behandelde water in het zwembad.

De gemeten pH-waarden worden onmiddellijk vergeleken met de continu aangeplakte waarden.

Het actieve chloor wordt vanaf de pH en de vrije chloor bepaald d.m.v. de tabel opgenomen in bijlage 5.

§ 3. De exploitant laat de waterkwaliteit van de zwembaden minstens maandelijks controleren door een laboratorium geaccrediteerd overeenkomstig de geldende regelgeving of erkend krachtens de artikelen R.101 en volgende van Boek I van het Milieuwetboek voor wateranalyse. Dat laboratorium zal controle voeren op de chemische, bacteriologische en fysische parameters bedoeld in artikel 19 en, desgevallend, in de artikelen 50 en 57.

§ 4. De exploitant of zijn aangestelde zorgt ervoor dat de voor analyse bestemde watermonsters minstens twee uren na de opening van het zwembad genomen worden, altijd op dezelfde plaats en zover mogelijk van de toevoer van het behandelde water in het zwembad, vlakbij de kade en 30 cm centimeter vanaf de oppervlakte.

De monsters worden door het laboratorium genomen.

Het uur van de monsterneming en het aantal baders worden opgegeven.

Het ontsmettingsmiddel wordt correct geneutraliseerd in het monster dat voor de microbiologische analyse bestemd is.

De pH en, desgevallend, het vrije chloor en het actieve chloor worden door het laboratorium gemeten wanneer de monsters genomen worden.

§ 5. De exploitant zorgt ervoor dat de resultaten van de bacteriologische analyses hem meegedeeld worden binnen een termijn van 10 dagen, te rekenen van de dag na de monsterneming, en dat de analyses binnen 24 uren na de monsterneming uitgevoerd worden.

§ 6. Als een bacteriologisch resultaat niet conform is, wordt onmiddellijk een nieuwe analyse gevoerd, waarschuwt de exploitant onmiddellijk de toezichthoudend ambtenaar en geeft hij hem kennis van de genomen maatregelen.

Als de resultaten van die nieuwe analyse ook niet conform zijn, wordt het zwembad gesloten tot de toestand genormaliseerd is. De toezichthoudend ambtenaar wordt onmiddellijk op de hoogte gebracht van de sluiting van de inrichting.

Er wordt een overschrijding toegestaan van de maximale waarden toegelaten in 10 percent van de monsters die in de loop van de vorige 10 maanden geanalyseerd werden.

§ 7. Een afschrift van de analyseresultaten ligt ter inzage van de klanten en van de toezichthoudend ambtenaar.

§ 8. De resultaten van de wateranalyses die zijn verricht door het laboratorium geaccrediteerd overeenkomstig de geldende regelgeving of erkend krachtens de artikelen R.101 en volgende van Boek I van het Milieuwetboek, worden aangeplakt op een plek waar de baders langs moeten, met name bij de kas of aan de ingang van de kleedkamers. De analyseresultaten dateren van minder dan 40 dagen.

§ 9. De toezichthoudend ambtenaar kan altijd bijkomende analyses voor rekening van de exploitant eisen.

Art. 39. Voor de inbedrijfstelling van een nieuw zwembad of na elke structurele wijziging van het zwembad, kan de watercirculatie via een test, bijv. een colorimetrische test, aangetoond worden.

Art. 40. Het geloosde water wordt afgevoerd via een controlevoorziening die aan de volgende vereisten voldoet:

1. een vlotte monsterneming van het geloosde water mogelijk maken;
2. op verzoek of op initiatief van de toezichthoudend ambtenaar het nemen van monsters mogelijk maken;
3. vlot toegankelijk zijn, zonder voorafgaande formaliteit;
4. geïnstalleerd zijn op een plek die alle garanties biedt inzake waterkwantiteit en -kwaliteit;

Art. 41. § 1. De exploitant houdt een dossier met lijsten bij waarop de volgende gegevens voorkomen :

1° de resultaten van de door hem gevoerde dagelijkse analyses bedoeld in artikel 38, §§ 1 en 2;

2° de resultaten van de in artikel 38, § 3, bedoelde analyses die op gezette tijden gevoerd worden door het laboratorium geaccrediteerd overeenkomstig de geldende regelgeving of erkend krachtens de artikelen R.101 en volgende van Boek I van het Milieuwetboek;

2° de aangeplakte waarden van de pH of van het ontsmettingsmiddel (de ontsmettingsmiddelen) op het moment van de monsterneming door het laboratorium geaccrediteerd overeenkomstig de geldende regelgeving of erkend krachtens de artikelen R.101 en volgende van Boek I van het Milieuwetboek;

4° de data van de spoeling van de filters, van de vervanging of de toevoeging van filtreermateriaal, van de lediging van de zwembaden en, desgevallend, van de reiniging van de bufferbak;

5° het dagelijkse bezoek van het zwembad;

6° eventuele incidenten alsook de onderhouden, verificaties, storingen, herstellingen of ongevallen;

7° de maandelijks opmeting van de watermeters;

8° de bemerkingen i.v.m. de controles op de technische installaties in het zwembad, met inbegrip van de ijking van de controle- en meettoestellen;

9° de namen van de verantwoordelijken voor de opslag en de inontvangstname van de gevaarlijke en de chemische producten alsook van hun plaatsvervangers;

10° de namen van de verantwoordelijke personen voor de dagelijkse controle op de installaties, alsook van hun plaatsvervangers;

11° het afschrift van de formulieren opgenomen in de bijlagen 2, 3 en 4;

12° de naam van de chemische producten die in de inrichting gebruikt worden, de geleverde hoeveelheden en de leveringsdata.

§ 2. Het dossier ligt ter inzage van de toezichthoudende ambtenaar en wordt 5 jaar bewaard.

Art. 42. De exploitant houdt een register met de uitgevoerde preventieve en verbeteringsmaatregelen waarin voorzien wordt in het beheersplan en het interventieplan bedoeld in afdeling 3 van hoofdstuk III van Titel I.

Het register ligt ter inzage van de toezichthoudende ambtenaar.

Art. 43. De exploitant legt de controlerapporten betreffende de elektrische hoogspannings- en laagspanningsinstallaties ter inzage van de toezichhoudend ambtenaar.

TITEL II. — Bepalingen van toepassing op de overdekte zwembaden

Art. 44. De bepalingen van deze titel zijn van toepassing op de overdekte zwembaden, onverminderd de bepalingen van Titel I.

HOOFDSTUK I. — *Vestiging en bouw*

Art. 45. De systemen voor de circulatie en de afvoer van lucht, damp en rook worden zo aangelegd dat ze niet hinderlijk zijn voor het publiek en de burens.

HOOFDSTUK II. — *Exploitatie*

Afdeling 1. — Lucht

Art. 46. § 1. De verse lucht voor de ventilatie van de inrichting wordt van buiten aangevoerd, ver genoeg van elke andere vervuilsbron.

§ 2. Het heteluchtdebiet in de zwembadhal streeft naar de waarde 15 m³ per uur en per m² wateroppervlak.

Het vermengingspercentage per uur stemt overeen met het aantal keer dat het luchtvolume gelijk aan het volume van de zwembadhal gedurende een periode van één uur hernieuwd wordt. De richtwaarde van het vermengingspercentage in een zwembadhal is gelijk aan 5 volumes per uur.

Art. 47. Het percentage van de relatieve luchtvochtigheid wordt onder 65 % gehouden. Om dat percentage te controleren, beschikt de exploitant in de zwembadhal over een vlot werkende vochtmeter die op 1,5 à 2 meter van de bodem geplaatst wordt.

Art. 48. De zwembadhal beschikt over een vlot werkende thermometer.

Tijdens de openingsuren is de luchttemperatuur er minstens 2 °C hoger dan de watertemperatuur in het grootste bad.

Afdeling 2. — Hygiëne en waterkwaliteit

Art. 49. Deze afdeling is van toepassing wanneer het chloor alleen gebruikt wordt voor de behandeling van het zwembadwater.

Art. 50. § 1. Behalve de kwaliteitsnormen bedoeld in artikel 19, voldoet het water van de overdekte zwembaden die uitsluitend met chloor (NaOCl of Cl₂) ontsmet worden aan de volgende kwaliteitsnormen:

Tabel E (aanvulling van tabel A) : CHEMISCHE PARAMETERS				
Types	Methodes	Eenheden	Waarden	
			Richt- waarden	Grens- waarden
Gemeten vrij chloor	Colorimetrie (DPD,)	mg/l	0,5	0,5
Ondergrens				
Bovengrens				
Actief chloor	Berekening vanaf het gemeten vrije chloor en de pH (zie bijlage 5)	mg/l		0,4
Ondergrens				

Afdeling 3. — Chloraminen

Art. 51. Deze afdeling is van toepassing in het geval waarin chloor alleen wordt gebruikt of in combinatie met een ander ontsmettingsmiddel voor de behandeling van het zwembadwater.

Art. 52. § 1. De exploitant zorgt ervoor dat de controle van het percentage van trichloramine in de lucht van de zwembadhal wordt uitgevoerd door een laboratorium of een instelling die erkend is voor monsternemingen, analyses en onderzoeken in het kader van de bestrijding van de luchtverontreiniging, één keer per jaar tussen 1 september en 30 april, op een tijdstip dat representatief is voor het zwembadbezoek en op kosten van de exploitant.

§ 2. De exploitant vergewist zich ervan dat de monsterneming van de lucht uitgevoerd door een laboratorium of een instelling die erkend is voor monsternemingen, analyses en onderzoeken in het kader van de bestrijding van de luchtverontreiniging, wordt verricht op het diepste punt, aan de rand van het zwembad en op een hoogte van 1,5 meter boven de bodem.

De plaats van het oppompen (monsterneming) van de lucht is zover mogelijk gelegen van elke uitrusting of structuur die een normale luchtcirculatie verhinderen en van de roosters voor de aan- en afvoer van lucht in de hal.

De monsterneming duurt tussen anderhalf uur en twee uren met een zuigdebiet van 1 liter per minuut. De pomp blijft, tijdens de duur van de monsterneming, onder het toezicht van het personeel van het analyselaboratorium.

De exploitant zorgt ervoor dat het rapport overgemaakt door het laboratorium of de instelling die erkend is voor monsternemingen, analyses en onderzoeken in het kader van de bestrijding van de luchtverontreiniging, de datum, het uur en de duur van de monsterneming vermeld, alsook de plaats van de monsterneming aan de hand van een schema en het percentage van het zwembadbezoek op het tijdstip van de monsterneming.

§ 4. De lucht van het zwembad moet aan de volgende kwaliteitsnormen voldoen :

Tabel F: LUCHTKWALITEIT				
Parameter	Methode	Eenheid	Interven-tiewaarde	Grens-waarden
Trichloramine	Dosering van de chloriden na ver-laging van de chloorverbindingen met arseentrioxide en natrium-carbonaat	mg/m ³	0,5	1

De exploitant beschikt over een interventieplan dat wordt uitgevoerd in geval van overschrijding van de interventiewaarde voor de trichloramine (0,5 mg/m³).

§ 5. In geval van overschrijding van de interventiewaarde voor de trichloramine (0,5 mg/m³) voert de exploitant het interventieplan uit. Een nieuwe analyse van de luchtkwaliteit wordt uitgevoerd binnen 30 dagen na de analyse die een overschrijding van de interventiewaarde heeft aangegeven.

Indien de nieuwe resultaten hoger liggen dan de interventiewaarde wordt de inrichting gesloten tot het percentage trichloramine opnieuw lager ligt dan de interventiewaarde. De exploitant verwittigt de toezichthoudend ambtenaar per fax of per e-mail alsook de burgemeester van de gemeente waar de inrichting gelegen is.

Het zwembad kan opnieuw worden geopend wanneer een rapport opgesteld door een laboratorium of een instelling die erkend is voor monsternemingen, analyses en onderzoeken in het kader van de bestrijding van de luchtverontreiniging, bevestigt dat het percentage trichloramine lager is dan de interventiewaarde.

De exploitant deelt de heropeningsdatum van de inrichting, per fax of per e-mail, onverwijld mee aan de toezichthoudend ambtenaar.

§ 6. De overschrijding van de grenswaarde met 1 mg/m³ heeft de onmiddellijke sluiting van het zwembad tot gevolg.

De exploitant verwittigt de toezichthoudend ambtenaar per fax of per e-mail alsook de burgemeester van de gemeente waar de inrichting gelegen is.

Het zwembad kan opnieuw worden geopend wanneer een rapport opgesteld door een laboratorium of een instelling die erkend is voor monsternemingen, analyses en onderzoeken in het kader van de bestrijding van de luchtverontreiniging, bevestigt dat het percentage trichloramine lager is dan de interventiewaarde.

De exploitant deelt de heropeningsdatum van de inrichting, per fax of per e-mail, onverwijld mee aan de toezichthoudend ambtenaar.

Art. 53. De exploitant houdt een register bij waarin de uitvoering van de maatregelen bepaald bij het interventieplan bedoeld in artikel 51 wordt opgenomen.

Het register ligt ter inzage van de toezichthoudend ambtenaar.

HOOFDSTUK III. — Ongevallen- en brandpreventie

Art. 54. § 1. De draagstructuren of de inrichtingsmaterialen en de desbetreffende verbindingstukken zijn van nature of door behandeling corrosievrij en kunnen visueel onderzocht worden.

§ 2. Het eerste visuele onderzoek van de draagstructuren of van de inrichtingsmaterialen en de desbetreffende verbindingstukken wordt uitgevoerd minder dan 10 jaar na de inbedrijfsstelling van de inrichting en vervolgens minstens om de 5 jaar.

Een bureau gespecialiseerd in de stabiliteit van bouwwerken voert dat onderzoek uit en maakt daarover een rapport op dat ingezien kan worden door de toezichthoudend ambtenaar. Het besluit van dit rapport moet duidelijk zijn wat betreft de stabiliteit van het bouwwerk.

De exploitant legt de controlerapporten ter inzage van de toezichthoudend ambtenaar.

Indien het gespecialiseerd bureau een ernstig probleem inzake stabiliteit van het bouwwerk aan het licht brengt, zal de exploitant de inrichting sluiten tot het probleem opgelost is en wordt de toezichthoudend ambtenaar hiervan schriftelijk op de hoogte gebracht.

TITEL III. — Bepalingen van toepassing op de openlucht zwembaden

Art. 55. De bepalingen van deze Titel zijn van toepassing op de openlucht zwembaden onverminderd de bepalingen van Titel I.

HOOFDSTUK I. — Controle

Art. 56. In afwijking van artikel 38, § 3, worden tijdens de openingsperiode en minstens twee keer per maand de chemische, bacteriologische en fysische parameters bedoeld in de artikelen 19 en 57 gecontroleerd door een laboratorium geaccrediteerd overeenkomstig de geldende regelgeving of erkend krachtens de artikelen R.101 en volgende van Boek I van het Milieuwetboek voor wateranalyse.

Vóór de opening van het seizoen, laat de exploitant een wateranalyse uitvoeren volgens de modaliteiten van het vorig lid.

De exploitant geeft de toezichthoudende ambtenaar schriftelijk kennis van de openingsdatum van het seizoen. Hij stuurt hem tegelijkertijd een afschrift van de resultaten van de wateranalyse.

Het zwembad wordt slechts geopend als de resultaten conform zijn met de normen bepaald door de artikelen 19 en 57.

Art. 57. § 1. Behalve de naleving van de kwaliteitsnormen bedoeld in artikel 19, voldoet het water van de zwembaden die uitsluitend met chloor (NaOCl of Cl₂) ontsmet worden aan de volgende kwaliteitsnormen :

Tabel G (aanvulling op tabel A): CHEMISCHE PARAMETERS				
Types	Methodes	Eenheden	Waarden	
			Richt- waarden	Grens- waarden
<u>Wanneer er geen chloro-isocyanuraat wordt gebruikt</u>				
Gemeten vrij chloor	Colorimetrie (DPD,...)			
Ondergrens		mg/l	1	0,8
Bovengrens		mg/l	2	3
Actief chloor Ondergrens	Calcul à partir du chlore libre mesuré et du pH (voir annexe 5)	mg/l		0,6
<u>Wanneer chloro-isocyanuraat wordt gebruikt</u>				
Beschikbare chloor : Hypochloriet + onderchlorigzuur + chloro-isocyanuraat	Colorimetrie DPD1 (Diethyl Parafenylen Diamine) of " FREE "			
Ondergrens		mg/l		3
Bovengrens		mg/l		5
Isocyanide zuur Ondergrens Bovengrens	Melaminetest	mg/l mg/l		25 75

Titel IV. — Bepalingen voor het beheer van onder druk vloeibaar gemaakt chloor

Art. 58. De bepalingen van deze Titel zijn van toepassing op open en overdekte zwembaden die onder druk vloeibaar gemaakt chloor gebruiken als ontsmettingsmiddel

HOOFDSTUK I. — *Vestiging en bouw*

Art. 59. § 1. Alle gebruikte of in reserve gehouden tanks worden tegen zonnestralingen en atmosferische effecten beschermt in een speciaal daartoe ingerichte gesloten ruimte die niet uitgaat op een voor het publiek toegankelijke zone. Het opschrift " chlooropslag " staat duidelijk vermeld op de deur van het lokaal.

§ 2. De opslagplaats bestaat uit een hok of een kast. De afmetingen ervan (hoogte, diepte en breedte) zijn zodanig dat het personeel er niet kan binnenkomen.

De scheiding tussen het hok of de kast en het zwembad is gasdicht en biedt een vuurweerstand van minstens één uur.

§ 3. Als de opslagplaats zich in een lokaal bevindt, worden de producten opgeslagen op de benedenverdieping, zo ver mogelijk van de stookruimte.

Alle bestanddelen (muren, wanden, vloeren, plafonds,...) tussen het opslaglokaal en elk ander lokaal zijn gasdicht en bieden een vuurweerstand van minstens één uur.

Het lokaal is uitgerust met een enkele deur die rechtstreeks uitgaat op buiten.

Elke deur die toegang geeft tot het lokaal van buiten uit, gaat open in de richting van de uitgang. Ze gaat automatisch dicht en is niet uitgerust met een voorziening waardoor ze in open stand kan worden vastgezet. De deur mag in open stand worden vastgezet wanneer in het lokaal technische handelingen aan de gang zijn.

Het lokaal is uitgerust met een geforceerde ventilatie die de buitenlucht langs onder (bodemniveau) aanzuigt. De lucht wordt dan rechtstreeks langs boven in de open lucht geloosd.

Het ventilatiesysteem wordt van buiten het lokaal bediend.

De exploitant zorgt ervoor dat de ventilatie van het opslaglokaal zo ontworpen is dat ze niet hinderlijk is voor de buurt en voor het publiek. De openingen voor verse lucht en de afzuigers van vervuilde lucht worden zo geplaatst dat ze de gassen van de ventilatie van het opslaglokaal niet kunnen aanzuigen. De ligging van het lokaal wordt naar gelang van de heersende winden gekozen.

De uitrustingen in het opslaglokaal, meer bepaald de installatie en het elektrische materiaal, worden ontworpen en verwezenlijkt met inachtneming van de corrosierisico's inherent aan de eventuele aanwezigheid van chloor in de lucht.

§ 4. De tanks worden verticaal aan een wand vastgemaakt met klemmen en kettingen die vlot open gaan.

De chloormeters worden rechtstreeks op de flessen aangebracht. Geen enkele leiding vervoert gasvormig chloor onder druk.

§ 6. Het punt waar gasvormig chloor in de waterleiding wordt geïnjecteerd en de voorziening voor de regeling van het debiet van gasvormig chloor bevinden zich buiten de opslagruimte.

HOOFDSTUK II. — *Uitbating*

Art. 60. Vloeibaar gemaakt chloor wordt opgeslagen in tanks die getest worden door een externe dienst voor technische controles erkend bij de regelgeving betreffende de erkenning van externe diensten voor technische controles op de werkplaats en die geen gebreken vertonen.

Art. 61. De omgevingstemperatuur wordt onder 50 °C gehouden.

Art. 62. Het is verboden brandstoffen op te slaan in de opslagruimte of in de nabijheid ervan.

Art. 63. De exploitant voert dagelijks controles uit in de opslagruimte om chloorlekken op te sporen en om na te gaan of de tanks in perfecte staat zijn.

De tanks mogen niet in de inrichting hersteld worden. Elke gebrekkige tank wordt zo spoedig mogelijk teruggegeven aan de fabrikant.

Art. 64. Als de waterbehandeling meer dan 4 uur wordt onderbroken, sluit de exploitant de gebruikte chloortanks.

Art. 65. De chloorlevering vindt plaats onder toezicht van een door de exploitant aangewezen persoon die op de hoogte is van de modaliteiten inzake het beheer van gasvormig chloor, met name de gevaren die er inherent aan zijn en de in geval van incident of ongeval te treffen maatregelen.

HOOFDSTUK III. — *Ongevallen- en brandpreventie*

Art. 66. Geschreven procedures en interne noodplannen worden door de exploitant in overleg met de bevoegde diensten opgesteld.

Art. 67. In de buurt van de opslagruimte wordt minstens één ademhalingstoestel, waarvan het model erkend is, in een kast op een veilige plaats geïnstalleerd; dat toestel is geschikt voor gebruik in lucht met gasvormig chloor en isoleert de ademhalingsopeningen en ogen :

1° in geval van opslag in een lokaal bevindt de kast zich buiten het lokaal en bij de ingang ervan;

2° in geval van opslag in een hok of in een kast bevindt de kast zich in één van de volgende dichtstbij gelegen lokalen :

a) redderslokaal;

b) infirmerie;

c) kassa.

Het ademhalingstoestel is voortdurend operationeel en is het voorwerp van een geschreven programma inzake inspectie en periodiek onderhoud dat de verwezenlijking van die doelstelling waarborgt en aan de aanbevelingen van de fabrikant voldoet.

Gebruiksklare reserve-elementen, zoals filterpatronen of persluchtcilinders, al naar gelang het geval, zijn steeds voorhanden.

Het personeel krijgt een opleiding om het ademhalingstoestel te kunnen gebruiken. Die opleiding wordt minstens één keer per jaar herhaald.

Art. 68. Bij de kast bevindt zich een tabel met de door de exploitant geformuleerde en getekende voorschriften. Daarbij wordt met name rekening gehouden met de aanbevelingen van de leveranciers van het aanwezige materiaal. De tabel vermeldt met name :

1. de gebruiksaanwijzing van het ademhalingstoestel en voor het onderhoud ervan;
2. de uit te voeren handelingen en de voor de lopende exploitatie te treffen voorzorgsmaatregelen;
3. de mogelijke incidenten, de desbetreffende risico's en de in die gevallen uit te voeren handelingen;
4. de in geval van brand te treffen maatregelen en de plaats voor de ontruiming van de chloorvaten.

TITEL V. — *Overgangs-, opheffings- en slotbepalingen*

Art. 69. De bepalingen van het koninklijk besluit van 3 augustus 1976 houdende algemeen reglement voor het lozen van afvalwater in de gewone oppervlaktewateren, in de openbare riolen en in de kunstmatige afvoerwegen voor regenwater zijn niet meer toepasselijk op de inrichtingen bedoeld in dit besluit.

Art. 70. Dit besluit is van toepassing op de bestaande inrichtingen zodra het in werking treedt.

In afwijking van het vorig lid :

1° zijn artikel 3, leden 1, 2, 3 en 6, artikel 5, artikel 6, § 1, leden 1 en 3, § 2, artikel 8, §§ 2, 3 en 4, artikel 9, lid 1, artikel 14, lid 2, artikel 17, § 1, artikel 37, § 2, § 6, laatste lid, § 7, laatste lid, en artikel 46, § 2, niet van toepassing op de bestaande inrichtingen;

2° zijn artikel 10, leden 1 en 4, artikel 15, § 1, lid 2, artikel 17, § 6, lid 5, hoofdstuk V van Titel I en artikel 40 van toepassing op de bestaande inrichtingen uiterlijk twee jaar na de inwerkingtreding van dit besluit.

Art. 71. Het besluit van de Waalse Regering van 13 maart 2003 houdende sectorale voorwaarden i.v.m. zwembaden, gewijzigd bij de besluiten van 6 mei 2004 en 21 december 2006 wordt opgeheven.

Art. 72. De Minister van Leefmilieu is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 13 juni 2013.

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Minister van Leefmilieu, Ruimtelijke Ordening en Mobiliteit,
Ph. HENRY

BIJLAGE 1

Minimale inhoud van het verzorgingsmaterieel

Benaming	Hoeveelheid
Handboek eerste hulp in afwachting van hulpverlening	1
Verbandschaar (gebogen schaar, met een rond en een plat punt)	1
Ontsmettingsmiddelen:	Naargelang de risico's te bepalen hoeveelheden
Antisepticum op basis van chloorhexidine ontsmetting van de wonden	
Hydroalcoholische oplossing ontsmetting van de handen	
Driehoekig verband	2
Zwachtel van elastisch gezoomd gaas:	
- 5cm	1
- 7cm	1
Individueel verpakt drukverband:	
Gaaszwachtel van 5 cm x 2m met verbandplakje van 10 cm x 7 cm	1
Gaaszwachtel van 7 cm x 2m met verbandplakje van 14 cm x 12 cm	1
Scherpe splinterpincet van roestvrij staal van het type korentang	1
Veiligheidsspelden	1 pak
Aluminium isolatiedeken	1
Handschoenen voor éénmalig gebruik, bij voorkeur in vinyl	5 paar
Reanimatiemasker	1
Of folie met filter voor bescherming bij mond-op-mondbeademing (ter vervanging van de reanimatiecanule)	2
Steriele kompressen van 5cm x5cm of 7,5cm x 7,5cm of 10cm x 10cm	Naargelang de risico's te bepalen afmetingen en hoeveelheden
Rolletje hypoallergisch kleefpleister 2,5 cm	1
Individueel voorverpakte zelfklevende verbanden van verschillende afmetingen	Naargelang de risico's te bepalen hoeveelheid
Zakje instant ijs	1
Alcohol 70% : Ontsmetting van het materiaal	Naargelang de risico's te bepalen hoeveelheid
Inventaris	1
Lijst met nuttige telefoonnummers (binnen en buiten het bedrijf)	1

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 13 juni 2013 tot bepaling van de sectorale voorwaarden betreffende open en gedekte zwembaden voor en niet louter privaat gebruik in het kader van het gezin met een oppervlakte van meer dan 100 m² en een diepte van meer dan 40 cm.

Namen, 13 juni 2013.

De Minister-President,

R. DEMOTTE

De Minister van Leefmilieu, Ruimtelijke Ordening en Mobiliteit,

Ph. HENRY

BIJLAGE 2

FORMULIER A

Naam van het zwembad:
Straat:
Postcode:
Plaats:
Telefoon:
Fax:
Email:
Naam van de Directeur:
Type inrichting: School - Zwembad - Sportcomplex met zwembad

FORMULIER ONGEVAL IN EEN ZWEMBAD**- Lichamelijk ongeval -**

Datum:/...../.....	Uur:	Plaats:
<u>Slachtoffer:</u>		
Naam:	Voornaam:	
Adres:		Tel.: :/.....
Leeftijd:	Geslacht: <input type="checkbox"/> M <input type="checkbox"/> V	
Individueel:	Groep:	
<u>Begeleider:</u>	Naam :	Voornaam:
Soort ongeval	Type infrastructuur	
<input type="checkbox"/> <u>In het water</u> <ul style="list-style-type: none"> <input type="checkbox"/> Verdrinking (al dan niet gunstige afloop) <input type="checkbox"/> Contact met de infrastructuur 	<ul style="list-style-type: none"> <input type="checkbox"/> Trap onder water <input type="checkbox"/> Tegels <input type="checkbox"/> Ladder/leuningregel <input type="checkbox"/> Gang of koord <input type="checkbox"/> Rooster <input type="checkbox"/> Drijvende structuur <input type="checkbox"/> Glijbaan <input type="checkbox"/> Springtoren <input type="checkbox"/> Startblok/rand <input type="checkbox"/> Andere: 	
<ul style="list-style-type: none"> <input type="checkbox"/> Contact met een andere gebruiker <input type="checkbox"/> Flauwte <input type="checkbox"/> Plotse verdrinking <input type="checkbox"/> Andere: 		

Soort ongeval		Type infrastructuur	
<input type="checkbox"/> Buiten het water (maar in de zwembadhal)			
<input type="checkbox"/> uitglijden/val op droge bodem		<input type="checkbox"/> Structuur onder de springtoren	
<input type="checkbox"/> uitglijden/val op natte bodem		<input type="checkbox"/> Trap	
<input type="checkbox"/> Contact met de infrastructuur		<input type="checkbox"/> Tegels/metselwerk	
<input type="checkbox"/> Contact met een andere gebruiker		<input type="checkbox"/> Kolom	
<input type="checkbox"/> Malaise		<input type="checkbox"/> Bank	
<input type="checkbox"/> Andere:		<input type="checkbox"/> Ladder/leuningregel	
		<input type="checkbox"/> Deuren	
		<input type="checkbox"/> Glijbaan	
		<input type="checkbox"/> Springtoren	
		<input type="checkbox"/> Startblok/rand	
		<input type="checkbox"/> Voetbad	
		<input type="checkbox"/> Andere:	
<input type="checkbox"/> Andere plaats	<input type="checkbox"/> Douche	<input type="checkbox"/> Wc's	<input type="checkbox"/> Ingangshal
	<input type="checkbox"/> Cafeteria	<input type="checkbox"/> Kleedkamers	<input type="checkbox"/> Tribune
	<input type="checkbox"/> Andere:		
<input type="checkbox"/> Glijden/val op droge bodem		<input type="checkbox"/> Trap	
<input type="checkbox"/> Glijden/val op natte bodem		<input type="checkbox"/> Deur	
<input type="checkbox"/> Contact met de infrastructuur		<input type="checkbox"/> Kast	
<input type="checkbox"/> Contact met een andere gebruiker		<input type="checkbox"/> Cabine	
<input type="checkbox"/> Malaise		<input type="checkbox"/> Tegels/metselwerk	
<input type="checkbox"/> Elektrisch toestel		<input type="checkbox"/> Andere:	

Soorten letsels	<input type="checkbox"/> Verlijden door verdrinking	<input type="checkbox"/> Begin verdrinking	<input type="checkbox"/> Verbranding
	<input type="checkbox"/> Overlijden door een andere oorzaak	<input type="checkbox"/> Fractuur	<input type="checkbox"/> Kneuzing
	<input type="checkbox"/> Oogletsel	<input type="checkbox"/> Prik	<input type="checkbox"/> Andere:
	<input type="checkbox"/> Vergiftiging	<input type="checkbox"/> Huidletsel	

<u>Tussenkoms</u>	intern	<input type="checkbox"/> Pulmonaire reanimatie
		<input type="checkbox"/> Cardiopulmonaire reanimatie
	van een externe dienst	<input type="checkbox"/> 100
		<input type="checkbox"/> dokter van wacht
		<input type="checkbox"/> Andere medische dienst
	einde	<input type="checkbox"/> Vertrek slachtoffer via 100
		<input type="checkbox"/> Vertrek slachtoffer door eigen middelen
		<input type="checkbox"/> Andere

Naam : **Functie:** **Datum:**/...../..... **Handtekening**

Vorbehouden aan de Directeur

Goedgekeurde of goed te keuren preventiemaatregelen	
<input type="checkbox"/> Wijziging in de werkorganisatie	<input type="checkbox"/> Versterking van het toezicht
<input type="checkbox"/> Infrastructuurwijziging	<input type="checkbox"/> Herinnering aan de instructies
<input type="checkbox"/> Geen	<input type="checkbox"/> Andere:
Bijkomende nota's/opmerkingen (zie bijlage) betreffende met name de te nemen maatregelen inzake organisatie, preventie, ...	

Naam : **Datum:**/...../..... **Handtekening:**

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 13 juni 2013 tot bepaling van de sectorale voorwaarden betreffende open en gedekte zwembaden voor en niet louter privatief gebruik in het kader van het gezin met een oppervlakte van meer dan 100 m² en een diepte van meer dan 40 cm.

Namen, 13 juni 2013.

De Minister-President,

R. DEMOTTE

De Minister van Leefmilieu, Ruimtelijke Ordening en Mobiliteit,

Ph. HENRY

BIJLAGE 3**FORMULIER B**

Naam van het zwembad:
Straat:
Postcode :
Plaats :
Telefoon:
Fax :
Email:
Naam van de Directeur:
Type inrichting: School - Zwembad - Sportcomplex met zwembad

TECHNISCH INCIDENT MET DE ONTRUIMING OF DE SLUITING VAN DE INRICHTING ALS GEVOLG**SLUITING VAN DE INRICHTING****Datum en uur van het incident:****Precieze plaats:****Oorzaak (zie details hierna) :****Datum en handtekening van de Directeur**

Kenmerken van het zwembad

	afmeting	volume
<u>Groot bad</u>		
<u>Klein bad</u>		

Andere baden:

.....

Ontsmetting van het water = aard van het product=

- uitvoering : kanalisering
 : injectie
 : doseringmg/l circuit
- contact/reactie onder chemische producten

Onderbreking watervoorziening

Andere

Bijkomende behandeling van het water

pH-correctie

- uitvoering : kanalisering
 : injectie
 : dosering pH =circuit

andere

Algenbestrijding

algen in suspensie in het water

B - LUCHT

Kwaliteit

- Te hoge trichloramine-waarden = mg/m³
 vervuilde lucht : slechte geuren
 : gasvormig chloor
 : andere giftige stof
- te hoge vochtigheidsgraad
 gebrek aan vernieuwing
 temperatuur

Oorsprong

Luchtcirculatie

- inblazingsgroepen circulatiebelemmering andere
.....

Verwarmingsinstallatie (lucht en water)

- ketelstoring nader bepalen
- wisselaar andere

C – OPSLAG VAN CHEMISCHE PRODUCTEN**Type opslag :** chloor zuur voorziening overvloeiing personen werden onwel hanteringsfout lek leidingen lek flessen is er een direct contact in NaClO en HCl, met vrijmaking van CL₂? JA NEE opslagkuip : lek andere**D - ELEKTRICITEIT** gebrek aan voorziening andere :**Oorsprong** voorzieningsnetwerk technisch gebrek in het zwembad

nader bepalen

E - GEBOUW structuur loze zoldering dak tegels waterdichtheid ruiten andere**Oorsprong** corrosie beweging van het gebouw vandalisme andere**F – EXTERNE BEDREIGING** bomalarm aanslag andere :**G - BRAND** zuiveringsinstallatie cafetaria kantoren kleedcabines andere**Oorsprong** elektrisch: kortsluiting ketels willekeurige daad andere

Gevolgen

- onmiddellijke ontruiming van het zwembad
- sluiting ----- duur: uur (uren) dag(en)
- waren er slachtoffers? JA NEE
eventueel nader bepalen
- Aangewende technische middelen om orde op zaken te stellen:
.....
.....
- Goedgekeurde of goed te geuren preventiemaatregelen
 - geen
 - infrastructuurwijziging
 - wijziging in de werkorganisatie
 - nieuwe instructies
 - versterking van het toezicht
 - vorming van het personeel
- Een gedetailleerde beschrijving van het incident eventueel als bijlage bijvoegen

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 13 juni 2013 tot bepaling van de sectorale voorwaarden betreffende open en gedekte zwembaden voor en niet louter privaat gebruik in het kader van het gezin met een oppervlakte van meer dan 100 m² en een diepte van meer dan 40 cm.

Namen, 13 juni 2013.

De Minister-President,

R. DEMOTTE

De Minister van Leefmilieu, Ruimtelijke Ordening en Mobiliteit,

Ph. HENRY

BIJLAGE 4

FORMULIER C

Naam van het zwembad:
Straat:
Postcode :
Plaats :
Telefoon:
Fax :
Email:
Naam van de Directeur:
Type inrichting: School - Zwembad - Sportcomplex met zwembad

JAARVERSLAG LICHAAMELIJKE ONGEVALLLEN IN ZWEMBAD

- Burgerlijk jaar: -

Soort ongeval		Type infrastructuur		
a) In het water 1) Verdrinking (al dan niet gunstige afloop) 2) Contact met de infrastructuur 3) Contact met een andere gebruiker 4) Malaise 5) Contact met de bodem 6) Andere:	<u>Aantal</u>	10) Trap onder het water 11) Tegels 12) Ladder/leuningregel 13) Gang of koord 14) Rooste 15) Drijvende structuur 16) Glijbaan 17) Springtoren 18) Startblok/rand 19) Andere:	<u>Aantal</u>	
		Totaal		
	b) Buiten het water (in de zwembadhal) 1) Glijden/val op droge bodem 2) Glijden/val op natte bodem 3) Contact met de infrastructuur 4) Contact met een andere gebruiker 5) Malaise 6) Andere.....	<u>Aantal</u>	10) Structuur onder de springtoren 11) Trap 12) Tegels/metselwerk 13) Kolom 14) Bank 15) Ladder/leuningregel 16) Deuren 17) Glijbaan 18) Springtoren 19) Startblok/rand 20) Voetbad 21) Andere:	<u>Aantal</u>
			Totaal	

Soort ongeval		Type infrastructuur	
Andere plaats: <input type="checkbox"/> Douche		<input type="checkbox"/> WC's	
<input type="checkbox"/> Cafeteria		<input type="checkbox"/> Ingangshal	
<input type="checkbox"/> Andere		<input type="checkbox"/> Kleedkamer	
		<input type="checkbox"/> Tribune	
	Aantal		Aantal
1) uitglijden/val op droge bodem		10) Structuur onder de springtoren	
2) uitglijden/val op natte bodem		11) Trap	
3) Contact met de infrastructuur		12) Tegels/metselwerk	
4) Contact met een andere gebruiker		13) Kolom	
5) Flauwte		14) Bank	
6) Andere:		15) Ladder/leuningregel	
		16) Deuren	
		17) Glijbaan	
		18) Springtoren	
		19) Startblok/rand	
		20) Voetbad	
		21) Andere:	
		Totaal	
Soort letsel			Aantal
<input type="checkbox"/> Overlijden door verdrinking			
<input type="checkbox"/> Overlijden door een andere oorzaak			
<input type="checkbox"/> Oogletsel			
<input type="checkbox"/> Vergiftiging			
<input type="checkbox"/> Begin verdrinking			
<input type="checkbox"/> Fractuur			
<input type="checkbox"/> Prik			
<input type="checkbox"/> Huidletsel			
<input type="checkbox"/> Verbranding			
<input type="checkbox"/> Kneuzing			
<input type="checkbox"/> Andere:			
Goedgekeurde of goed te keuren preventiemaatregelen			
<input type="checkbox"/> Wijziging in de werkorganisatie		<input type="checkbox"/> Versterking van het toezicht	
<input type="checkbox"/> Infrastructuurwijziging		<input type="checkbox"/> Herinnering aan de instructies	
<input type="checkbox"/> Geen		<input type="checkbox"/> Andere:	
Bijkomende nota's/opmerkingen (zie bijlage) betreffende met name de te nemen maatregelen inzake organisatie, preventie, ...			

Datum:/...../.....

Handtekening van de Directeur:

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 13 juni 2013 tot bepaling van de sectorale voorwaarden betreffende open en gedekte zwembaden voor en niet louter privaatief gebruik in het kader van het gezin met een oppervlakte van meer dan 100 m² en een diepte van meer dan 40 cm.

Namen, 13 juni 2013.

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Minister van Leefmilieu, Ruimtelijke Ordening en Mobiliteit,
Ph. HENRY

BIJLAGE 5

Bepaling van het actief chloor (HOCl) naar gelang het gehalte aan vrij chloor en aan de pH (voor water met een temperatuur van 25°C – bij afwezigheid van stabilisatoren)																									
PH	% vrij chloor	Actief chloor	0.5	0.6	0.7	0.8	0.9	1	1.1	1.2	1.3	1.4	1.5	1.6	1.7	1.8	1.9	2.0	2.2	2.4	2.6	2.8	3.0	3.5	4.0
6.8	83.5		0.42	0.50	0.58	0.67	0.75	0.84	0.92	1.00	1.09	1.17	1.25	1.34	1.42	1.50	1.59	1.67	1.84	2.00	2.17	2.34	2.51	2.92	3.34
6.9	80.1		0.40	0.48	0.56	0.64	0.72	0.80	0.88	0.96	1.04	1.12	1.20	1.28	1.36	1.44	1.52	1.60	1.76	1.92	2.08	2.24	2.40	2.80	3.21
7.0	76.2		0.38	0.46	0.53	0.61	0.69	0.76	0.84	0.91	0.99	1.07	1.14	1.22	1.30	1.37	1.45	1.52	1.68	1.83	1.98	2.13	2.29	2.67	3.05
7.1	71.8		0.36	0.43	0.50	0.57	0.65	0.72	0.79	0.86	0.93	1.01	1.08	1.15	1.22	1.29	1.36	1.44	1.58	1.72	1.87	2.01	2.15	2.51	2.87
7.2	66.9		0.33	0.40	0.47	0.54	0.60	0.67	0.74	0.80	0.87	0.94	1.00	1.07	1.14	1.20	1.27	1.34	1.47	1.61	1.74	1.87	2.01	2.34	2.68
7.3	61.6		0.31	0.37	0.43	0.49	0.55	0.62	0.68	0.74	0.80	0.86	0.92	0.91	1.05	1.11	1.17	1.23	1.36	1.48	1.60	1.73	1.85	2.16	2.46
7.4	56.0		0.28	0.34	0.39	0.45	0.50	0.56	0.62	0.67	0.73	0.78	0.84	0.90	0.95	1.01	1.06	1.12	1.23	1.35	1.46	1.57	1.68	1.96	2.24
7.5	50.3		0.25	0.30	0.35	0.40	0.45	0.50	0.55	0.60	0.65	0.70	0.75	0.81	0.86	0.91	0.96	1.01	1.11	1.21	1.31	1.41	1.51	1.76	2.01
7.6	44.6		0.22	0.27	0.31	0.36	0.40	0.45	0.49	0.54	0.58	0.62	0.67	0.71	0.76	0.80	0.85	0.89	0.98	1.07	1.16	1.25	1.34	1.56	1.78
7.7	39.0		0.19	0.23	0.27	0.31	0.35	0.39	0.43	0.47	0.51	0.55	0.58	0.62	0.66	0.70	0.74	0.78	0.86	0.94	1.01	1.09	1.17	1.36	1.56
7.8	33.7		0.17	0.20	0.24	0.27	0.30	0.34	0.37	0.40	0.44	0.47	0.51	0.54	0.57	0.61	0.64	0.67	0.74	0.81	0.88	0.94	1.01	1.18	1.35
7.9	28.7		0.14	0.17	0.20	0.23	0.26	0.29	0.32	0.34	0.37	0.40	0.43	0.46	0.49	0.52	0.55	0.57	0.63	0.69	0.75	0.80	0.86	1.01	1.15
8.0	24.3		0.12	0.15	0.17	0.19	0.22	0.24	0.27	0.29	0.32	0.34	0.36	0.39	0.41	0.44	0.46	0.49	0.53	0.58	0.63	0.68	0.73	0.85	0.97

Voorbeeld: Met pH 7.3 voor 1.6 mg/l vrij chloor in water met een temperatuur van 25°C, is er 0,91 mg/l actief chloor

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 13 juni 2013 tot bepaling van de sectorale voorwaarden betreffende open en gedekte zwembaden voor en niet louter recreatief gebruik in het kader van het gezin met een oppervlakte van meer dan 100m² en een diepte van meer dan 40 cm.

Namen, 13 juni 2013.

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Minister van Leefmilieu, Ruimtelijke Ordening en Mobiliteit,
Ph. HENRY